

Le Monde

idées

L'avenir de l'école privée

Le débat sur l'école privée n'est pas près de se clore. Tandis que Raymond Triboulet estime que la gauche a commis, avec le projet Savary, une erreur impardonnable, et qu'André Damien lui reproche de remettre en cause, avec la liberté de l'enseignement, un principe fondamental de l'Etat, Jean-Louis Piednoir juge déraisonnable toute espèce d'affrontement. Quant à Paul Fraisse, qui juge positives les propositions du ministre, il en avance quelques-unes de nature à les compléter, avec l'ambition de maintenir l'unité de la France dans le respect des diversités.

Un affrontement déraisonnable

par JEAN-LOUIS PIEDNOIR (*)

LES propositions faites par M. Alain Savary relatives à la rénovation du système éducatif et aux rapports qui lient l'Etat aux établissements d'enseignement privé déchaînent actuellement de la part de certains des réactions d'une grande violence verbale. Cela est d'autant plus curieux que les termes employés n'ont pas grand-chose à voir avec la déclaration du ministre.

A en croire les titres de certains journaux ou certaines déclarations, il ne s'agirait que de vouloir la mise à mort rapide de toutes les diversités éducatives. L'outrance du vocabulaire et la démesure des épithètes visent à donner une interprétation à des textes qui est contraire à ce qu'ils disent, auprès d'un public qui n'a généralement pas le temps ni les moyens de les analyser précisément.

Pour ne citer que lui, M. Jacques Chirac veut apparaître comme le grand défenseur des catholiques de France, après avoir adossé les déclarations qu'il a faites à la suite de sa visite au Vatican. On peut également voir des hommes politiques se découvrir des affinités avec l'annonce de l'Evangile, même si certaines de ses conséquences leur font peur. Sinon pourquoi crier si fort lors de la déclaration des évêques à propos de la situation économique et sociale ? Tartuffe n'est pas mort.

La réaction des autorités de l'enseignement catholique engendre une certaine perplexité. On est passé en effet d'une interrogation, d'une demande de précision, à un raidissement concretisé par le communiqué du mardi 21 décembre. Le passage d'un « oui, peut-être » à un « non, mais » réclame des explications. Il est significatif que, dans son interprétation du texte de M. Alain Savary, l'enseignement catholique comme système éducatif certain passages des propositions gouvernementales. Ainsi est totalement oubliée l'ambition de ne pas contraindre. On a fait de croire que la définition de l'indispensable carte scolaire sera très restreinte, que dans les nouveaux établissements d'intérêt public la puissance publique

Pour un débat sur le système éducatif

Le tintamarre actuel occulte un autre aspect du débat. Les organisations du Comité national d'action laïque sont loin de retrouver dans la plate-forme du ministre l'ensemble de leur vision d'un service éducatif renouvelé. Mais, si elles l'ont dit sur un ton ferme, c'est sans surenchères verbales ni interprétations unilatérales. En s'abstenant de condamnations abruptes, elles ont montré que l'intolérance peut être évitée dans un débat qui intéresse l'avenir de notre jeunesse.

Au-delà des techniques juridiques qui peuvent assurer la participation des établissements privés au service public, il est grand temps de débattre.

L'archevêque de Paris a parfaitement raison de rappeler que le problème majeur est l'attitude de la société nationale du parti socialiste.

(*) Délégué national à l'éducation nationale du parti socialiste.

Un principe fondamental

par ANDRÉ DAMIEN (*)

LE projet Savary sur « l'insertion de l'enseignement libre dans l'enseignement public » signifie un arrêt de mort pour l'école libre, tout au plus adouci par quelques fleurs de rhétorique.

L'Etat, les collectivités locales et les communes deviennent les maîtres quasi absolus du fonctionnement des établissements d'enseignement privé (dont plus de 90 % sont catholiques). Ce sont désormais les partenaires politiques qui deviennent les maîtres des projets éducatifs de l'école libre, dont la spécificité disparaît ainsi au profit d'une politisation accrue.

La laïcité qui anime ce texte n'est pas la neutralité de Jules Ferry, conception archaïque et erronée de la laïcité qui réclame l'école unique abstraitement à la suppression de toute liberté. Il ne s'agit pas de partager des libertés théoriques mais des libertés qui sont le fondement même de notre société.

Il est nécessaire de rappeler que les éducateurs d'un enfant n'agissent que par délégation de sa famille, qui leur confie une partie de son pouvoir et non pas par l'autorité de l'Etat ou d'une corporation enseignante.

Que l'on ne nous abuse pas par le spectre d'une démission entre Français, fruit de la pluralité scolaire, c'est un sophisme. L'exercice de la liberté n'est pas un facteur de désunion, c'est au contraire la explication éternelle et totalitaire qui est un fondement de désunion profonde. La diversité de l'enseignement n'est pas une cause de division, ceux qui veulent envoyer leur enfant dans une école libre ne font nullement œuvre de politique de parti, ne cherchent pas à séparer les enfants du corps et de l'esprit de la nation, mais bien au contraire à leur donner l'éducation qu'ils jugent la plus parfaite et la plus capable de concilier la prospérité du pays, en formant des citoyens attachés à leur patrie, loyalement soumis à l'autorité civile (Pie XI *Divini Illius Magistri*).

Qu'on ne nous dise plus que les parents qui paient l'impôt doivent, en outre, s'ils veulent user de leur droit à la liberté de l'enseignement, assurer la totalité de la charge des établissements qui le produisent. L'enseignement privé, en effet, collabore à la mission d'éducation nationale qui le fait participer ainsi à un service public. L'enseignement privé participe donc à une tâche d'intérêt national, c'est à ce titre qu'il convient de l'aider. Si, contrairement à la tâche d'enseignement, l'école privée accepte une discipline pour assurer de sa conformité avec les programmes déterminés par l'Etat, elle doit conserver intact son caractère propre qui ne saurait être réduit à cette « marge de responsabilité » dont parle le ministre de l'éducation et qui ne sera plus qu'un ectoplasme de la liberté d'enseignement reconnue par les principes fondamentaux qui régissent notre Etat.

Cette doctrine a toujours été celle de la tradition républicaine en France. Si Napoléon I^{er} avait doté l'Université d'un monopole exclusif (loi du 10 mai 1806 - décret du 17 mars 1808), si la charte du 14 août 1830 (art. 63, § 8) ne contenait qu'une vague promesse de liberté de l'enseignement qui ne fut pas tenue, c'est à la Seconde République, après l'action de Lacordaire et de Montalembert, qu'il appartient de proclamer et de mettre en œuvre cette liberté de l'enseignement. La loi Falloux du 15 mars 1850 pour l'enseignement secondaire, la loi du 12 juillet 1875 pour l'enseignement supérieur, puis tard la loi du 31 mars 1931, déclaraient la liberté de l'enseignement, principe fondamental de la République, tandis que la Convention européenne des droits de l'homme de 1951, adoptée par le Parlement français en 1973, déclarait que l'Etat, dans l'exercice des fonctions qui assure dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement, doit respecter le droit des

Faciliter le libre choix

L'Etat, par l'impôt qu'il perçoit, a pour tâche, en matière scolaire, de faciliter l'égalité en offrant le libre choix aux parents entre l'enseignement libre et l'enseignement public, pas de liberté hors de l'Etat mais une liberté par l'Etat.

Les parents d'élèves doivent se battre pour conserver intact le principe de la liberté de l'enseignement qu'est le corollaire nécessaire des droits qu'ils possèdent d'éduquer leurs enfants. Les élus, à quelque place qu'ils se trouvent, ont le devoir d'être leurs interprètes et leurs soutiens. Chacun doit se battre pour empêcher l'invasion de la doctrine qui transférerait à l'Etat la tâche première d'éduquer les enfants.

Rappelons-nous toujours que, par le biais du monopole de l'éducation et de l'instruction, l'Etat peut être tenté d'exiger, sous le pavillon du loyalisme, une docilité qui, demain, pourra aller jusqu'à l'embrigadement totalitaire.

Gardons-nous d'identifier la nation et l'Etat.

S'il peut paraître opportun à certains de ne pas rompre le dialogue avec le gouvernement, encore que le refus d'admettre toute discussion sur l'économie du projet gouvernemental rende toute concertation illusoire, il est nécessaire que tous les Français épris de libéralisme soient vigilants et prêts à agir.

La liberté ne se défend pas quand elle est perdue mais quand elle est menacée. Il ne faut pas laisser le gouvernement opérer sans anesthésie et profiter de la trêve des confessions pour restaurer un monopole d'Etat qui a disparu de notre histoire depuis bientôt cent cinquante ans.

Il faut agir tout de suite, demain il sera trop tard pour se lamenter. La liberté de l'enseignement c'est la liberté tout court.

(*) Maire de Versailles.

Propositions de paix scolaire

par PAUL FRAISSE (*)

PROPOSITIONS de paix scolaire : tel était le titre du numéro spécial qu'avec Emmanuel Mounier et Henri Marrou nous publions dans *Esprit* de mars-avril 1949.

Quelle joie quand j'ai entendu, le 20 décembre 1982 les propositions de Savary : une véritable ouverture, proche des propositions que nous défendons depuis plus de trente ans. Mais quelle stupeur quand j'ai lu le lendemain matin les manchettes de la plupart des journaux : « Sentence de mort », « Etablissements alignés, digérés, intégrés », « Suppression de la liberté de l'enseignement », « Guerre scolaire », etc., et bien entendu les cris des leaders de l'opposition qui sont aussitôt montés en ligne.

De quoi s'agit-il ? Il est vrai que l'opposition de deux types d'écoles a fait dans le passé et fait encore un grand tort à la France. Mais il ne s'agit pas d'une guerre religieuse. A l'origine, la loi Falloux de 1850 a été votée pour défendre la société contre la révolution de 1848 et calmer la grande peur de la bourgeoisie conservatrice. Un siècle plus tard, ce ne sont pas non plus des raisons religieuses qui ont poussé un Michel Debré à faire voter la loi de 1949. Prenons donc le problème au fond. Essayons d'abord d'oublier les aspects politiques du débat.

Si l'enseignement privé reste vivant en France, il le doit à des raisons très diverses. Sans doute, il existe des familles catholiques qui cherchent pour leurs enfants une éducation intégralement religieuse. Mais les sondages sont formels : 20 % seulement des enfants des écoles privées sont dans ce cas. Beaucoup d'autres familles sont séduites par la capacité de l'enseignement privé à innover au plan pédagogique. Il est vrai qu'il s'est occupé le premier de créer des institutions scolaires pour les handicapés physiques, mentaux, sociaux ; il essaye aussi de sauver de l'échec scolaire les ratés de l'enseignement public. Chez les parents qui font ce choix vient aussi en compte l'espoir de voir leurs en-

Maintenir l'unité de la France

Quant à la nomination et aux mutations des maîtres, elles pourraient être négociées avec les conseils d'établissement. Celle des directeurs suivrait les mêmes règles à partir de listes d'aptitude établies, par exemple, au niveau de la région. Tout ce plan prend au sérieux la décentralisation : il pourrait y avoir des nuances entre les écoles du Sud-Ouest et celles de Bretagne. L'harmonie nationale dépendrait d'un conseil supérieur rénové de l'éducation nationale où se retrouveraient les représentants de l'Etat, des régions, des maîtres, des usagers.

(*) Professeur émérite à la Sorbonne.

Une erreur qui ne pardonne pas

par RAYMOND TRIBOULET (*)

JE n'ai pas été le seul à préconiser les responsables socialistes de l'erreur à ne pas commettre (1), et cela depuis que M. Savary annonçait des consultations sur la liberté de l'enseignement. Jamais, je n'ai pensé que les erreurs économiques ou financières suffiraient à condamner la politique de la nouvelle majorité, d'autant qu'en ces matières celle-ci a radicalement changé de cap. Mais les victoires électorales de 1981 s'expliquent autant par des aspirations à la justice et à la liberté que par l'usage et les légendes du pouvoir antérieur : et voilà que le socialisme « à la française », déjà de plus en plus contesté sur le terrain de la justice, renie la liberté, et quelles libertés, celles de l'esprit, de l'enseignement, de l'éducation des enfants !

C'est le coup de grâce : il n'est pas difficile de prévoir les condamnations électorales qui vont s'ensuivre. Si encore le pouvoir socialiste ne faisait que se subordonner lui-même ! Mais il promet de nouveau la paix sociale en ravivant une querelle absurde que le général de Gaulle avait éteinte.

La seule brèche qui couvrait encore, d'instinct les rancœurs et les appétits de certains syndicats de l'enseignement public. Et voilà pourquoi, voilà pour qui le socialisme français renie la liberté ! Car enfin le prétexte d'un grand service public de l'enseignement ne trompe personne.

(1) Dans l'édition de *Résistance nouvelle*, « Les troubles-paix scolaires » (mai 1982).

(*) Ancien ministre, membre de l'Institut.

Edité par la S.A.R.L. Le Monde
Directeur : André Laurens, directeur de la publication
Ancien directeur : Hubert Beauve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
Imprimerie : du Monde, 5, rue de l'Étoile, PARIS-IX
Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2017

ASIE

Cambodge

POUR FACILITER L'OUVERTURE DE NÉGOCIATIONS

Le prince Sihanouk suspend ses activités à la tête de la coalition antiviétnamienne

Décembre 1982 s'est écoulé sans que le prince Sihanouk, comme il l'avait annoncé fin octobre (*le Monde* du 3 novembre 1982), se rende à nouveau à Paris, où il comptait être reçu par M. Mitterrand et par le ministre des relations extérieures, M. Cheysson. De retour dans sa retraite de Pyongyang, il a dressé un bilan de six mois à la présidence du gouvernement de coalition avec les Khmers rouges et les nationalistes de M. Son Sann assez négatif pour décider de cesser provisoirement ses activités politiques et diplomatiques.

La principale raison, selon une note confidentielle remise à ses partisans, est le refus des pays favorables à la coalition de le soutenir. En plus des États-Unis, dont il attendait un appui matériel et politique, ses critiques se portent vers les pays de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande) qui concentrent leur appui au F.N.L.P.K. de M. Son Sann, et vers la Chine, qui n'a pas réduit son aide aux Khmers rouges. Il se refuse, aussi, à être la dernière carte de ces pays contre le Vietnam.

Certes, le prince se doutait de tout cela quand il accepta en juin dernier de prendre la tête de la coalition. Il espérait toutefois que ce geste lui apporterait le soutien politique dont il a besoin et se refusait à apparaître comme une « composante » de la coalition, se considérant comme un médiateur. Il est d'ailleurs évident qu'il entendait profiter de cette légitimité retrouvée — comme chef de l'État d'un gouvernement toujours reconnu par les Nations unies — pour renforcer sa position dans le cas de négociations avec le Vietnam, jugées inévitables.

Aucun contact direct n'a eu lieu jusqu'à présent entre le prince et les Vietnamiens ; il n'est pas exclu qu'il y en ait eu avec les Soviétiques. Le prince compte plus sur des contacts indirects, avant tout par l'intermédiaire de la France, qu'il avait pourtant sévèrement critiquée dans nos colonnes (*le Monde* du 14 septembre). De la France, qui a maintenu le dialogue avec Hanoi et qu'il a contacté personnellement, il souhaite qu'elle aide le Vietnam à saisir la parole qu'il lui tend en s'étant mis en semi-retraite pour six mois, en menaçant de démissionner de la présidence de la coalition et en reportant son voyage dans les pays de l'ASEAN. Trop de zèle envers la

coalition pourrait porter atteinte aux minces chances d'un règlement politique, qui ne pourrait toutefois avoir lieu sans un retrait vietnamien du Cambodge, estime-t-il.

En cas de règlement, la faveur du prince Sihanouk irait vers ce qu'il a appelé la « solution Camusescu ». Il s'agit d'un projet de coalition à quatre, regroupant les trois membres de la coalition antiviétnamienne et les représentants du régime pro-vietnamien de Phnom-Penh. Des rumeurs ont couru selon lesquelles une proposition de ce genre aurait été faite par les Chinois aux Soviétiques. Une phrase des communistes français, après la visite à Pékin, en octobre, de M. Marchais, selon laquelle la Chine avait fait des « propositions intéressantes » ouvrant des « perspectives nouvelles » (1) était peut-être à l'origine. Le P.C.F. et les Chinois démentent actuellement une telle information. Sans avoir la moindre illusion sur les ambitions du Vietnam, le prince compte, sans doute, lui offrir une position sortie honorable — s'il la souhaite — ce qui ne lui paraît pas exclu. Si, pour sa part, la Chine rejetait une telle offre, ses protégés Khmers rouges se retrouveraient définitivement isolés et privés de ce qui leur reste de légitimité. Bien évidemment les moyens du prince Sihanouk sont limités : on peut d'ailleurs se demander ce qui l'a conduit à repousser sine die sa rencontre avec M. Mitterrand la première avec un chef d'État d'une grande puissance occidentale — qui n'aurait que renforcé sa position internationale. D'autant que la France semble intéressée à intervenir en sa faveur. Un test du succès de sa nouvelle tactique, menée avec les méthodes peu traditionnelles qui lui sont propres, serait sans doute la démission formelle de la présidence de la coalition : celle-ci signifierait que des contacts auraient eu lieu avec Hanoi. Car, en dépit de son désir de négocier, le prince ne souhaite certainement pas se retrouver demain prisonnier des pro-Vietnamiens à Phnom-Penh, comme il l'était hier des Khmers rouges.

PATRICE DE BEER.

(1) Article de M. Gremetz dans les *Cahiers du communisme* de décembre 1982. Selon une délégation du P.C.M.L.F. (pro-Chinois) arrivée à Pékin, le plan chinois serait fondé sur la neutralisation et le non-alignement du Cambodge.

Afghanistan

« L'U.R.S.S. remplira jusqu'au bout son devoir internationaliste »

affirme l'agence Tass

Les résistants afghans ont annoncé, dimanche 2 janvier à Peshawar, qu'ils avaient à nouveau attaqué à la roquette le 27 décembre l'ambassade soviétique à Kaboul ; le ministre de la défense et d'autres officiels ont travaillé ou résident les Soviétiques auraient aussi été atteints. La résistance avait déjà annoncé l'attaque le 25 décembre de l'ambassade soviétique.

D'autre part, le 1^{er} janvier, le parti démocratique populaire (P.D.P., communiste) a célébré son dix-huitième anniversaire en affirmant qu'il avait franchi une étape difficile et que, à force de sacrifices, il avait réussi à mettre fin à l'existence de deux organisations parallèles (1) et à rétablir son unité. Selon l'agence officielle Bakhtar, qui a publié la déclaration du P.D.P.A., des « contre-révolutionnaires » ont été récemment « écartés » dans des provinces du Nord et de l'Est.

Enfin, à Moscou, une déclaration de l'agence Tass a été publiée le 31 décembre pour mettre fin à « toute sorte d'insinuations sur la politique de l'U.R.S.S. à l'égard de l'Afghanistan » : « répandues » ces derniers temps » par « certains hommes politiques et organes de presse, essentiellement des pays qui mènent une guerre non déclarée contre l'Afghanistan ». Faisant allusion aux spéculations qui avaient couru sur un possible changement d'attitude du Kremlin sur l'Afghanistan après l'arrivée au pouvoir de M. Andropov, l'agence écrit : « Les tentatives pour conditionner les rapports entre l'U.R.S.S. et les États-Unis, entre l'Est et l'Ouest par les événements autour de l'Afghanistan ne peuvent pas ne pas susciter

l'étonnement et la désapprobation. Qui donc voudrait-on impressionner au moyen de ces tentatives ? Pense-t-on réellement que, sous leur influence, l'U.R.S.S. changera sa position envers l'Afghanistan démocratique et son gouvernement légitime ? Disons-le sans équivoque : ces calculs sont illusoires. L'U.R.S.S. remplira jusqu'au bout son devoir internationaliste dans la protection de l'Afghanistan contre l'intervention militaire étrangère. Elle n'a toutefois pas l'intention de garder éternellement ses troupes en Afghanistan ». (A.F.P., U.P.I., Reuters, Tass.)

(1) Il s'agit du Parcham du président Babrak Karmal et du Khalq des anciens dirigeants Taraki et Amin (N.D.R.).

AFRIQUE

Sénégal

Dakar reste confronté à l'irréductibilité casamançaise

De notre correspondant

Dakar. — Une semaine après la manifestation autonome du 26 décembre à Ziguinchor, au cours de laquelle des militants du Mouvement des forces démocratiques de la Casamance ont tenté d'amener le drapeau sénégalais et de hisser leur, le gouvernement tient la situation en main dans la province méridionale du pays, où chacun est retourné paisiblement à ses occupations et où la saison touristique bat son plein. Seul un dispositif militaire et policier, renforcé mais discret, rappelle que l'ordre public a été un moment troublé.

Le gouvernement, qui était informé de ce qui se préparait, a réagi avec rapidité et efficacité : étouffement presque immédiat de l'émeute déjà désamorcée par l'arrestation préventive de trois chefs de file, dont celle du curé du petit village de Kalfountine, l'abbé Augustin Diamankou Senghor (sans aucun lien de parenté avec l'ancien chef de l'État) ; arrestation consécutive et transfert à Dakar d'une cinquantaine d'autres personnes fichées depuis plusieurs mois et qui vont être déférées devant la Cour de sûreté de l'État, saisie pour atteinte à l'intégrité territoriale ; organisation, dès le 29 décembre, par le parti socialiste gouvernemental, à Ziguinchor même, d'une grande manifestation populaire de soutien à l'unité nationale, à laquelle plusieurs formations de l'opposition, dont le parti démocratique sénégalais (P.D.S.) de M. Abdoulaye Wade, étaient représentées ; réaffirmation par le président Diouf, dans son allocution du Nouvel An, de sa résolution inébranlable de défendre l'unité et l'intégrité du Sénégal, comme ses institutions démocratiques, en toute circonstance.

Après avoir paré au plus pressé, on n'en commence pas moins à se poser des questions à Dakar sur l'importance et sur les conséquences des événements ainsi que sur leurs causes profondes.

Pour la majorité des Sénégalais, qu'une partie de leurs compatriotes envisagent de faire sécession pour des raisons régionalistes et ethniques et commencent à passer aux actes est quelque chose d'incompréhensible, de fondamentalement contraire à la réalité profonde d'un pays qui, depuis son accession à l'indépendance, s'efforce d'avoir été une nation avant de devenir un État.

« Le Sénégal de toujours, un et indivisible, qui a su transcender les ethnies et les confessions, le Sénégal du brassage culturel, de la tolérance et de l'hospitalité légendaires », constate ainsi M. Mbaye Jacques Diop, un des dirigeants de la jeune génération du parti gouvernemental, dans le quotidien national *le Soleil* du 31 décembre, se trouve subitement confronté à un des maux qui ont si négativement singulièrement l'Afrique : la tentation du séparatisme à partir de données tribales. »

Pour lui, comme pour cette majorité de Sénégalais dont il se fait l'interprète, au-delà de l'épave d'une poignée d'irresponsables, de tels événements ne peuvent qu'avoir été formés par des ennemis étrangers de la démocratie sénégalaise, et ils doivent donc être réprimés sans faiblesse.

Dans les colonnes du même numéro du *Soleil*, un des plus vieux dirigeants du parti socialiste sénégalais, le député Boubacar Obéye Diop, exprime cependant, quoique avec prudence, une opinion à juste titre beaucoup plus nuancée. « Il ne faut pas se dissimuler, écrit-il notamment, la réalité de la spécificité casamançaise, qui est une donnée permanente de notre histoire politique... Il faut être très attentif aux perturbations psychologiques que peuvent véhiculer dans notre belle et prometteuse région du Sud des sentiments de frustration, de peur ou de doute, exploitables à des fins maléfiques. »

Enclavée entre la Guinée-Bissau, l'usophone et la Gambie, anglophone, la Casamance — il serait pertinent de dire la Basse-Casamance (la région organisée autour des localités de Diouloulou, Bignona, Ziguinchor et Oussouye), car la Moyenne et la Haute-Casamance (Kolda et Vélingara), géographiquement et ethniquement beaucoup plus proches du reste du Sénégal, relèvent d'une autre histoire, — après deux siècles et demi de présence portugaise qui la marque encore fortement, n'a été rattachée à l'ensemble sénégalais que par une convention du 12 mai 1866, par laquelle la France cédait en contrepartie au Portugal des droits de pêche sur les bancs de Terre-Néve.

Habitée par des populations de culture passablement différente de celles du reste du Sénégal (Diola, Ba'foul, Mandingue, Balante, Mandjak et Mançagne), restées pendant longtemps animistes même quand elles étaient formellement christianisées, la Casamance, pays de forêts et de rivières est climatiquement proche de l'Afrique guinéenne.

Un autre monde

Pour toutes ces raisons, le pouvoir central sénégalais, colonial puis national, a toujours périodiquement éprouvé des difficultés à exercer ses prérogatives en Casamance et, de ce point de vue, on peut trouver de nombreux précédents aux événements du 26 décembre. Par exemple, Assiété, grande fêteuse et reine de Kabroussé, prescrivit durant la seconde guerre mondiale de s'opposer à la réquisition. Sa déportation à Saint-Louis provoqua une révolte dans la région, qui a inspiré le cinéaste sénégalais, casamançais d'adoption, Ousmane Sembène, dans son film *Emirat*, et dont aujourd'hui une loge maçonnique sénégalaise perpétue le nom. Les animateurs du Mouvement des forces démocratiques de Casamance, eux-mêmes, pour développer leurs activités, n'ont-ils pas pris le parti, de ressusciter une formation dont les fondateurs, au début des années 50, Emile Badiane et Ibou Diallo, étaient pour que soit mieux prise en considération leur « petite patrie » ?

Ces dernières décennies, le glissement massif vers la « riche » Casamance de populations venues du Nord plus pauvre — Sérères d'abord, animistes ou christianisées ; puis et surtout, Toucouleurs et Ouolof musulmans et donc plus difficilement assimilables — a donné peu à peu à ces problèmes un caractère potentiellement explosif. Brûlant systématiquement la forêt pour développer la culture de l'arachide, plante qui procure des revenus mensuels individuels mais qui épuise les sols, au détriment du riz, qui assure, lui, l'autosubsistance collective, amenant avec eux un islam inexorablement concurrent, monopolisant avec leurs « bans-bans » le petit commerce, s'appuyant, au moins de facto, sur le pouvoir daka-

rois, lui-même maintenu en place en dernière analyse par la neutralité bienveillante des confréries musulmanes du bassin arachidier du Sénégal central, ils ont finalement donné le sentiment aux populations originaires de la Casamance d'être « colonisées ». Dès lors, il était inévitable que quelques intellectuels, prenant en compte les multiples frustrations nées d'une telle évolution, s'engagent sur la voie d'une revendication indépendantiste, même si, objectivement, elle n'a aucune chance sérieuse d'aboutir.

Il n'est pas étonnant non plus que quelques prêtres catholiques casamançais se trouvent engagés dans cette aventure ambiguë. D'autant plus que les dirigeants dakarois, tout à leurs problèmes internes, n'ont pratiquement jamais ici trouvé d'autre soutien que celui de personnalités faibles ou contestées, issues de familles toucouleures, ouolof ou lébou, immigrées à la génération précédente en Casamance, et donc non véritablement originaires de la région.

A cette paille sèche, des incendiaires venus de l'extérieur ont-ils mis le feu, comme le laisse entendre M. Mbaye Jacques Diop ? Ce n'est pas évident. Les projets de « Grande-Guinée » de la Gambie, de la Sierra-Leone, englobant la Guinée-Conakry, la Guinée-Bissau et la Casamance, qui ont tout d'abord rempli les cartons du Colonial Office britannique, ne sont cependant pas une simple vue de l'esprit. Mais, ces derniers mois, la mise en place, désormais irréversible, de la *Sénégalie*, le règlement discret et à l'amiable des sanglants conflits tribaux de cet état, entre Diolas sénégalais et Balantes Bissau-Guinéens, à propos de vols de bétail, la récente visite officielle du président Vieira, de Guinée-Bissau en Gambie, où on lui reproche toujours d'avoir facilité l'évasion de Kuku Samba Sanang, dirigeant des insurgés de l'été 1981 à Banjul, l'« assésissement » enfin du président Sekou Touré, tout démontrent que ce projet, largement mythique, n'est pas d'actualité. Alors, force est de convenir que les dirigeants sénégalais sont désormais confrontés à une situation « à la Corse », qu'ils sont seuls à pouvoir résoudre.

PIERRE BIARNES.

Namibie

Soixante-dix-sept soldats sud-africains ont été tués au cours de l'année

De notre correspondant

Johannesbourg. — La guerre dite de « faible intensité » qui sévit depuis seize ans dans le nord de la Namibie a coûté près de 1 500 vies humaines en 1982. Selon le général de brigade Willie Meyer, commandant des forces armées namibiennes, mises en place et encadrées par Pretoria, 77 soldats portant les couleurs sud-africains ont été tués en opération au cours des douze derniers mois (61 en 1981).

Dans le même temps, la branche armée de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO) aurait perdu 1 268 guérilleros (1 494 en 1981). Plus de la moitié d'entre eux auraient été éliminés dans leurs « sanctuaires » du sud de l'Angola, où de vastes zones sont également occupées depuis juillet 1981 par les forces sud-africaines.

Toujours selon le général Meyer, qui parlait à Windhoek, l'armée de libération du peuple namibien (plan, organisation militaire de la SWAPO) aurait subi cette année d'importants revers stratégiques, notamment la destruction de trois de ses bases, lors de l'opération Super

en mars dernier (201 morts) et à l'occasion d'une série de raids dits de « prévention » perpétrés en Angola en juillet et août (360 morts, dont 15 soldats sud-africains).

Les troupes d'occupation étant parvenues, depuis près de trois ans, à porter l'essentiel de la guerre de l'autre côté de la frontière, sur le terrain même de son ennemi, le nombre d'actes insurrectionnels enregistrés en Namibie, aurait diminué : 1 059 en 1981 contre 787 cette année. Toutefois, si l'on en croit Pretoria, ces « incidents » ont été plus meurtriers que par le passé, puisque « au moins 139 civils » (contre 72 en 1981), dont une bonne quinzaine de fermiers blancs, ont été tués en 1982, « assassinés, décapités par les mines posées par les terroristes, ou pris sous des tirs croisés ». « C'est la première fois », a assuré l'officier sud-africain, que la SWAPO a entrepris de poser des mines sur le terrain de fermes de l'« Ovamboland » et du « Kavangoland » (provinces namibiennes du nord, frontalières avec l'Angola). — P. C.

Zimbabwe

Les dissidents mettent de plus en plus l'accent sur le caractère politique de leur révolte

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Les forces de sécurité du Zimbabwe ont poursuivi sans succès, pendant le week-end, leur chasse aux « dissidents », auteurs le 31 décembre du meurtre de cinq Blancs — dont deux enfants en bas âge — et d'un Noir au nord de Bulawayo, chef-lieu de la province du Matabeland, dans le sud-ouest du pays (*le Monde* des 2 et 3 décembre). Elles ont retrouvé le cadavre d'un fermier, enlevé le même jour et dans la même région en compagnie de son fils. Ce dernier reste disparu.

Cette nouvelle vague de violence a débuté la veille de Noël lorsque des rebelles en embuscade prirent entre Bulawayo et Gwelo, trois autobus et plusieurs voitures, tuant trois personnes et en blessant une vingtaine d'autres. Elle marque un net regain de la dissidence après deux mois de calme qui avaient incité les autorités à desserrer l'emprise policière dans la région. Celles-ci avaient allégué le couvre-feu et levé les interdictions de circulation imposées aux véhicules non gouvernementaux, depuis l'enlèvement le 25 juillet de six touristes étrangers — deux Britanniques, deux Américains et deux Australiens — dont on demeure sans nouvelles. M. Munangawa, ministre de la sécurité, a indiqué, dimanche 2 janvier, que « cinq des touristes étaient probablement vivants » et que le sixième « était probablement mort » sans autre précision.

Les derniers assassinats portent à plus de soixante le nombre des victimes de la rébellion depuis février. Les insurgés ont en outre commis plusieurs centaines de vols, sabotages et actes de vandalisme. Face aux dissidents, la police et l'armée alignent deux mille hommes, qui multiplient à nouveau les quadrilles, patrouilles et barrages routiers. Dans l'escalade en cours, deux éléments sont à retenir. Primo, les actions rebelles sont plus coordonnées et plus meurtrières que par le passé. Les dissidents circulent en

bandes de quinze à vingt hommes bien organisées et s'évanouissent en toute impunité, leur forfait commis. Lors de l'embuscade du 24 décembre, ils ont, pour la première fois, utilisé des roquettes en s'attaquant — autre première — à la route Harare-Bulawayo, axe vital du Zimbabwe.

En frappant fort et de manière spectaculaire, les rebelles s'attachent à ruiner la thèse officielle d'un étiolement de la dissidence. Dans son message de Noël, le premier ministre, M. Mugabe, soulignait qu'« hormis quelques actes criminels », son gouvernement avait maintenu la paix au Zimbabwe. Les « bandits », a-t-il promis, seront « exécutés ». (Deux rebelles ont déjà été pendus, fin septembre, en guise d'avertissement.)

Secundo, les dissidents, qui se réclament systématiquement de la ZIPRA, l'ancienne armée de guérilla de M. Nkomo, mettent de plus en plus l'accent sur le caractère politique de leur révolte. Ainsi, ont-ils adressé à l'épouse du fermier kidnappé vendredi un message exigeant la restitution des propriétés confisquées à la ZAPU en février. Jusqu'ici, seul l'enlèvement des touristes avait été assorti d'une exigence politique, la libération des deux anciens chefs de la ZIPRA, le général Masuku et M. Dabengwa, dont le procès doit s'ouvrir le 10 janvier. En outre, les rebelles attaquent de plus en plus les chantiers gouvernementaux, symboles de l'autorité du pouvoir central.

Pour sa part, M. Nkomo a de nouveau démenti dimanche que les violences du Matabeland soient imputables à ses partisans. « La ZIPRA n'existe plus depuis longtemps », a-t-il déclaré. Ceux qui ne soutiennent ne peuvent commettre ces actes insensés, car ils savent que je ne les accepterais jamais. »

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

WINDSOR ARLAY
Chausseur - Maroquinier
BOUTIQUE A PULL

Prêt à porter

actuellement

SOLDES ET SERIES PROMOTIONNELLES

9, bd des Italiens
75002 Paris - 296.92.1138, av. de l'Opéra
75002 Paris - 742.81.78

مكتبة

AFRIQUE

Tunisie

Les négociations sociales se déroulent dans une atmosphère tendue

De notre correspondant

Tunis. — La quasi-totalité de l'université de Tunis est paralysée depuis une semaine par une grève des enseignants, et la Fédération de la métallurgie a annoncé pour le 10 janvier une grève générale d'avertissement de vingt-quatre heures. Chaque année, il est vrai, à la veille de la conclusion de négociations sociales en vue d'un réajustement des salaires et de la révision des conventions collectives et des statuts, le climat tend à se durcir. Toutefois, ces deux mouvements revendicatifs, qui ne sont pas forcément annonciateurs d'une crise profonde, n'en témoignent pas moins de l'atmosphère particulièrement difficile et tendue dans laquelle se déroulent les discussions entre les partenaires sociaux.

En 1982, les résultats médiocres — dus plus à des difficultés d'ordre conjoncturel que structurel — ont conduit le gouvernement à décider une politique de rigueur : il s'agit de concilier la sauvegarde de l'équilibre économique et financier du pays avec le maintien du pouvoir d'achat des travailleurs (il a été affecté par un taux d'inflation reconnu de 13,7 %) et le relèvement de la production, qui, dans certains secteurs, a accusé un fléchissement notable. Avec un patronat surtout attaché à conserver des privilèges qui lui ont été largement octroyés durant la décennie écoulée, deux autres facteurs rendent cette adéquation difficile : d'une part, les divisions et le conflit

d'autorité qui ont surgi depuis quelque temps à la direction de l'U.G.T.T. (Union générale des travailleurs tunisiens) semblent limiter la centralité syndicale à être plus encline à la sursurveillance qu'aux concessions ; d'autre part, l'unité absolue ne régnant pas au sein du gouvernement, celui-ci risque de n'être pas en position de force.

Les divergences de nature politique ou économique entre certains membres du cabinet ne sont plus, en effet, un secret pour personne, et, tout récemment encore, dans une interview accordée à l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, le ministre du plan et des finances, M. Mansour Moalla, reconnaissait que l'équipe ministérielle « n'est certainement pas un modèle d'homogénéité », que « les tempéraments sont différents » et qu'il y a « aussi des problèmes ».

Le bon déroulement des pourparlers sociaux n'est pas non plus facilité par le climat politique général dominé par un certain désenchantement, après les espoirs suscités voici deux ans par un début d'ouverture qui, depuis, n'a pas beaucoup progressé. L'instauration du multipartisme, qui devait concrétiser la démocratisation du système, se fait toujours attendre, de même que la proclamation d'une amnistie générale réclamée par tous les courants. Il faut dire que le pouvoir n'a pas été encouragé jusqu'ici à aller de l'avant par une opposition divisée, qui n'a toujours pas surmonté la déception des élections législatives de novembre 1981, aux résultats contestables, et a tendance à se cantonner dans une attitude négative.

A l'ouverture des débats budgétaires, le premier ministre, M. Mohamed Mzali, a confirmé la poursuite du processus démocratique, mais il a laissé entendre que de nouveaux pas ne seraient pas franchis dans l'immédiat. « Contrairement aux partisans de la démocratie utopique et aux tenants de l'intolérance et de l'extrémisme, notre objet est d'acquiescer, d'affirmer et de rendre irréversibles les acquis importants que nous avons obtenus en 1980-1981 en matière de démocratie politique et sociale, de dialogue constructif et de tolérance, a-t-il déclaré. C'est dans la mesure où cette étape substantielle sera bien ancrée que l'espoir d'une plus grande démocratie, concrétisée par une nouvelle étape, sera possible. Notre mot d'ordre est : consolider et préparer « de nouveaux acquis ». La participation ne peut donc aboutir qu'au dérapage, c'est-à-dire au contraire de la démocratie ».

Cette session budgétaire, qui a pris fin le vendredi 31 décembre, aura cependant constitué un progrès appréciable dans la vie parlementaire tunisienne, qui n'avait jamais connu de débats aussi animés et d'un ton aussi libre. Certes, c'est surtout les députés appartenant aux groupes constitués par l'U.G.T.T. qui se sont retrouvés à la pointe des discussions, mais, en acceptant d'apporter en extrême des modifications aux dispositions de certains textes qu'il présentait, le gouvernement a su jouer le jeu. M. Mzali en a profité par la suite pour se féliciter du « dialogue fructueux » qui existe entre l'exécutif et le législatif, tandis que la presse proche du pouvoir a souligné « la nouvelle et bonne bouffée de démocratie qui vient de souffler ».

MICHEL DEURÉ.

CHAQUE SEMAINE

FAITES VALIDER VOS BILLETS CHEZ TOUS LES DEPOSITAIRES PORTANT L'ENSEIGNE **LOTO**

LOTO

c'est facile, c'est pas cher, ça peut rapporter gros.

AMÉRIQUES

Nicaragua : la révolution confisquée

(Suite de la première page.)

En fait, si l'on en croit la commission permanente des droits de l'homme, la réalité a été sensiblement différente : dans les mois qui ont suivi la victoire, 785 personnes ont été déclarées « disparues » au prétexte de la commission, qui estime qu'elles ont été victimes d'exécutions sommaires — des preuves existaient dans certains cas ; pour les autres, il s'agit de « présomptions » (1).

Pasée l'époque des représailles contre les gardes nationaux de Somoza, « il y a eu encore, jusqu'à cette année, une vingtaine de disparitions », affirme M. Marta Baltodano, coordonnatrice de la commission, un organisme a priori peu suspect puisqu'il existait déjà sous le dictateur et qu'il a été persécuté par sa police (2).

La guerre incessante menée par les somozistes et leurs alliés américains semble avoir imposé sa logique aveugle aux sandinistes. « Depuis que la loi d'urgence a été proclamée, le 15 mars dernier, précise M. Baltodano, les autorités peuvent arrêter n'importe qui, n'importe où, et garder les détenus au secret plusieurs mois sans donner de nouvelles aux familles et sans saisir la justice ».

Dans un rapport récent, la commission fait état de plusieurs personnes arrêtées comme « contre-révolutionnaires » et déclarées mortes « au cours de tentatives de fuite ». Elle a fait scandale, il y a quelques mois, en publiant un document sur un chasseur de têtes de Managua dont le cadavre a été retrouvé criblé de balles et portant de nombreuses marques de torture, quatre jours après son arrestation par la police. « Le vice-ministre de l'intérieur m'a menacé de m'envoyer cinq ans en prison si je publiais un autre document du même genre », dit M. Baltodano, qui ajoute : « Nous avons été des partisans enthousiastes de cette révolution. Mais il y a un écart de plus en plus grand entre ce que disent les dirigeants et ce qu'ils font. Nous avons la conviction que les violations des droits de l'homme sont en train de s'institutionnaliser ».

Une censure généralisée

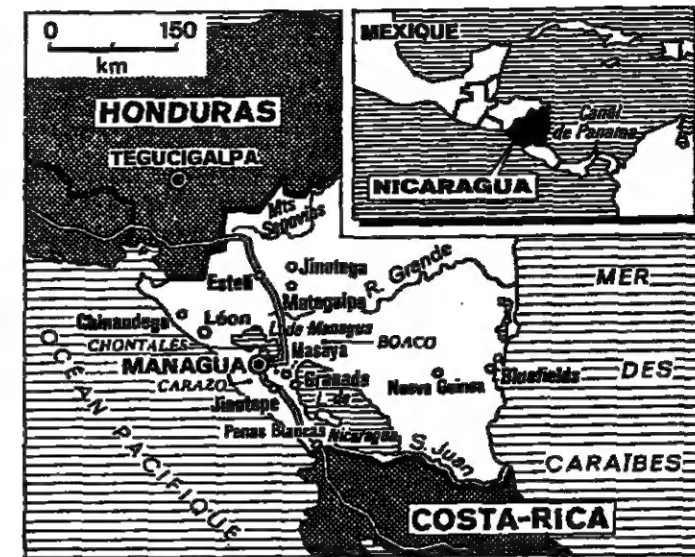
Les accusations sont aussi graves concernant la liberté d'expression. Après avoir confisqué plusieurs stations de radio et été intervenus dans quelques autres, les sandinistes se sont assurés le monopole de la télévision. En outre, ils ont pratiquement institué le droit d'opinion, sous couvert d'une législation destinée à protéger la « sécurité » et l'« intégrité du territoire » et à éviter la diffusion de nouvelles alarmistes. Des journalistes, des dirigeants de partis et de syndicats, ont été arrêtés et jugés pour avoir critiqué le régime, non pour avoir pris les armes contre lui.

La situation s'est aggravée avec l'état d'urgence. Une censure générale, en effet, a été imposée au pays.

Seules les radios appartenant à l'Etat ont le droit, désormais, de diffuser des informations. Il arrive même que le ministre de l'intérieur intervienne dans les programmes, comme le jour de la mort de Brejnev, où il a fait diffuser de la musique funèbre...

Le cas du journal *la Prensa* est exemplaire. Très tôt, il a été en butte à diverses attaques : sa par-

contraintes imposées par le temps de guerre. « La situation militaire et économique est critique, dit un journaliste du quotidien *Barricada*, porte-parole du Front sandiniste. Il est donc légitime de prendre des mesures pour éviter les discussions intestines, qui détournent de la tâche essentielle : la mobilisation face à l'agresseur ».



tion a été suspendue plusieurs fois, ses locaux ont été envahis par des soldats, ses journalistes ont été victimes d'agressions. Depuis le printemps dernier, il est censuré. « Tous les jours, nous envoyons à la censure le journal entièrement composé, dit son directeur, M. Cuadra. Il nous revient mutilé, et nous devons le refaire ». Les mutilations sont des plus diverses. Le journal s'est vu interdire, dans un même numéro, de rapporter la rencontre entre M. Reagan et une délégation de l'Internationale socialiste, de poser des questions à propos d'un accident survenu à un hélicoptère de l'armée, et de publier une dépêche sur la présence militaire cubaine en Angola...

M. Cuadra affirme qu'il admettrait très bien une censure sur les nouvelles militaires : « Mais l'opinion extérieure sera de préférence en fait, pour modifier la philosophie du régime, pour remplacer le sandinisme par le marxisme-léninisme. Le gouvernement nous taxe de contre-révolutionnaire parce que nous critiquons le dévoiement de la révolution. Nous soutenons, au contraire, que ce sont les responsables d'un tel dévoiement qui contredisent la révolution ».

La « mobilisation » face à l'agresseur

Le directeur du quotidien ajoute : « Avant, je dialoguais avec les chefs sandinistes. Mais le marxisme-léninisme, m'en suis rendu compte, conduit à refuser le dialogue, à humilier, à insulter les gens, pour les forcer à plier ».

A tous ces arguments, les représentants du régime opposent les

arguments de la contre-révolution et cause aux sandinistes un préjudice non seulement politique, mais aussi économique. « Car l'absence de liberté et de sécurité provoque le désinvestissement et paralyse les crédits extérieurs », note l'interlocuteur répond : Les contre-révolutionnaires ont une stratégie qui n'a rien à voir avec l'état des libertés dans le pays. Ils veulent détruire le sandinisme. Ils n'ont pas l'intention de cohabiter avec lui ».

Comment expliquer, dans ces conditions, que tant de défections se soient produites dans les rangs révolutionnaires ? Ce fut d'abord le départ de Mme Violeta Chamorro et de M. Alfonso Robelo, deux des membres de la junte de gouvernement constituée en juillet 1979. Puis celui de M. Arturo Cruz, l'un des douze personnalités qui avaient représenté, à l'extérieur, la résistance antisomoziste, et que le régime révolutionnaire avait envoyé comme ambassadeur à Washington.

La défection la plus importante fut celle de M. Eden Pastora, le fameux Commandant Zéro, l'un des chefs les plus prestigieux de la guérilla. D'après son frère, après avoir négocié avec succès la dette extérieure de son pays, M. Alfredo Corrales, président de la banque centrale, a pris le chemin de l'exil en mai dernier. A la mi-décembre, c'est le successeur de M. Cruz, M. Francisco Fiallos qui a rompu à son tour : il n'avait pas accepté que soit censuré un entretien accordé à *la Prensa*, dans lequel il se prononçait pour la levée de l'état d'urgence, le rétablis-

sement de la liberté de la presse et de la légalité juridique, ainsi que pour des élections libres et la pratique de l'alternance.

MM. Eden Pastora et Alfonso Robelo ont constitué, au Costa Rica, une organisation antisandiniste, l'Alliance révolutionnaire démocratique. Bien que le Commandant Zéro refuse de prendre les armes contre ses anciens compagnons et de s'allier aux somozistes, les autorités de Managua le qualifient de « traître » et l'accusent de recevoir des fonds de la C.I.A.

Les opposants les plus actifs se trouvent au Honduras. Ils ne sont pas tous des partisans du défunt dictateur. Des paysans rebelles au nouveau régime — parmi eux des milliers d'indiens Miskitos — ont rejoint le mouvement initial formé par d'anciens gardes nationaux de Somoza, lesquels ont été entraînés, selon plusieurs témoignages, à la fois par des « spécialistes » argentins — en Argentine même, ou dans des camps de Floride et du Honduras — et par des agents de la C.I.A.

Ces contre-révolutionnaires en armes ont leur organisation politique, la Force démocratique nicaraguayenne (F.D.N.). Ce sont eux qui, depuis le début décembre, une véritable guerre dans le nord du pays. Ils comptent sur le mécontentement de la population pour soustraire des régions entières au contrôle sandiniste. La présence dans leurs rangs, ou au sein du F.D.N., de nombreux déçus du régime montre bien que celui-ci, au départ, était ambigu. « Il y avait ceux qui avaient des arrière-pensées social-démocrates, dit un diplomate européen, et ceux qui étaient déjà marxistes-léninistes et avaient où ils voulaient en venir ».

Beaucoup pensent, à Managua, que le cours imprimé aujourd'hui à la révolution est dé, plus qu'aux circonstances, à « ceux qui seraient où ils voulaient en venir ».

CHARLES VANHECKE.

Prochain article :

LE PLURALISME.

(1) Dans son rapport 1982, Amnesty International parle d'« assassinats de gardes nationaux par des « groupes locaux », sans en préciser le nombre, et affirme que le gouvernement « a fait des efforts pour y mettre fin ».

(2) Il existe deux commissions de défense des droits de l'homme. Celle que nous citons est un organisme indépendant, qui existe depuis 1977, et dont l'activité est essentiellement tournée vers le régime. Ses dirigeants sont pour la plupart des catholiques libéraux. Ils publient des informations jugées dignes de foi par les observateurs. L'autre est un organisme officiel, qui a été créé en 1980 par les sandinistes. Ses informations sont rares, semble-t-il, encore qu'il lui arrive de critiquer l'administration.

Argentine

Buenos-Aires continue de revendiquer la reconnaissance de sa souveraineté sur les Malouines

Buenos-Aires (Reuter). — L'Argentine continue de revendiquer sa souveraineté sur les Malouines, a déclaré dimanche 2 janvier, à la télévision, M. Juan Ramon Aguirre Lanari, ministre des Affaires étrangères.

A l'occasion du cent cinquantième anniversaire de l'occupation de l'archipel par la Grande-Bretagne, M. Aguirre Lanari a demandé aux Britanniques de se conformer à la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU prévoyant la reprise des pourparlers sur le différend anglo-argentin. « L'occupation illégale peut donner au Royaume-Uni un contrôle provisoire sur le territoire... Mais elle ne lui assurera jamais la pleine et légitime souveraineté que notre pays continuera d'exiger dans toutes les enceintes internationales », a-t-il dit.

Le ministre n'a fait qu'une brève allusion à la guerre déclenchée le 2 avril 1982, à la suite de l'occupation des îles par l'armée argentine. « Pour nos soldats, la promesse qu'ils n'ont pas combattue en vain. A nos morts, le serment que de nouvelles générations d'Argentins retrouveront, dans un avenir peut-être éloigné, sur la terre où ils sont tombés », a-t-il précisé.

Une vingtaine d'anciens conscrits ayant participé à la guerre ont marqué l'anniversaire en chantant l'hymne national le dos tourné au palais présidentiel. Ils ont également scandé des slogans contre « l'impe-

rialisme yankee et britannique », et contre le régime militaire qui les a précipités dans la guerre. On pouvait entendre, parmi d'autres slogans : « Les gosses ont été tués. Leurs chefs les ont sacrifiés ! » et « La dictature militaire va bientôt finir ! ».

M. Jorge Vasquez, président du Centre des anciens combattants, a indiqué qu'ils tournaient le dos à la présidence pour protester contre « la mauvaise conduite politique et militaire de la guerre, la négligence du gouvernement envers ceux qui combattent pour le pays et la situation où se trouve le pays par la faute de ses dirigeants ».

Le mois dernier, trois cents soldats avaient déjà perturbé une cérémonie organisée en leur honneur en s'allongeant par terre et en frappant le sol de leurs poings tout en proférant des insultes à l'adresse de leurs anciens officiers.

Haïti

L'explosion d'une voiture piégée a fait quatre morts à Port-au-Prince

Port-au-Prince (A.F.P., Reuter, A.P., U.P.). — L'explosion d'une voiture piégée, samedi 1^{er} janvier, à l'aube, dans le centre de la capitale haïtienne, a fait, de source sûre, quatre morts et une dizaine de blessés. L'un des morts serait un Noir américain, Allen C. Mills, considéré comme l'instigateur de l'attentat. Son cadavre complètement décharné a été retrouvé à proximité des débris de la voiture et aurait été identifié par les autorités.

Allen C. Mills serait originaire de l'Etat de Géorgie et résiderait habituellement à Miami. L'explosion a eu lieu à proximité d'un immeuble abritant le service des contributions haïtiennes et à plus de 500 mètres du palais présidentiel. Mais on affirme de source officielle que le président à vie Jean-Claude Duvalier était absent au moment de l'attentat. Il se trouvait en dehors de la capitale, près dans l'une

de ses résidences, de Pétionville. L'explosion a provoqué des dégâts matériels, mais aucun bâtiment officiel n'a subi de dommages.

On estime qu'Allen C. Mills agissait pour le compte de groupes d'extrêmes droites. Il aurait loué une voiture le 30 décembre à Port-au-Prince et était, toujours selon la police, accompagné d'une jeune femme également de nationalité nord-américaine. Ces précisions, données de source officielle, sont venues après une certaine confusion. Les autorités ont, en effet, dans un premier temps, nié la gravité de l'attentat et ont empêché les journalistes d'approcher des lieux de l'explosion. Ce n'est pas la première fois que des ressortissants américains sont impliqués dans des attentats contre M. Jean-Claude Duvalier. En 1974, une tentative d'attentat avait coûté la vie à un Américain dans des circonstances assez semblables à celles de samedi. L'homme avait été déshabillé dans sa chambre d'hôtel alors qu'il branchait un détecteur sur une charge explosive. En janvier 1982, plusieurs Américains avaient participé à une tentative d'invasion de l'île de la Tortue, au nord de Haïti.

Sans faire la moindre allusion à l'attentat de samedi, M. Jean-Claude Duvalier a annoncé, dimanche 2 janvier, que des élections municipales auraient lieu en février.

MEYROWITZ OPTICIEN:
L'AUTRE FAÇON DE VOIR
DEPUIS 1875

5 RUE DE CASTIGNONE
75001 PARIS. TEL. 261.40.67
PARIS-LONDRES-NEW YORK

Meyrowitz

LA NOUVELLE AUDI 100 ELUE VOITURE DE L'ANNEE 1983.

الجزيرة

AMÉRIQUES

« Libérer » Porto-Rico ?

De notre correspondant

Washington. — Les quatre charges qui ont explosé le 31 décembre à New-York, blessant sérieusement trois policiers, sont attribuées aux Forces armées de libération nationale (F.A.L.N.) de Porto-Rico. Elles attirent l'attention, une fois de plus, sur ce groupuscule indépendantiste et, plus généralement, sur le sort d'une île qui connaît des moments difficiles.

Les F.A.L.N. ont fait leur apparition en 1974. On leur doit une centaine d'attentats à l'explosif, commis le plus souvent à New-York, où résident de nombreux portoricens. Ce mouvement était moins actif depuis l'arrestation, il y a deux ans, de onze de ses membres. Il formule deux revendications : « Libérer Porto-Rico, libérer les prisonniers politiques et les prisonniers de guerre ».

Découverte par Christophe Colomb en 1493, occupée pendant quatre siècles par les Espagnols malgré des tentatives d'annexion hollandaise et britannique, Porto-Rico finit par tomber entre les mains des États-Unis en 1898. Dix-neuf ans plus tard, la population locale — née de brassages entre les Indiens d'origine, les colons blancs et les esclaves noirs — recevait le citoyenneté américaine. Mais l'île dut attendre 1952 pour devenir un « État libre associé aux États-Unis d'Amérique ».

Liberté très relative, à vrai dire. Porto-Rico dépend entièrement de son « associé » du point de vue économique et ne jouit pas, dans le domaine politique, des mêmes pouvoirs que les cinquante États de l'Union. Cette île de 3,3 millions d'habitants élit un gouverneur et un Parlement, mais elle ne participe pas aux élections américaines et son représentant au Congrès n'a pas droit de vote.

A l'initiative de Cuba, le statut « colonial » de Porto-Rico a fait l'objet d'un vote de l'Assemblée générale de l'ONU le 24 septembre 1982. Motion repoussée par 70 voix contre 30. Le représentant des États-Unis avait fait remarquer que les partisans de l'indépendance ne représentaient que 5,7 % des suffrages aux élections de 1980.

Les principales formations politiques locales cherchent d'autres voies pour sortir d'une situa-

tion qui ne satisfait personne à Porto-Rico. Les démocrates populaires réclament à Washington une révision du statut actuel, alors que les nouveaux progressistes se battent pour que Porto-Rico devienne le cinquante et unième État de l'Union.

M. Reagan se déclare encore plus favorable que ses prédécesseurs à une telle intégration. Il promet que « la langue et la culture de l'île seraient respectées ». Mais, si un référendum doit avoir lieu, ce ne sera pas avant 1985.

En attendant, Porto-Rico doit faire face à de grandes difficultés économiques. Elle souffre aussi bien de la récession générale que des coupes budgétaires décidées par M. Reagan.

L'assistance des États-Unis représente, en effet, un tiers des revenus du gouvernement local. En réduisant les programmes fédéraux d'assistance sociale et diverses subventions aux industries, M. Reagan a infligé un sérieux coup à cet État « associé ». Et il risque de lui faire plus de mal encore avec son plan de développement du bassin des Caraïbes, dont Porto-Rico doit théoriquement profiter, mais qui mettrait la plupart des pays de la région au même niveau dans leur commerce avec les États-Unis. Cela veut dire que Porto-Rico, qui exporte notamment des produits alimentaires et textiles, perdrait son avantage actuel d'autant plus qu'il est contraint d'appliquer des réglementations américaines (sur les salaires minimums, par exemple).

L'« associé » de l'Oncle Sam reste un cousin pauvre. Si son revenu par tête d'habitant a triplé entre 1950 et 1980, il est encore inférieur de moitié à celui du Mississippi, l'État le plus mal loti de l'Union.

ROBERT SOLÉ.

[Rappelons que, le 1^{er} novembre 1950, deux journalistes portoricains s'étaient introduits à la Maison Blanche pour tenter de tuer le président Truman. L'un des agresseurs, Torresola, et un garde de la Maison Blanche, avaient été tués. Le second agresseur, Collazo, blessé, fut arrêté, jugé et condamné à mort le 7 mars 1951. Le président Truman commua sa peine en détention perpétuelle le 24 juillet 1952.]

DIPLOMATIE

1982 : Les menaces

(Suite de la première page.)

Mais Washington formule sa politique d'une manière tellement crue que les Européens s'en effarouchent. Ce sont eux, pourtant — le chancelier Schmidt, pour être plus exact, — qui avaient attiré l'attention des dirigeants américains, quelques années plus tôt, sur l'apparition des SS-20 soviétiques. Mais, à l'époque, les Américains s'étaient fait tirer l'oreille avant de proposer l'installation sur le sol européen des missiles de croisière et des Pershing 2.

Aucun pays européen ne remet officiellement en cause l'installation, à partir de la fin 1983, des nouveaux armements américains. Le sommet de l'OTAN qui s'est tenu à Bruxelles le mois dernier a, au contraire, confirmé cette décision. On a pourtant assisté, pendant toute l'année 1982, à une dégradation du climat politique en Europe avec la montée en force du mouvement pacifiste, aussi bien en Grande-Bretagne qu'en Belgique, au Danemark (où le gouvernement a dû accepter de suspendre sa contribution financière au renforcement de la défense occidentale) qu'aux Pays-Bas, en Italie qu'en Allemagne. Le changement d'équipe intervenu en octobre dans ce dernier pays ne traduit pas une inversion du mouvement, la grande majorité du S.P.D. risquant d'être « contaminée » maintenant que M. Helmut Schmidt n'est plus là pour prévenir un dérapage.

Paradoxalement, la France est épargnée par la vague pacifiste, en dépit des efforts du parti communiste. Le P.C., il est vrai, se heurte à la détermination de M. Mitterrand dans cette affaire : le président de la République ne perd pas une occasion de rappeler la nécessité d'un équilibre nucléaire en Europe, même si la France n'est pas directement concernée par les Pershing et les « croisés » puisqu'elle a sa propre force de frappe et ne fait pas partie de l'organisation militaire intégrée de l'OTAN.

Cette érosion de la situation en Europe s'alimente à plusieurs

sources. L'une d'entre elles, et non des moindres, c'est la maladresse américaine. Sûr de son bon droit, M. Reagan — qui s'est débarrassé en juin de son secrétaire d'État, M. Alexander Haig, soupçonné de ne montrer trop de compréhension à l'égard du vieux continent et aussi d'Israël — ne fait pas dans la nuance et c'est à la surprise quasi générale qu'il a annoncé le 18 juin, moins de deux semaines après le sommet occidental de Versailles, un embargo total sur l'exportation vers l'U.R.S.S. d'équipements destinés au secteur euro-sibérien. C'est d'autant plus le tollé en Europe qu'on n'y avait guère prêté l'oreille aux multiples mises en garde américaines avant de s'engager dans cette coopération énergétique avec l'U.R.S.S. Cinq mois plus tard, un compromis boiteux permettra de mettre une sourdine à l'effronterie : M. Reagan annonce la levée des sanctions en échange d'une promesse des Européens d'entreprendre des études communes sur le commerce Est-Ouest, mais plus personne ne se fait d'illusion sur les chances qu'il y a d'aboutir enfin. M. Reagan n'a-t-il pas poussé l'indifférence aux réactions européennes jusqu'à renouveler le contrat américano-soviétique sur les livraisons de céréales américaines peu après avoir proclamé l'embargo sur le gazoduc ? Et, de leur côté, les Européens ne se comportent-ils pas en concurrents, toujours prêts à se « souffler » un contrat avec l'Est, quitte à le subventionner, soit par des taux de crédit peu élevés, soit par des pratiques de « dumping » ?

Protectionnisme et isolationnisme

C'est une méfiance malséculaire qui règne d'un côté comme de l'autre de l'Atlantique. Tous les dossiers sont bons pour exacerber les différends. Les États-Unis voient dans la nouvelle politique de la Grèce et de

PROCHE-ORIENT

Liban

Les premiers jours de l'année ont été marqués par une recrudescence des affrontements entre factions rivales

Le début de l'année 1983 a été marqué au Liban par une recrudescence des affrontements entre factions rivales, particulièrement à Tripoli, dans le nord du pays et dans le Chouf, la montagne au sud-est de Beyrouth.

A Tripoli, les affrontements à l'arme lourde entre factions pro et antisyriennes ont dégénéré en véritables batailles de rue, et de multiples tentatives de progression sur le terrain des parties adverses ont été signalées par les correspondants de presse dans la ville. Dimanche, les tirs se poursuivaient dans les régions de Baal-Mohsen (où se trouvent les organisations pro-syriennes), de Bab-El-Teboueh (contrôlée par les antisyriens) et de Kobbah. Selon la radio officielle libanaise, trois personnes ont été tuées et sept autres blessées au cours de la journée.

Les journalistes présents sur place font état de neuf tués samedi et dimanche, dénombrés dans les hôpitaux. Selon eux, ce bilan n'est pas complet, de nombreux tués et blessés n'ayant pu être évacués vers les hôpitaux en raison des tirs. La radio phalangiste La voix du Liban faisait état de son côté, samedi, de trente-cinq tués. Les correspondants de presse signalent d'autre part un exode des habitants des quartiers où se déroulent les combats. De nombreuses familles ont décampé vers les banlieues dans leurs appartements et n'ont aucun contact avec l'extérieur.

La tension est également montée au nord de la ville de Tripoli, sur la route de l'Akkar, où les corps de cinq personnes affiliées, selon les journalistes, à l'Organisation de l'acier communiste au Liban, ont été découverts samedi. L'O.A.C.L. est une organisation marxiste, à dominante chiite, dirigée par M. Mohsen Ibrahim.

Tueries

à caractère confessionnel

La dégradation de la situation est telle que M. Rachid Karamé, ancien président du conseil et principal notaire du Liban-Nord, a adressé, selon la radio officielle, un message au président syrien, M. Hafez El Assad, lui demandant d'intervenir pour faire cesser les tirs. Il est également entré en contact téléphonique avec M. Abdel Halim Khaddam, ministre syrien des affaires étrangères.

Par ailleurs un calme précaire est revenu dimanche dans la région d'Aley (à l'est de Beyrouth) où des tirs avaient été signalés au cours des derniers jours après plusieurs crimes

confessionnels. L'année 1983 avait commencé par un nouveau drame dans la montagne, à l'est de Beyrouth, où quatre personnes ont été assassinées vendredi soir dans un quartier chrétien de la ville d'Aley. Selon la presse libanaise, des éléments armés ont pénétré, au cours de la soirée, dans une maison et ont abattu le couple qui y vivait ainsi qu'une domestique et une amie de passage. Cette nouvelle tuerie a entraîné de cinq et sept ans figurant parmi les victimes de cette famille abattue par balles. Jeudi, trois membres d'une famille chrétienne étaient abattus sur une route près d'Aley.

A Beyrouth, M. Nabil Berri, secrétaire général du mouvement chiite libanais Amal, a accusé Israël de tenter de former, dans les villages du Liban-Sud — dont la population est à dominante chiite — des « comités de village », sur le modèle des « ligues des villages » de Cisjordanie.

Dans une interview à l'hebdomadaire libanais de langue anglaise, Monday Morning, M. Berri a expliqué : « Les Israéliens disent aux maîtres des villages qu'ils veulent la formation d'un comité qui serait responsable à leurs yeux et assurerait la garde de la localité. Si le maître refuse, les Israéliens choisissent des villageois à qui ils donnent l'ordre de faire partie du comité. Ceux qui refusent sont soit arrêtés, soit soumis à des interrogatoires ».

Le responsable chiite, d'autre part, assure avoir « appris que les Israéliens ont commencé les travaux pour pomper l'eau du fleuve Litani vers Israël ». Le Litani coule en territoire libanais à une distance allant de 15 kilomètres à 30 kilomètres au nord de la frontière israélienne.

M. Berri affirme, en outre, que « des dizaines de notables libanais du Liban-Sud qui n'ont aucune allégeance politique ont été arrêtés par les Israéliens et sont détenus dans le camp d'Ansar », créé par Israël. — (A.F.P.)

« Un soldat israélien, victime samedi d'une embuscade au sud de Beyrouth, est mort dimanche des suites de ses blessures. — (Reuters).

EN MARGE DES POURPARLERS ISRAËLO-LIBANAIS

Jérusalem laisse entendre qu'il maintient des « contacts directs » avec des représentants du parti phalangiste

De notre correspondant

Jérusalem. — Tandis que les délégations israélienne et libanaise s'apprêtent à se réunir pour la troisième fois, ce lundi 3 janvier, à Khaldé, près de Beyrouth, le gouvernement de Jérusalem laisse entendre que, parallèlement à ces négociations, des « contacts directs » sont maintenus avec « des représentants libanais » et « s'adressent plus particulièrement aux pourparlers officiels ».

Dans les milieux gouvernementaux israéliens, on se garde de préciser quels sont ces mystérieux interlocuteurs, mais tout indique qu'il s'agit de représentants du parti phalangiste ne partageant pas le point de vue du gouvernement de M. Amine Gemayel, lequel refuse pour l'instant d'engager la discussion sur la « normalisation » des rapports entre Israël et le Liban (ou sur « l'établissement de relations de bon voisinage », selon la nouvelle formule proposée la semaine dernière par les négociateurs israéliens). Ces phalangistes seraient, évidemment, favorables à la délimitation d'une « paix de fait », comme le souhaite le cabinet de M. Begin. La révélation de ces contacts semble donc avoir pour but d'affaiblir la position du gouvernement de Beyrouth, précédemment au moment où le président Gemayel vient de rappeler, dans un message de Nouvel An, que les négociations actuelles avaient tout d'abord pour objet de préparer le retrait des troupes israéliennes du Liban et non de prévoir une amélioration des rapports entre les deux pays.

Mais plusieurs observateurs israéliens se montrent sceptiques sur les chances de succès d'une telle tactique de la part du gouvernement, car, le mois dernier, avant même l'ouverture des pourparlers, le ministre de la défense, M. Ariel Sharon, avait déjà fait état de rencontres secrètes avec « des représentants libanais » et avait souligné que celles-ci avaient permis une entente sur un certain nombre de points. Or, depuis, aucun progrès n'a été enregistré, du moins apparemment, et les délégations israélienne et libanaise

n'ont même pas pu convenir de l'ordre du jour de leurs conversations. Le vice-ministre des affaires étrangères, M. Yehouda Ben Meir, a confirmé, le 2 janvier, après la réunion hebdomadaire du gouvernement israélien, que celui-ci entendait toujours faire preuve de fermeté. Il a déclaré qu'Israël ne pouvait envisager un retrait du Liban sans un accord sur des « relations de bon voisinage ». Toutefois, dans les milieux diplomatiques de Jérusalem, on fait savoir que, avant un accord définitif entre Beyrouth et Jérusalem, un retrait partiel est possible dans un premier temps (comme le demandent les Américains), à condition que les forces syriennes et celles de l'O.L.P. effectuent, elles aussi, un repli dans la Bekaa.

Le gouvernement israélien exige toujours au préalable la libération des soldats israéliens détenus par la Syrie et l'O.L.P. A ce propos, le gouvernement de M. Begin n'a voulu confirmer ni démentir les informations selon lesquelles le chancelier autrichien, M. Bruno Kreisky, et un représentant israélien, M. Arié Eliav, ont entrepris des négociations avec l'O.L.P. pour un échange de prisonniers (Le Monde du 31 décembre). Interrogé à ce sujet, M. Eliav s'est refusé à tout commentaire.

La commission d'enquête israélienne sur les massacres commis en septembre dans les camps de réfugiés de Sabra et de Chatila a annoncé qu'elle achèverait ses auditions le 16 janvier prochain et qu'elle pourrait alors commencer la rédaction de son rapport. Celui-ci ne devrait pas être publié avant le milieu du mois de février. Au cours de la journée du 2 janvier, M. Ariel Sharon a transmis à la commission un témoignage écrit en réponse aux questions posées par le chef des renseignements de l'armée, le général Yehouda Saguy. Il semble qu'il y ait eu dans les déclarations de M. Sharon et Saguy quelques contradictions. Mais M. Sharon a évité ainsi une nouvelle fois de comparaître en personne, comme cela avait été prévu le mois dernier.

FRANCIS CORNU.

RÉAFFIRMANT LA PÉRENNITÉ DE LA « LUTTE ARMÉE »

M. Arafat annonce une « profonde restructuration » des forces militaires de l'O.L.P.

Prendant la parole samedi 1^{er} janvier à Tébessa, au nord-est de l'Algérie, où il présidait les cérémonies du 18^e anniversaire du détachement de la lutte armée palestinienne, M. Yasser Arafat a révélé qu'une « profonde réorganisation » des forces de l'O.L.P., « tenant compte des leçons des combats de Beyrouth-ouest et destinée à renforcer la lutte à l'intérieur des territoires occupés par Israël », était en cours.

« La fait qu'une telle restructuration ait été engagée aussi rapidement prouve toute la vitalité de notre révolution », a dit M. Arafat qui a réaffirmé que « la lutte armée se poursuivra plus forte que par le passé ».

De source proche du commandement palestinien basé en Tunisie, on indique que la direction de l'O.L.P. continue à considérer comme « irremplaçable » le principe de la poursuite de la pression militaire sur Israël, à un degré qui dépendra des succès diplomatiques remportés parallèlement. Deux conclusions de l'étude soumise par le haut commandement à la direction politique de l'O.L.P. paraissent avoir été retenues, ajoute-t-on : les forces palestiniennes seront désormais entraînées non plus à la guerre mais à la guérilla, et leur théâtre d'opérations sera l'ensemble des territoires occupés par Israël, et d'abord la Cisjordanie.

On ajoute de même source que le nouvel entraînement des combattants palestiniens devrait accélérer le regroupement, en un ou deux camps, des contingents de l'O.L.P. actuellement éparpillés dans une dizaine de pays arabes. Ce regroupement, auquel l'O.L.P. songerait depuis septembre, s'effectuerait en fonction des possibilités de pratiquer un entraînement intensif sans nuire à l'environnement humain du pays hôte.

Cette nouvelle stratégie sera vraisemblablement soumise à la prochaine réunion du Conseil national palestinien (Parlement), qui, selon M. Arafat, se réunira à Alger le 14 février prochain.

Dans une interview publiée dimanche par la revue égyptienne Rosa el Youssef, M. Arafat a expli-

qué : « La renonciation à l'option militaire est un danger qui conduit à l'effondrement et à la reddition ». « Nous n'avons jamais parlé d'option militaire dans l'absolu, a-t-il dit, car nous considérons que la guerre est la politique à voie haute ».

Dans cet entretien, M. Arafat fait notamment état de 361 « opérations militaires » effectuées par les combattants palestiniens depuis trois mois au Sud-Liban et qui se sont soldées, selon lui, par « 340 morts ou blessés israéliens et la destruction de 43 transports de troupes blindés ». Dans ces opérations, il inclut la destruction du quartier général israélien de Tyr, qui a fait 89 morts, et qui a été attribuée par les autorités israéliennes à une explosion due au gaz.

Tout en se déclarant « en faveur des aspects positifs de toutes les initiatives proposées actuellement » pour résoudre le conflit du Proche-Orient, M. Arafat a d'autre part exprimé sa « conviction que l'administration Reagan n'a nul désir de faire pression sur Israël, même dans le cadre de son plan de paix ».

Il donne comme « preuve » l'octroi par le gouvernement américain d'une aide supplémentaire de 450 millions de dollars à Israël. — (A.F.P.)

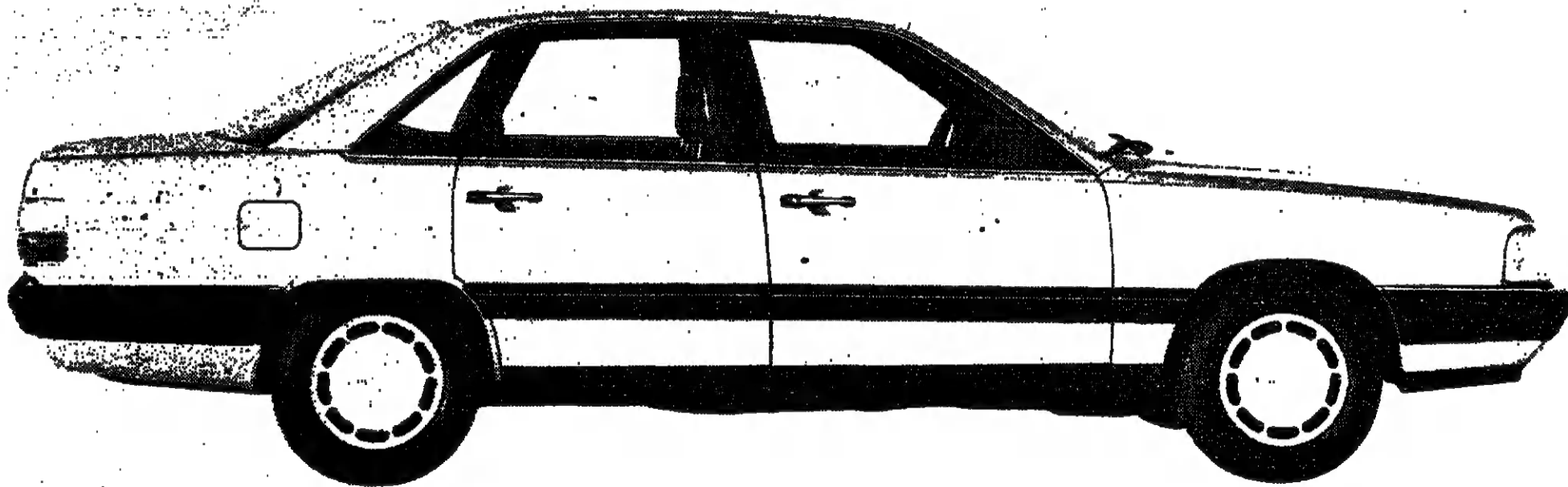
Arabie Saoudite

LE PHILOSOPHE FRANÇAIS ROGER GARAUDY est arrivé dimanche soir 2 janvier, en Arabie Saoudite pour une visite de quatre jours, au cours de laquelle il rencontrera un certain nombre d'intellectuels saoudiens et accomplira les rites du pèlerinage à La Mecque. Il s'est, en effet, converti à l'Islam il y a quelques années. M. Garaudy est l'hôte du secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), M. Habib Charrif. Il doit notamment prononcer à l'université du Roi-Abdel-Aziz, à Djeddah, une conférence sur le thème « L'homme et la civilisation » et s'entretenir avec des personnalités du monde universitaire et de la presse. — (A.F.P.)

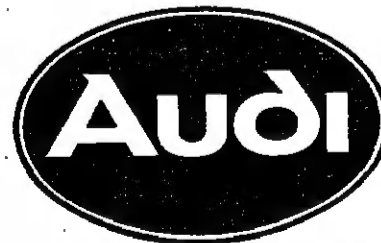
Prochain article :

Les cartes de M. Andropov

C'ETAIT DANS L'AIR.



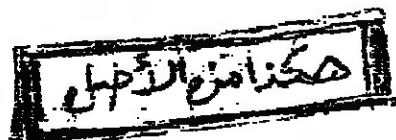
53 journalistes européens spécialistes de l'automobile, représentant 16 pays, ont élu la nouvelle Audi 100 voiture de l'année. Une consécration et une distinction internationale pour la voiture de série la plus aérodynamique du monde, consécration de la technologie Audi. La nouvelle Audi 100 est présentée en 4 versions de finition et 4 motorisations: 75 ch, 100 ch, 136 ch et diesel. Découvrez l'Audi 100, la voiture de l'année dans les 750 points de vente V.A.G. du réseau Volkswagen et Audi.



LA TECHNIQUE EST NOTRE PASSION.



Audi 100 élue par: l'Equipe - Autovisie - Quattroruote - Stern - VI Bilägare - Daily Telegraph Magazine -



PROCHE-ORIENT EUROPE

LA GUERRE DU GOLFE

Le chef de la diplomatie algérienne pourrait entamer à Téhéran une nouvelle mission de médiation entre les belligérants

M. Ahmed Taleb Ibrahim, ministre des affaires étrangères d'Algérie, a entamé dimanche 2 janvier à Téhéran « une visite officielle d'amitié » qui devrait être centrée sur le conflit irano-irakien.

A son arrivée à Téhéran, M. Ibrahim s'est contenté d'indiquer à la presse que « les relations bilatérales et les questions d'intérêt commun seraient évoquées » au cours de son deuxième séjour en Iran après son voyage de l'été dernier.

A la veille du départ de M. Ibrahim, le président Chadli Benjedid réaffirmait cependant à Alger « la détermination de l'Algérie à poursuivre des efforts » en vue de ramener la paix entre l'Iran et l'Irak. Il a même exprimé un « optimisme prudent » à propos de ces efforts.

A Téhéran, où les milieux officiels observent la plus grande discrétion sur cette mission qui semble prolonger celle qu'avait entamée l'ancien ministre algérien des affaires étrangères M. Mohamed Ben Yahia, disparu en mai dernier alors qu'il se rendait dans la capitale iranienne, quand son avion avait été abattu à la frontière irano-turque, dans des conditions restées mystérieuses.

Cependant comme pour rappeler que l'Iran tient fermement à la satisfaction de ses conditions, l'hojatoleslam Hachemi Rafsanjani, le représentant de l'Imam Khomeiny au conseil supérieur de défense iranien, a réitéré ces « conditions principales », samedi soir à l'issue d'une réunion de ce conseil. L'Iran exige toujours de départ des troupes irakiennes qui occupent encore quelques portions de son territoire, le paiement de dommages de guerre et surtout « la punition de l'agresseur », à savoir le président irakien Saddam Hussein et le parti Baas d'Irak.

Pourtant alors que les dirigeants iraniens ont répété ces dernières semaines qu'ils ne recevraient pas la mission de médiation qui n'apporterait aucun « élément nouveau », M. Ibrahim effectue le voyage de Téhéran à l'invitation de son homologue iranien.

Le président irakien Saddam Hussein a exclu tout reprise des relations diplomatiques avec les Etats-Unis, rompues par Bagdad en 1967, tant que durera la guerre avec l'Iran. M. Saddam Hussein a indiqué que la question de la reprise des relations avec Washington avait été soulevée avant la guerre avec l'Iran, mais que ce conflit avait « gelé » l'idée de soumettre ce problème à la direction irakienne.

Le président irakien a fait cette déclaration le 25 août dernier à un membre du congrès américain, M. Stephen Solarz (démocrate, New York) dans un entretien dont rend compte dimanche l'agence iranienne INA avec un retard de cinq mois.

Au cours de ce même entretien, le président Saddam Hussein, l'un des adversaires les plus acharnés d'Israël, a reconnu pour la première fois, le besoin de sécurité de l'Etat hébreu.

Selon M. Saddam Hussein, la reconnaissance du besoin de sécurité d'Israël doit être liée à la création d'un Etat palestinien indépendant. « Plus aucun dirigeant arabe », a-t-il dit, « ne mène une politique visant à la destruction d'Israël ou à sa disparition, mais aucun Etat arabe ne croit à la coexistence pacifique avec un Etat agressif et expansionniste ». Le président Hussein a également demandé aux Etats-Unis de ne pas exiger des Palestiniens de reconnaître Israël avant que celui-ci n'ait reconnu les droits des Palestiniens. — (A.F.P.-Reuter.)

Iran

Un document établi par Amnesty International fait état de nombreux cas de tortures dans les prisons

Londres (A.F.P.). — L'organisation de défense des droits de l'homme Amnesty International a publié dimanche 2 janvier à Londres un document faisant état de mauvais traitements et de tortures dans plusieurs prisons d'Iran.

Amnesty affirme avoir reçu ce document très récemment d'une source en Iran. Le texte est basé, selon Amnesty, « sur des témoignages recueillis de prisonniers libérés et de parents de prisonniers ». L'organisation ajoute qu'« elle n'a aucun rôle dans la rédaction du rapport », mais assure que « les informations qu'il contient s'accordent avec ce qu'Amnesty sait de la situation en Iran ».

Le document présente d'abord deux « témoignages » de prisonniers détenus puis relâchés, à Salchabad, une litière transformée en prison près de Qom, dans le centre de l'Iran. La première « victime » affirme avoir été détenue avec cinq autres personnes, sans installations sanitaires, dans une case d'une étable à vaches. Le prisonnier raconte qu'il a été frappé au visage et sur la tête, après une semaine de détention, pour l'inciter à parler. Puis des gardiens de la révolution lui ont ordonné de se mettre nu de la ceinture aux pieds et de courir dans la cour de la litière. Ils l'ont alors fouetté, avec un fouet, puis un tuyau d'arrosage, sur les fesses et les testicules.

La victime « numéro deux » de Salchabad affirme avoir été détenue dans les mêmes conditions. Des gardes, après lui avoir ordonné de se mettre nu dans la cour, ont dirigé un jet d'eau vers ses parties sexuelles, puis l'ont fouetté au même endroit avec « un câble ou un tuyau ».

Salchabad, selon le rapport, héberge quelque deux mille prisonniers, dont 60 % soupçonnés d'activités favorables au Moudjahidin du peuple ou aux communistes. L'existence de ce centre, d'après le document, n'a jamais été mentionnée par

les autorités, et « peu de gens savent qu'il existe ». Seuls les habitants de la région ont été informés qu'il s'agissait d'un « centre de réhabilitation pour drogués ».

Le document publié par Amnesty affirme ensuite, à partir de trois « témoignages » que les tortures suivantes sont pratiquées dans la prison d'El Comit à Téhéran : prisonniers brûlés aux fers rouges, fouettés avec des tuyaux ou des câbles, tortures à l'électricité, ou maintenant la tête sous l'eau.

Le rapport évoque ensuite les conditions de détention et des cas de torture à la prison d'Evin (nord de Téhéran), à partir de « détails donnés par huit hommes et femmes qui y ont passé du temps ces dernières semaines ». Certains prisonniers « sont laissés les yeux bandés pendant des jours, des semaines ou des mois ». On peut entendre, jour et nuit, des coups de feu qui correspondent, selon l'auteur du rapport, soit à des exécutions réelles, soit à des simulacres.

Certaines cellules conçues pour la mise au secret d'un prisonnier en hébergent parfois vingt, toujours d'après le document présenté par Amnesty. Certains prisonniers de moins de quarante ans sont fouettés pour les faire parler sur toutes les parties du corps, et particulièrement les parties sexuelles, et ceux de plus de quarante ans sur les pieds.

Dans la section des femmes, une quarantaine d'enfants d'un à douze ans sont hébergés « parce qu'ils sont pour les autorités de la prison un atout pour obtenir des aveux ».

« Quand la mère est fouettée l'enfant est amené pour qu'il regarde », dit le rapport. Le rapport fait état d'un cas de mort d'un prisonnier après torture à la prison de Vakilabad, près de Machad, dans le nord-est du pays. Il cite enfin des « témoignages » sur l'insalubrité des conditions de détention à la prison de Qasr à Téhéran.

Deux diplomates australiens ont été expulsés d'Iran parce qu'ils avaient « insulté les principes islamiques » en demandant des photos sans foulard à deux Iraniennes qui sollicitaient un visa, a indiqué dimanche le porte-parole du ministère des affaires étrangères. La « tenue islamique » prévoit notamment que les cheveux doivent être couverts et c'est ainsi que les femmes doivent apparaître sur toutes les photos d'identité en Iran. — (A.F.P.)

Union soviétique

Aucune faction ou aucun groupe de pression ne sera toléré au sein du P.C. écrit « Kommounist »

Moscou (A.F.P.-Reuter). — Aucune faction ne sera tolérée au sein du parti, écrit la revue théorique du P.C. soviétique Kommounist. La revue rappelle dans son éditorial que « Lénine a combattu sans relâche contre le moindre indice de fractionnisme au sein du parti ».

Plus d'un réformateur du marxisme a souvent reproché au parti son dogmatisme, ce que ces réformateurs appellent son conformisme idéologique », poursuit le journal. De tels reproches sont, à son avis, significatifs d'une mentalité de petits bourgeois qui « préfèrent aller dans le sens du vent, plutôt que de poser des orientations claires et obligatoires aux militants du parti ». Tout comme à l'époque de Lénine, ajoute Kommounist, le parti doit « défendre avec vigilance contre tout empiètement les principes fondamentaux de la théorie révolutionnaire ». (C'est le dixième congrès du parti bolchevique qui interdit en 1921 la formation de groupes ou de fractions).

« De nos jours, affirme la revue, les racines sociales de l'opportunisme et du révisionnisme n'existent plus. Aussi, n'y a-t-il plus aucun fondement objectif à la création de factions ou de groupes de pression dans le parti. C'est pour cela que les purges que le parti connaît autrefois ne sont plus nécessaires ». Cependant, il existe encore « des corrompus, des parasites, des escrocs, des avides et des carriéristes » qui, sous l'influence de l'idéologie occidentale, affirment Kommounist, tentent de s'incruster dans le parti.

Par ailleurs, le samedi 1^{er} janvier, la Pravda, quotidien du P.C. ren-

dant compte de la réunion hebdomadaire du bureau politique, a annoncé que celui-ci a averti les chefs des départements ministériels spécialisés dans l'agriculture qu'ils seraient tenus personnellement responsables si tous les problèmes relatifs aux semaines de printemps n'étaient pas résolus à temps.

Dimanche, les Investia, organe du gouvernement ont reconnu que pour stimuler la production « les mesures administratives prises à l'encontre des travailleurs peu consciencieux ne donnaient pas de bons résultats ». Le quotidien a reculé aussi le paiement aux pilotes, car il n'incite guère à la qualité de la production.

Il se félicite, en revanche, des progrès pour 1983 des entreprises métallurgiques de Leningrad, qui vont réduire leur personnel pour augmenter de plus de la moitié les salaires des « meilleurs » travailleurs.

Entre 1967 et 1981, une telle expérience avait été faite dans des usines chimiques de la région de Moscou. Sixante mille personnes avaient perdu leur emploi, alors que la production avait triplé.

Pour sa part, M. Boris Tchichibina, ministre de la construction des entreprises du pétrole et du gaz, a affirmé qu'en 1983 l'industrie du gaz avait produit 300 milliards de mètres cubes de gaz naturel, soit 16 milliards de plus que prévu par le plan.

Il a affirmé encore que la construction du gazoduc sibérien « sera achevée en 1983 » et qu'il sera mis en service « selon les accords conclus ».

Turquie

Ankara prône la discrétion auprès de Sofia pour lutter contre la contrebande d'armes

Ankara. — Tandis que la police turque continue sa coopération active mais discrète avec la police italienne, les autorités gouvernementales observent un mutisme total à propos de la « filière bulgare ». Faisant sans doute une allusion critique aux récents débats au Parlement italien (voir Le Monde du 22 décembre), le professeur Oztrak, ministre d'Etat, nous a précisé qu'« en tant que personnalité officielle » il ne pouvait émettre aucun jugement personnel « alors que la justice italienne poursuit son cours dans le procès d'Antonov ». Mais, contrairement aux affirmations de certains journaux turcs, une chose paraît certaine : les officiers turcs sont plutôt sceptiques, estimant que le juge italien Martelli n'a pu établir d'une manière irrefutable les liens entre le terroriste turc Agca et Antonov.

Un ancien fonctionnaire des services secrets turcs nous a déclaré, de son côté, que le juge italien « n'avait qu'une seule cartouche dans sa gibecière et qu'il l'avait aussitôt brûlée. La balle est désormais dans le camp américain tandis que les Bulgares, eux, peuvent se frotter les mains ».

En revanche, en ce qui concerne les liens entre les membres éminents de la mafia turque et ceux bulgares, surtout dans les affaires très lucratives de contrebande d'armes, les autorités policières, peu prolifiques il est vrai, se déclarent en possession de plusieurs dossiers. Une partie des armes saisies ces dernières années aux contrebandiers turcs étaient, affirment-elles, sous emballage de la firme de réexportation bulgare Kintex (dont le sigle est un K accompagné d'une cible) ; or, ces contrebandiers, dit-on, n'auraient jamais pu agir à l'insu des services secrets bulgares.

Pour sa part, le professeur Oztrak estime que la lutte contre le terrorisme et la contrebande internationale ne peut être efficace que grâce à une collaboration étroite et franche entre tous les Etats concernés, tant à l'Ouest qu'à l'Est. Il ajoute à ce propos que « en cas de coopération avec le gouvernement bulgare dans la lutte contre la contrebande, les mesures prises de part et d'autre seraient plus efficaces ».

Mais, sur ce point encore, Ankara se contente de démarches discrètes auprès de Sofia au lieu de porter des accusations précises, car la Bulgarie voisine constitue la voie de transit pour les centaines de milliers de travailleurs turcs résidant en Europe occidentale et aussi pour le très important trafic routier international.

En ce qui concerne Bekir Celent, un mandat d'arrêt international a été lancé par le canal d'Interpol au début du mois de septembre 1982, et deux demandes officielles d'extra-

dition ont été formulées auprès des autorités bulgares en décembre. Celent, ayant quitté la Turquie en mars 1980, était recherché par la police turque depuis janvier 1981 pour activités de contrebande et infractions au régime des devises. La convention bulgaro-turque prévoit l'extradition uniquement pour des prévenus de droit commun.

La centralisation des dossiers

La presse turque et différentes personnalités officielles demandent la réouverture du procès d'Agca en Turquie, pour l'assassinat, en février 1979, du directeur du quotidien Milliyet. Evadé de la prison militaire d'Istanbul en novembre de la même année, grâce à de nombreuses complicités, il s'était alors enfui en Iran avant de se rendre en Europe, via Sofia, et d'attenter à la vie du pape Jean-Paul II, en mai 1981. Le directeur du journal, M. Ipekci, personnalité influente social-démocrate connue, avait-il été assassiné pour ses vues pro-turques pour avoir « osé mettre son bâton dans la poche de la mafia turque » ? s'inter-

M. BRZEZINSKI CROIT A L'IMPLICATION DU K.G.B. DANS L'ATTENTAT CONTRE LE PAPE

« Il semble de plus en plus évident que le K.G.B. est impliqué dans la tentative d'assassinat politique la plus importante du siècle, celle de tuer Jean-Paul II », a déclaré M. Brzezinski, ancien conseiller de politique étrangère de M. Carter, dans un entretien publié dimanche 2 janvier par le quotidien italien la Stampa.

« Il n'y a aucun doute que l'enquête conduite par les autorités italiennes a établi la complicité de la Bulgarie dans l'attentat. Pour qu'il en soit ainsi, il faut admettre automatiquement que l'Union soviétique pilotait l'opération, c'est-à-dire le K.G.B. dirigé par Youri Andropov pendant quinze ans », poursuit l'ancien conseiller de la Maison Blanche. L'ancien secrétaire d'Etat, Henry Kissinger, avait exprimé la semaine dernière une opinion semblable. Le Monde daté 2-3 janvier. Les représentants du gouvernement américain ont eu jusqu'à présent une position beaucoup plus réservée sur cette affaire. — (A.F.P.)

Grande-Bretagne

LA PUBLICATION DES ARCHIVES GOUVERNEMENTALES

Dès 1952, Churchill envisageait une opération à Suez et redoutait des hostilités avec l'Argentine à propos des Malouines

Londres (A.F.P.). — En vertu de la loi sur les secrets officiels, qui permet de rendre publics les documents gouvernementaux trente ans après leur rédaction, sauf cas particulier où le secret peut être prolongé, les minutes des conseils ministériels du gouvernement Churchill en 1952 ont été publiées dimanche 2 janvier. Elles indiquent que le gouvernement britannique avait demandé, dès cette époque, aux chefs militaires « de maintenir un haut degré de préparation » en vue d'une intervention à Suez (1). Les gouvernements du Canada, de Nouvelle-Zélande, d'Australie et d'Afrique du Sud avaient été avertis des précautions militaires prises par la Grande-Bretagne, précisent ces documents. Anthony Eden, ministre des affaires étrangères de Winston Churchill, avait « suggéré un échange de vues confidentiel entre les puissances maritimes sur la possibilité de demander à l'Egypte des garanties » sur la liberté de navigation sur le canal de Suez. Certains documents attestent d'autre part des divergences de vues entre la Grande-Bretagne et la France au sujet du Proche-Orient.

Par ailleurs, toujours selon ces archives, Churchill s'était opposé à l'usage du napalm par les forces américaines et du Commonwealth dans la guerre de Corée, mais le cabinet et les chefs d'état-major décidèrent de fermer les yeux. Dans une lettre à son ministre de la défense, le premier ministre écrivait : « Je n'aime pas du tout ces bombes au napalm. Nous commettrions une grosse erreur en donnant notre approbation à cette arme particulièrement cruelle, qui atteint la population civile. Je n'en prendrai aucune part de responsabilité. Utiliser le

napalm dans une bataille serrée de troupes au sol, ou en larguer pour appuyer des troupes au sol, est une chose. Torturer ainsi des masses de gens non armés est une chose tout à fait différente. Personnellement, je pense que le napalm ne devrait pas être utilisé comme le font les forces américaines ».

A la lecture des minutes du conseil des ministres britannique de 1952, on apprend également qu'un groupe de chercheurs scientifiques britanniques avait été chassé par des militaires argentins en février d'une dépendance des Malouines, Hope Bay, où il tentait de débarquer. Les Argentins avaient ouvert le feu. Inquiet d'éventuelles répercussions sur les Malouines, Winston Churchill suggéra « qu'il serait opportun d'envoyer une compagnie d'infanterie britannique aux Malouines, secrètement ». Après des investigations, l'ambassade de Grande-Bretagne à Buenos-Aires conclut cependant que l'Argentine « n'envisageait aucune action offensive ».

M^{me} Thatcher renoncera à se rendre à Port-Sydney

L'hebdomadaire The Observer a assuré à ce propos, dimanche 2 janvier, que M^{me} Thatcher avait renoncé à son projet de visite aux Malouines après avoir été persuadée qu'un tel voyage serait à la fois dangereux et diplomatiquement inopportun. Le 2 janvier était en effet le cent cinquantième anniversaire de l'expulsion des Argentins des Malouines par la Royal Navy en 1833. Bien que cela n'ait jamais été annoncé officiellement, l'information circulait à Whitehall, cet automne, que le premier ministre souhaitait se rendre dans l'archipel à cette occasion. Pour des raisons pratiques — le champ de courses où doivent avoir lieu les festivités commémoratives a été rendu impraticable par les hostilités, — la célébration de cet anniversaire a été reportée à la fin février.

La véritable raison de l'annulation de la visite de M^{me} Thatcher, écrit The Observer, est le souci de ne pas être considéré comme faisant acte de colonialisme, après la défaite diplomatique de la Grande-Bretagne lors du vote sur les Malouines à l'Assemblée générale des Nations unies en novembre dernier.

(1) L'expédition franco-britannique de Suez n'eut finalement lieu qu'au lendemain de la nationalisation du canal par Nasser, en juillet 1956.

Espagne

DEUX MILLE PERSONNES ont manifesté dimanche 2 janvier, à l'un, pour protester contre l'attentat qui a coûté la vie, mercredi dernier, à deux gardes civils, tandis que, à Bilbao, plus de cinq mille personnes manifestaient en faveur de l'amnistie pour les prisonniers basques. « Non au terrorisme, oui à la paix », pouvait-on lire sur les pancartes d'Irun dans la manifestation organisée par le parti socialiste ouvrier espagnol, le parti communiste et le parti nationaliste basque (P.N.V.). A Bilbao, en revanche, les manifestants ont lancé des slogans en faveur de l'E.T.A. militaire et contre la police. — (A.F.P.)

Irlande du Nord

UN ATTENTAT A LA BOMBE a pu être évité samedi 1^{er} janvier dans le sud du comté d'Armagh, où la police, grâce à des renseignements fournis par des indicateurs, a découvert deux charges de 60 kilos d'explosifs chacune, qui avaient été emmenées, par ailleurs, à Londonderry, des armes et des munitions ont été saisies à bord d'une voiture interceptée à un barrage routier. — (A.F.P.)

R.F.A.

DE VIOLENTS AFFRONTEMENTS ENTRE POLICIERS ET MANIFESTANTS se sont produits sur le site prévu pour l'agrandissement de l'aéroport de Francfort, dans la nuit du vendredi 31 décembre au samedi 1^{er} janvier. Les adversaires de la construction d'une nouvelle piste, rendue nécessaire par le développement de la circulation aérienne, ont attaqué les forces de l'ordre à coups de cocktails Molotov, de pierres et de boules. La police a procédé à deux interpellations, et un manifestant a été blessé. — (A.F.P.)

SKI

Réservez dès maintenant dans les meilleures stations la formule de votre choix (hôtels, locations, clubs) grâce à notre sélection

« BUDGET HIVER 83 »

Tarifs et documents à l'ARCOM (S.E.T.I.)

25, rue La Boétie

75008 PARIS

Tél. : 268-15-70

DE LA RÉPUBLIQUE A ANTENNE 2

Economie : un débat piégé

A l'insu ou pas de ceux qui en étaient les auteurs, la séquence filmée par laquelle commençait l'émission en montrant un jeune chômeur de trente ans qui exprimait, comme un bon acteur, l'angoisse de son état et ses dangers, tendait un piège au président de la République invité à participer au journal d'Antenne 2. Comment, après cela, répondre aux questions sur le changement de la politique du gouvernement et les nécessités de la rigueur ? Comment, surtout, ne pas porter, pendant le reste de l'interview, le poids d'une responsabilité spéciale ?

De deux choses l'une. Ou bien la gauche aurait pu effectivement mettre en œuvre une autre politique qui aurait épargné aux Français, sans rien retirer d'essentiel à leurs habitudes et à leur pouvoir d'achat, l'aggravation du chômage qu'ils ont subie. C'est ce que laisse entendre le parti communiste quand il continue à réclamer « une autre gestion » et l'organisation d'une économie française tournée sur elle-même. Ou bien la possibilité d'une telle politique n'existait pas, ou comportait un prix exorbitant qu'on omet soigneusement de mentionner, sous forme d'une bureaucratisation accrue et à terme plus ou moins rapproché d'un abaissement du niveau de vie. Dans ce cas, les promesses faites naguère par la gauche de renverser le courant étaient mal fondées et il n'y a pas lieu d'entretenir les illusions fautes espoirs en faisant croire que le gouvernement aurait pu obtenir des résultats très différents de ceux que l'on connaît. En interrogeant avec insistance le jeune chômeur sur les changements qu'il attendait du 10 mai et qui contrastaient d'une façon si cruelle avec la situation dans laquelle il se trouve aujourd'hui, on continuait en quelque sorte une campagne électorale souterraine sans grand bénéfice pour la compréhension d'un phénomène douloureux qui n'a aucune chance de trouver sa solution, sinon pour une courte période, dans des remèdes démagogiques.

Mais le débat économique fait-il des progrès en France ? Certains des propos présidentiels tendaient à le faire croire. Il n'a pas hésité à déclarer que dans les difficultés que rencontrent les entreprises l'Etat porte aussi sa part de responsabilité, la « tentation dirigiste » (un mot qui, heureusement, commence à devenir péjoratif, même dans la bouche d'un homme de gauche) étant constante dans ce pays, quelle que soit la coloration politique de son gouvernement.

Dependant, que de stéréotypes, que de propos convenus sur les grands thèmes du jour, à commencer par la modernisation de l'industrie française, que l'Élysée voudrait faire passer pour la grande œuvre du septennat avant de l'avoir commencée.

La vérité est que les grandes entreprises nationalisées sont encore incertaines des objectifs qu'on leur assigne (ce ne serait pas nécessairement un mal si l'absence de directives était un gage de non-ingérence intempestive de la part des cabinets présidentiels ou ministériels) ; que la plupart d'entre elles ne se sont pas remises du traumatisme qu'impliquait nécessairement une réforme aussi radicale (fût-elle ou non justifiée) qu'une prise de possession à 100 % par l'État ; que les dotations budgétaires accrues qu'elles reçoivent servent d'abord à combler des déficits aggravés auxquels les charges supplémentaires qu'on leur a imposées, parfois sans nécessité apparente absolue (comme par exemple la réduction à 39 heures, qui sont parfois 38 heures, de la durée légale du travail), ne sont pas étrangères.

La responsabilité américaine

Faut-il vraiment, pour expliquer la crise, appuyer, comme l'a fait une nouvelle fois M. François Mitterrand, sur les responsabilités américaines ? Le président Carter pratiquait une politique de bas taux d'intérêt, d'augmentation des dépenses publiques, de stimulation systématique de l'activité dont le dollar faisait à l'époque les frais. Son successeur a pris le parti contraire avec comme résultat une forte montée du dollar. L'Europe pourtant s'était plainte du laxisme du président Carter, comme elle l'a fait par la suite de la rigueur du président Reagan.

Les critiques d'aujourd'hui comme celles d'hier contiennent beaucoup de vrai. Mais le fait que l'Europe soit mal à l'aise avec une monnaie américaine forte, comme avec une monnaie faible, qu'elle supporte mal les effets de la politique américaine, quelle qu'en soit l'orientation, incline à penser que les causes d'une crise universelle sont également universelles et que le Vieux Continent a secrètement au moins en partie les déboires qu'il connaît aujourd'hui. La fragilité financière

des entreprises est-elle un phénomène typiquement américain ? En réalité, la situation à cet égard est encore plus dégradée en France qu'elle ne l'est en Amérique, les nationalisations ont joué à cet égard un rôle de révélateur, transférant au budget de l'État la charge automatique de renflouer des sociétés « au rouge ».

M. François Mitterrand, à la suite de ses prédécesseurs, à commencer par le plus illustre d'entre eux, s'en est encore pris aux États-Unis pour avoir « cassé le système monétaire ». Leur responsabilité est effectivement très grande, mais la faiblesse chronique du franc français depuis janvier 1974 (pour ne pas remonter à la contestable dévaluation du mois d'août 1969 décidée par Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing) n'est-elle pas un des facteurs principaux de l'instabilité monétaire en Europe ?

Parer au plus pressé

M. Jacques Delors a exprimé plusieurs fois son intention de vouloir concilier ses collègues européens à Bruxelles de prendre certaines mesures de relance dont il attend, calcul hasardeux, une diminution des déficits publics (par augmentation des recettes). M. François Mitterrand a confirmé que telle était bien l'intention de l'Élysée quand il a dit qu'il aimerait bien voir « un peu d'oxygène venir d'Europe ». Au fil du journal d'Antenne 2, M. Mitterrand a défini les objectifs principaux du gouvernement au cours des prochains mois. La décision de freiner la progression des dépenses publiques a été confirmée indirectement par l'intention de plafonner les prélèvements obligatoires.

Mais en parlant plusieurs fois de la nécessité d'aboutir à une répartition plus juste des revenus, M. Mitterrand a rappelé l'orientation politique générale de son gouvernement. Il a insisté, comme l'avait déjà fait

dans son allocution du Premier de l'an, sur l'expansion nécessaire de la formation des jeunes. Il s'est félicité du fait que le chômage progresse moins en France, mais ce résultat n'est-il pas obtenu par l'obligation plus ou moins formelle faite aux grandes entreprises, et notamment aux entreprises nationalisées, de ne pas licencier ? Préoccupation bien compréhensible, mais il va peut-être à l'encontre du souci de modernisation de l'appareil de production.

L'ambiguïté de la politique du gouvernement vis-à-vis des entreprises se manifeste d'abord dans le secteur public. Quant aux chefs d'entreprise du secteur privé, on serait presque tenté de penser qu'il ont un cœur de pierre — ou une intelligence de bois — après l'appel réitéré qui vient d'être fait à leur bonne volonté. Beaucoup dépendra du climat que le gouvernement saura ou ne saura pas rétablir. Et ce climat ne pourrait s'améliorer que s'il cessait de donner l'impression de reprendre d'une main ce qu'il donne de l'autre, comme ce fut le cas pour l'industrialisation du pouvoir d'achat ou certaines conditions posées à l'industrialisation des chômeurs.

A la suite de M. Pierre Mauroy, M. François Mitterrand, qui se défend d'être protectionniste, a par avance justifié de nouvelles mesures de protection aux frontières, destinées à la fois à soulager les structures industrielles les plus exposées, en s'opposant à l'« avalanche » de certaines importations, mais aussi à défendre le franc. Cette dernière justification d'une politique plus restrictive d'achat à l'étranger est plus nouvelle. Elle est venue confirmer l'impression d'ensemble qu'on continue à parer au plus pressé, en laissant dans le flot, de peur de méconter tout le monde, les décisions difficiles qu'il faudra bien prendre pour essayer de réaliser les joutes intentions exprimées.

PAUL FABRA.

Technologie : un effort gigantesque de formation

Oubliée, passée sous silence par la plupart des théoriciens patentés de l'économie, la dimension technologique de la crise apparaît aujourd'hui au grand jour. Le monde vit bel et bien, avec l'irruption de l'électronique, une seconde révolution industrielle. Si les mutations engendrées par la machine à vapeur et la maîtrise de l'énergie se sont étalées sur un siècle, la révolution électronique se développe sur une génération.

La crise, la concurrence internationale, obligent les entreprises des pays industrialisés à améliorer leur compétitivité. L'électronique et ses multiples applications permettent ces gains de productivité. Dans le secondaire à travers la robotique. Dans le tertiaire avec la bureautique.

Le moindre des paradoxes n'est pas que ces investissements massifs qu'il faut faire dans l'automatisation de nos entreprises soient générateurs dans l'immédiat de chômage. Même si, à terme, les activités liées à toutes ces nouvelles technologies généreront des emplois « différents », il restera à traverser une « période charnière ». Celle où il faut tout à la fois investir dans des usines modernes, financer le chômage structurel, former le personnel et la population aux nouvelles techniques.

Ce constat, le président de la République l'a fait sien aujourd'hui. Ce lettré, formé à l'image de sa génération aux humanités traditionnelles, est bel et bien fasciné par toutes les possibilités de développement qu'offrent les nouvelles technologies. Il n'est que de l'écouter lorsqu'il parle des ordinateurs personnels qui vont envahir notre vie quotidienne, des bouleversements qu'ils vont entraîner dans l'éducation des enfants, qui « enseigneront l'informatique à leurs parents ». Tous ceux qui obtiennent l'irruption de la micro-informatique, de la vidéo, en font déjà l'expérience.

Mais M. Mitterrand sait aussi

que, porté précisément au pouvoir pendant cette période charnière, il sera jugé par l'Histoire sur son aptitude à placer le pays sur la voie de la société post-industrielle. Au discours sur la nécessité de l'automatisation, le président apporte désormais la dimension de la formation. Notamment celle des jeunes et, plus encore, celle des dix-huit-vingt-cinq ans, qui ont reçu, trop souvent ces dernières années, une formation inutile, dépassée.

La formation professionnelle, faut-il le rappeler, a malheureusement trop souvent été détournée de ses objectifs. Il s'agit de revenir à plus d'efficacité, de former des gens pour qu'ils trouvent des emplois d'un type nouveau.

Les deux dernières décennies ont été marquées par une délocalisation de bien des industries vers les pays de main-d'œuvre à bon marché. La fin du siècle risque fort de voir un mouvement inverse. Les industries s'installeront de plus en plus là où il existera une main-d'œuvre qualifiée, intégrant toutes les dimensions des nouvelles technologies.

De l'aptitude du pays, et de ses gouvernants, à mener à bien ce gigantesque effort de formation dépend pour une large part la place que la France occupera dans cette nouvelle société industrielle.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

Les réactions

M. LEROY (P.C.F.) : des idées qui nous sont familières

M. Roland Leroy, membre du bureau politique du parti communiste, écrit, dans l'Humanité du lundi 3 janvier : « Nous retrouvons des idées qui nous sont familières dans les propos du président de la République. affirmant, hier, que l'axe de l'action gouvernementale demeurerait une plus grande justice sociale et soulignant que la France ne devait pas choisir la voie de la récession. Et il est bien vrai que le développement de la production française, celui de la formation professionnelle et la garantie du pouvoir d'achat demeurent des moyens essentiels d'une grande action nationale. »

M. Leroy souligne, d'autre part, que « la France ne peut être simple spectateur » face aux négociations sur la limitation des armements. « Elle doit jouer un rôle actif, elle le peut, elle en a les moyens », affirme le directeur de l'Humanité.

■ M. JEAN POPEREN, membre du secrétariat national du P.S. : « Trois prises de position méritent plus particulièrement, me semble-t-il, d'être retenues. D'abord, le chômage : il m'a paru tout à fait opportun que l'entretien s'ouvre à propos de l'insertion, combien étonnante, d'un jeune chômeur. Le président a situé le moment actuel de notre effort : à ce jour, nous avons pu passer les plaies mais pas encore les guérir. La paix : jamais sans doute n'avait été exprimée de manière aussi nette la nécessité de redresser la situation créée par l'insurrection des SS 20 soviétiques. L'école : l'hommage rendu à l'enseignement public souligne, par là même, l'importance de la réalisation de ce grand service public laïque pluraliste de l'enseignement. »

■ M. MICHEL PINTON, secrétaire général du P.U.D.F. : « François Mitterrand n'a pu dissimuler l'échec de sa politique et de celle de son gouvernement : échec de la décentralisation en Corse, où la violence se développe, échec devant le chômage, que le pouvoir est incapable de réduire, échec dans la reconquête du marché intérieur, échec devant la baisse du niveau de vie. Face à tous ces échecs et aux dures réalités que la France et les Français devront affronter en 1983, François Mitterrand n'a opposé que des banalités et un discours héliant. Le pouvoir n'est jamais, depuis vingt mois, apparu aussi dépassé et désespéré. »

■ M. ANDRÉ ROSSIGNOT, secrétaire général du parti radical : « Au-delà d'un discours terne, c'est un président de la République crispé, mal à l'aise, qui est apparu aux Français. Il leur faudra prendre leurs difficultés en patience. On leur explique la crise, on pense leurs plaies, on justifie la relance sociale sans parler du grave échec économique. C'est l'aveu de l'incapacité du gouvernement à maîtriser les événements, de la nécessité d'un peu d'oxygène venu d'ailleurs. Entre la crise de 1983 et l'ordinateur de l'an 2000, François Mitterrand n'a rien à proposer aux Français. »

■ M. YVES LANCIEU, député de Paris, chargé de mission pour la défense au R.P.R. : « Bien qu'il ait confirmé sa précédente analyse sur le déséquilibre des forces en Europe, le chef de l'Etat n'a rien dit ou annoncé qui soit de nature à rassurer les Français sur la permanence de l'effort de défense de la France. »

■ M. ANDRÉ BERGERON, secrétaire général de l'O.A., a exprimé son accord avec le président de la République « pour considérer que les charges sociales supportées par les entreprises ont atteint un niveau qu'en aucun cas on ne peut dépasser ». Il a réaffirmé, cependant, qu'il ne faut pas laisser « mettre en cause, comme c'est actuellement le cas, certaines dispositions importantes du système des ASSEDIC ». M. Bergeron a, d'autre part, apprécié « la fermeté dont [M. Mitterrand] a fait preuve en ce qui concerne les dangers du déséquilibre des armements nucléaires entre l'Ouest et l'Union soviétique et la nécessité de le réduire ».

■ LE FRÈRE PHILIPPE GOUAULT, secrétaire général de l'enseignement libre : « Lorsque François Mitterrand affirme que l'enseignement libre sera pluraliste, décentralisé, privé, j'en suis extrêmement heureux. Cependant, le texte qui était celui de M. Savary était finalement celui d'une intégration. La seule chose qui me rassure est de voir que M. Mitterrand contrôle ses ministres, qu'il s'agit éventuellement d'un synchro, d'une tendance, et non pas d'un projet dur d'intégration, si j'en crois les paroles de M. Mitterrand. J'ai apprécié qu'il soit le garant des choix spirituels. »

Richard joue Wagner

Richard Burton incarne Richard Wagner. Cette prise de rôle sera l'un des sommets cinématographiques de 1983, année du centenaire de la mort du musicien. Interviewé pour Le Monde de la Musique, Burton, fidèle à son image, n'hésite pas à affirmer : « Wagner, c'est moi ! ». Cette boutade n'a pas suffi au Monde de la Musique qui consacre un très important dossier à Wagner, géant à la personnalité encore controversée.

Sur ce sujet, deux romanciers ont écrit pour Le Monde de la Musique un texte original. Jack-Alain Léger se penche sur les rapports d'amitié puis de haine qui ont lié puis opposé Nietzsche à l'auteur de « Tristan ». Pierre-Louis Rey, spécialiste de Gobineau, relate le coup de foudre de Wagner pour celui qui devait passer cinquante ans plus tard pour le théoricien du racisme.

Que ressent donc un Juif qui dirige à Bayreuth ? Daniel Barenboim donne ses impressions. Enfin, notre spécialiste de rock explique pourquoi tant de



« pop stars » se reconnaissent aujourd'hui dans le mythe de Wagner.

A Francis Poulenc, le plus français des compositeurs, Le Monde de la Musique consacre un grand portrait.

Egalement au sommaire de ce numéro : une interview de Jean-Noël Jeanneney, Président de Radio France, sur la bruyante séparation de France Musique et de ses orchestres ; la correspondance de deux psychanalystes à propos des Lieder de Schubert ; un hommage à Ray Charles ; enfin, Franco Donatoni retrace son difficile parcours de compositeur du XXème siècle.

Et ce mois-ci, nous avons écouté 84 nouveaux disques dont 4 Chocs du Mois.

Tout ce qui est important dans le monde de la musique est dans Le Monde de la Musique.

Le Monde de la Musique de janvier 15F chez votre marchand de journaux.

Le Monde de la MUSIQUE

Télérama

POLITIQUE

La situation en Corse après les violences du week-end

Plasticages, racket et « sanction du crime »

Le Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.) le reconnaît désormais : il s'agit d'un « impôt révolutionnaire ». C'est dire qu'il se livre au racket contre des Corse et des « continentaux » aisés. Les policiers estiment que le mouvement séparatiste s'est ainsi - déjà - constitué en « trésor de guerre ».

Cet acte du F.L.N.C. n'est pas un hasard. Pourquoi cacher ce que tout le monde savait et murmure ? Le docteur Jean-Paul Lafay, vétérinaire, était l'objet d'un racket. Il se refusait à payer et avait fait savoir. Il a été « puni » de trois coups de revolver. Le docteur Lafay n'est pas le seul réfrac-

taire. M. Thierry Cazon, pharmacien en Corse du Sud, a lui aussi refusé de verser sa dîme. Son officine a été plasticagée dans la nuit de samedi à dimanche. M. Henri Bourdieu, homme d'affaires, a lui aussi parlé. Ses biens ont été plasticagés à trois reprises.

Si les membres du F.L.N.C. sont bien les auteurs de la tentative d'assassinat contre le docteur Lafay, cela marque un indéniable durcissement de la violence politique en Corse. En fait, ce durcissement du F.L.N.C. est évident depuis que le mouvement séparatiste place de nouveau sa politique sous la bannière du slogan « l'francesi fora » (« les Français

dehors »). Il serait encore amplifié si les séparatistes commettaient à nouveau des attentats sur le « continent ».

Cette évolution rapide de la situation fait de la Corse un enjeu politique national. L'opposition l'a bien compris. Le R.P.R. a envoyé une délégation parlementaire, qui a rédigé un rapport (le Monde du 31 décembre 1982). Le parti républicain a réagi vivement et va réunir son bureau politique le 6 janvier... Le pouvoir ne pouvait pas se contenter dans le silence plus longtemps. Le président de la République a donc affirmé, lors de ses vœux à la nation :

« Il n'est pas de compromis quand la communauté nationale est en cause ». Le surlendemain, dans un entretien avec des journalistes d'Antenne 2, M. Mitterrand a été plus précis : « Tout ce qui doit être fait pour que la personnalité corse puisse s'affirmer a été fait (...). La loi républicaine, c'est la sanction du crime dans le respect du droit et cela dictera la politique du gouvernement ». De tels propos étaient nécessaires et attendus. Selon M. Prosper Alfonsi (M.R.G.), président de l'assemblée régionale de Corse, ils ont reçu « un écho très favorable ».

LAURENT GRELSAMER.

Le durcissement du F.L.N.C. pourrait conduire à de nouveaux attentats sur le continent

Correspondance

Bastia. - Il n'y a pas eu de trêve de la violence en Corse, en cette fin d'année 1982 et en ce début de 1983. Au contraire, un nouveau pas vient d'être franchi dans l'escalade du terrorisme qui secoue l'île depuis le 11 février 1982, date de la reprise des attentats du F.L.N.C. La tentative d'assassinat du docteur Jean-Paul Lafay, commise dans la soirée du 31 décembre à Corte, a été, en effet, reçue par l'opinion insulaire comme une volonté délibérée de passer de la destruction des biens à l'élimination physique de ceux qui, par exemple, refusent de payer l'« impôt révolutionnaire » levé par le F.L.N.C.

S'il ne fait guère de doute que l'homme en treillis, le visage masqué par un passe-montagne, un revolver de calibre 9 mm au poing, qui a tiré à bout portant et à trois reprises sur le vétérinaire de Corte soit un militant du F.L.N.C., il reste pourtant à établir les raisons exactes de son geste et, surtout, pourquoi M. Lafay a été choisi comme la première victime d'une « stratégie d'élimination physique ». Pour l'organisation indépendantiste, le docteur Lafay avait, semble-t-il, un double « tort » : celui de résister au racket politique dont il était l'objet et celui d'avoir accordé, le 31 décembre dans l'après-midi, un entretien télévisé à des journalistes d'Antenne 2.

Le vétérinaire ne craignait pas de parler. Au mois de juillet dernier, ne comprenant pas pourquoi il était la cible du F.L.N.C. (sa maison allait être mitraillée le 1^{er} novembre), il avait demandé à rencontrer des interlocuteurs du mouvement clandestin. Ce lui fut accordé. A la suite de ce face-à-face dans le maquis, M. Lafay, persuadé d'avoir reconnu l'un de ses interlocuteurs masqués, lui avait téléphoné pour le menacer de le dénoncer si de nouvelles pressions étaient exercées contre lui et si l'organisation clandestine s'obstinait à lui réclamer 3000 F par mois d'« impôt révolutionnaire ».

M. Lafay a tenu sa parole. Après son agression, il a donné le nom de la personne qu'il soupçonnait. Interpellé dans la soirée du 31 décembre, celle-ci a été relâchée : elle disposait d'un alibi.

Transporté d'urgence à l'hôpital de Bastia, et alors qu'on pouvait craindre le pire, le docteur Lafay retrouvait rapidement ses esprits. Il a été touché à un poignet, à une épaule et au thorax. Ses jours ne sont pas en danger. Sur son lit d'hôpital, il a réitéré ses accusations, affirmant que son agresseur appartenait au F.L.N.C. ou à une de ses fractions dissidentes. « Ces derniers jours, a-t-il ajouté, j'ai reçu de nouvelles lettres de menace où l'on me disait : « Il faut partir ou payer. Ne voulant pas céder au chantage

« d'une petite bande d'individus qui veulent, selon lui, s'abriter derrière des motifs soi-disant politiques, se remplir les poches ». M. Lafay ne semble pas décidé à quitter la Corse, d'autant qu'il s'y est tenu « par de nombreux amis ». M. Lafay, durant son hospitalisation, a été placé sous la protection de la police.

Dans la nuit du 1^{er} au 2 janvier, à Petreto-Bicchisano, cette fois en Corse du Sud, c'est l'officine d'un pharmacien, M. Thierry Cazon, qui a été visée. Depuis le mois de mai 1982, M. Cazon est pressé de payer l'« impôt révolutionnaire ». Il s'y était refusé, mais avait choisi de céder une partie de son commerce à une pharmacienne corse avec laquelle il s'était associé. Cela n'a pas suffi à le dédouaner aux yeux du F.L.N.C. qui, après une dernière mise en garde, a choisi de passer aux actes.

« Clarifier »

Avant ce double attentat qui marque un durcissement militaire de l'organisation clandestine, le F.L.N.C. avait pris soin de rendre publique une double initiative. La veille de Noël, elle faisait savoir par son canal habituel les actions qu'elle n'avait pas commises, afin de couper court à « l'utilisation de la violence de droit commun pour discréditer » ses « actions politiques ». Elle démentait aussi avoir perpétré 68 attentats et notamment celui contre la centrale thermique de Vizzio. Elle précisait, en outre, que, depuis le 20 août 1982, date officielle de la rupture de la trêve, elle avait revendiqué 335 actions violentes. En 1982, 680 attentats ou tentatives d'attentats ont été perpétrés en Corse, et, si l'on y ajoute les incendies criminels, les coups de feu, les agressions, ce sont 845 actions violentes qui ont été commises durant l'année écoulée.

La seconde initiative prise par le F.L.N.C. pour « clarifier la situation » a été de reconnaître de double racket politique qu'il exerce sur les Corse aisés et les « continentaux ». Tous se passent comme si, avant d'aller plus loin dans sa stratégie d'assassinat, l'organisation indépendantiste avait voulu mettre au clair plusieurs points délicats. Dans les milieux bien informés, on s'accorde à reconnaître que le F.L.N.C. pourrait ne pas en rester là. Face à une action policière de grande ampleur, telle qu'elle paraît se préparer, le F.L.N.C. serait tenté, en guise de représailles, de recommencer ses actions en France continentale qu'il a abandonnées depuis le mois d'août dernier.

DOMINIQUE ANTONI.

DANS LA PRESSE PARISIENNE

Dans L'Humanité, Bernard Frédéric écrit : « La lutte anticolonialiste » dont se prévalent les terroristes n'est qu'un prétexte. L'enjeu est autre. C'est la démocratie, c'est le socialisme, dont, sous l'influence des communistes, sur le continent et en Corse, les travailleurs pourraient plus massivement prendre conscience qu'il est la solution à la crise (...).

« Que ce soit en tirant les ficelles - on connaît les liens entre le R.P.R., le S.A.C. et les terroristes de France - ou en utilisant, l'impact, la droite fait son profit du terrorisme corse ».

« Le R.P.R. local a fait campagne, au nom de l'« unité nationale », contre l'élection de l'assemblée régionale et le statut particulier voté en février 1982. Il n'est pas fâché aujourd'hui de crier haut et fort que la décentralisation, la démocratie, n'ont rien réglé. Et toute la presse de droite de proclamer l'« échec » de la politique gouvernementale ».

« C'est un défi. Il faut le relever. En mettant hors de nuire les plasticageurs, sans glisser sur la pente de la répression de masse, comme à l'époque d'Algeria. Mais surtout en s'attaquant, rapidement, au mal corse, qui est une complication du

mal français : le chômage, l'inflation, l'abandon culturel. Et il faut le faire avec les Corse ».

C'est ainsi seulement que la démocratie triomphera des comploteurs de l'ombre ».

Xavier Marchetti indique dans Le Figaro : « Les choses qui devaient être dites l'ont été. Encore que, sur l'affaire corse, on est allé moins d'autojustification d'une expérience de décentralisation hasardeuse et hâtive qui portait en germe le déchaînement des violences et des haines. La loi républicaine n'y sera réparable que si l'on pousse dans l'échec même d'une réforme mal venue assez de résolution pour accorder les actes aux paroles ».

Pour Pierre Sainderichin dans France-Soir : « Qu'il soit issu de la gauche ou de la droite, tout président de la République aurait dit, comme l'a fait François Mitterrand, que dès le moment où, en Corse, la communauté nationale est en cause, il n'y a pas de compromis possible ». Ce constat a valeur d'ordre pour la police et d'incitation pour la justice, « afin que la sanction du crime - s'abatte sur les instigateurs et les auteurs des attentats ».

Comment les séparatistes justifient l'« impôt révolutionnaire »

Le 27 décembre, pour la première fois, le Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.) a confirmé qu'il se livrait au racket qualifié d'« impôt révolutionnaire » (le Monde du 29 décembre). Nous publions ci-dessous ce communiqué du F.L.N.C. dans son intégralité :

« Devant l'utilisation de la violence de droit commun - dans le but évident de discréditer nos actions politiques, la direction politico-militaire du Front a décidé de prendre un certain nombre de mesures conservatoires... Nous confirmons officiellement notre démarche dans le sens de la recherche d'un soutien à notre mouvement par la participation financière d'un certain nombre de Corse ayant des affaires importantes. Parallèlement, nous confirmons notre démarche d'un « impôt révolutionnaire » à un certain nombre de Français qui profitent grandement de la colonisation et de ses bienfaits... Pour ceux-là, cela implique en retour que nous leur laissons seulement un certain nombre de facilités pour quitter la Corse dans les meilleures conditions pour eux ».

« Quant aux Français désireux de s'intégrer à notre lutte, une participation financière peut, entre autres, montrer leur volonté d'intégration. Mais cette intégration n'est envisageable que pour ceux dont les intérêts économiques ne sont pas en totale contradiction avec les intérêts collectifs de notre peuple. Les personnes correspondant à ces diverses catégories ont, depuis quelques jours, été averties de la parution de

ce communiqué. Et un nouveau code d'authentification leur a été transmis. Celles qui n'ont pas été averties doivent comprendre qu'elles n'ont jamais eu affaire à nous... Nous leur demandons de le faire savoir et de ne plus payer ».

« Il n'y a aucune comparaison possible entre notre démarche consistant à percevoir des soutiens financiers ou à prélever l'impôt révolutionnaire, démarche qui est politique, et le racket de droit commun qui a tendance à vouloir utiliser le terrain politique pour mieux se camoufler. Le racket procède uniquement d'intérêts particuliers relevant du banditisme de grand chemin et de pratiques mafioses, alors que notre démarche privilégie l'intérêt national et collectif de notre peuple. Nous condamnons ce racket et nous ne le tolérons jamais dans la Corse de demain ».

« Par ailleurs, nous dénonçons la campagne de menaces téléphoniques ou autres à l'encontre d'appartenants corse ou de certains non-Corse intégrés. Cela ne peut être que le fait de provocateurs ou d'imbéciles. Nous rappelons aux nationalistes sincères désireux d'œuvrer contre le colonialisme que l'action isolée ne peut servir que les manipulations et les provocations en préparation. Elle sème le trouble et la confusion dans notre peuple et permet au colonialisme et à ses relais de discréditer notre action politique. Dans les mois à venir seront rendues effectives d'autres mesures conservatoires... ».

M. Mitterrand refuse toute solution de compromis

(Suite de la première page.)

On peut aussi bien admettre que, en jouant la carte politique du statut particulier le pouvoir a voulu marginaliser un mouvement dont le prestige devait beaucoup à la répression dont il était l'objet. De ce point de vue, il est peut-être hâtif de parler de l'échec de la politique corse de la gauche.

Avec l'élection au suffrage universel d'une assemblée de Corse dotée de pouvoirs « particuliers », s'est engagée, en fait, une course de vitesse avec les véritables vainqueurs du scrutin régional : les autonomistes de M. Edmond Simeoni. Ces derniers, comme d'autres forces politiques de gauche (socialistes, communistes et radicaux de gauche de la Corse-du-Sud) et de droite (les giscardiens proches de M. José Rossi), veulent jouer le jeu des nouveaux pouvoirs. L'objectif du F.L.N.C. - identique en cela, et en cela seulement, à celui du R.P.R. - est d'apporter la preuve que ce type de compromis institutionnel n'est pas viable.

En ce sens, l'Humanité n'a pas tort de relever que « les terroristes Corse s'en prennent aux contingents, mais ce sont les Corse qu'ils visent ».

On ne saurait, non plus, perdre de vue la perspective des élections municipales. Les nationalistes, a expliqué le chef de l'Etat, en prenant l'abstention lors des élections régionales, ont donc échoué. C'est précisément ce que craint la C.C.N. (Consultative des comités nationaux), qui se veut la vitrine légale du mouvement révolutionnaire - et qui envisage d'être présente au scrutin du mois de mars prochain dans plusieurs villes. Les nationalistes cherchent donc à se concilier l'opinion insulaire, d'une part en intimidant les continentaux - car ils pensent que le mot d'ordre - les Français dehors -, que l'on peut traduire par « la Corse aux Corse », est populaire - et, d'autre part, en cherchant à s'insérer dans un débat politique à peine naissant.

La perspective des élections municipales n'est pas absente, non plus, de l'émotion que suscite cette affaire en France continentale. L'opposition, qui, de longue date, a fait de la Corse une pomme de discorde avec la majorité, peut être tentée

d'exploiter à son avantage la situation dans l'île. M. François Léotard, secrétaire général du P.R., a, sans nul doute, pris ce chemin (voir ci-dessous). L'opposition peut aussi considérer les dangers réels que recèle cette situation, et s'abstenir de jeter de l'huile sur le feu. De ce point de vue, l'actuel silence de M. Jacques Chirac est de bon augure. Il est vrai que le chef de l'Etat a fait droit à la demande du R.P.R. : la mission envoyée dans l'île par le mouvement chiracien sous-entendait une déclaration solennelle sur le caractère français de la Corse : c'est chose faite.

S'ajoute à la complexité de la question corse le fait que le pouvoir central autant que le nouveau pouvoir régional semblaient plutôt, jusqu'à présent, engagés dans une course de lenteur. Le premier tarde à définir les compétences de l'assemblée de Corse, le second tarde à s'affirmer.

En outre, les socialistes eux-mêmes ne sont pas indésirables de toute responsabilité : la démocratie a encore des progrès à faire dans l'île ; et les relais socialistes du pouvoir central n'ont guère apporté la preuve qu'ils sauraient réellement un changement, c'est-à-dire à la fin du système des clans.

Le pouvoir peut toutefois être tenté d'avoir agi avec la plus extrême prudence. Il gagnera à ne pas s'en départir.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

POUR L'UNION FRANÇAISE

C'est un peu après que les pieds-noirs rapatriés eurent défriché la plaine orientale, que les attentats ont commencé en Corse. C'est parce que les jeunes Corse ne trouvaient plus au-delà des mers des champs d'action pour exprimer leur surcroît de vitalité qu'ils le firent dans leur île. Pour que le calme revienne, M. Mitterrand ne pourrait-il pas « donner l'ordre » - puisqu'il s'agit de l'ordre - de réintégrer dans la plaine orientale à la place des vignes et des oranges, et de reconquérir la Cochinchine, le Congo, l'Oubangui-Chari, et... l'Algérie ? L'Empire, en somme.

ANDRÉ PASSERON.

Les principes bafoués

A mesure que s'accroît le spirale de la décomposition et de la violence en Corse, l'échec des politiques menées jusqu'à maintenant vis-à-vis d'un des territoires de la nation apparaît quasi total. Les trois principes républicains de base se trouvent déconsidérés : la solidarité, la loi - plus exactement les nouvelles lois du 2 mars et du 30 juillet 1982 - et l'ordre.

Les gouvernements d'avant le 10 mai 1981 avaient cru qu'on pourrait résoudre la question corse - c'est-à-dire, selon eux, les problèmes des Corse - comme on s'était attaqué aux handicaps économiques et géographiques de la Bretagne ou du Massif Central, par l'argent des subventions publiques : les chèques, calmeraient les Corse. Et que de milliards, pas toujours mal employés d'ailleurs, ont été versés à l'agriculture, la viticulture, les transports, les ports et les aéroports, le tourisme et les zones industrielles ! On pourrait fort bien régler une affaire politique par des mesures d'aménagement du territoire. Point n'était besoin de mettre en branle une réforme institutionnelle. C'eût été dangereux car les autres régions, turbulentes ou plus sages, en auraient pris de la graine.

On a vu les résultats de cette politique, partielle et inadéquate, des progrès.

Il fallait s'attaquer au cœur du malaise, aux causes mêmes de la question corse et, pour concrétiser la spécificité de la situation de l'île et de sa culture, aborder

sans ambages le terrain constitutionnel et politique.

Mais pas plus que la politique de la solidarité (journaliste après mai 1981) celle de la loi n'a calmé tous les esprits en Corse. La loi nouvelle et les élus, c'est-à-dire ceux qui en sont les gardiens, se voient chaque jour bafoués, la première dans ses institutions, les seconds dans leur légitimité et leur comportement. Toute cette réforme législative, toutes ces élections pendant l'été, toutes ces missions de magistrats pour que règne le droit, toutes ces réformes de structures, tout cela et tout cet argent pour le pitoyable résultat que l'on voit ! Une assemblée ridicule, presque impuissante, la majorité du peuple corse inquiète, les autres Français du continent exaspérés et prêts à lancer sans nuance : « Eh bien ! qu'on la leur donne leur indépendance ! ils nous coûtent assez cher ! ».

L'ordre et la sécurité publics, le troisième principe républicain subissent eux aussi la pire des violations : une poignée de bandes de la loi font la loi. La police arrête trop d'échecs, les services de renseignements sont impuissants à infiltrer le F.L.N.C. et ses mille métastases, le racket s'organise, l'Etat, en dépit des dénégations coloniales des hauts responsables, est incapable et comme honteux de sa faiblesse. Quelques dizaines d'irréductibles, qui séduisent à la fois le rêve fou d'indépendance et l'assassinat, imposent à l'immense majorité ses méthodes, son endoctrinement et sa terreur.

F. GROSCHARD.

Les réactions

M. ALFONSI : La Corse est terre de France et le restera

M. Prosper Alfonsi, président de l'Assemblée régionale de Corse (M.R.G.), a estimé, le 3 janvier, que « les déclarations du président de la République avaient reçu en Corse un écho très favorable ».

Parlant des récents attentats liés à la levée d'un « impôt révolutionnaire » par le F.L.N.C., M. Alfonsi a déclaré : « Ils n'ont pas le droit, ces tenants de la violence, d'engager la Corse sur des voies de l'avenir (...). Ce faisant ils ne se mettent pas devant ce peuple corse, mais en dehors de ce peuple corse, qui les désavoue, qui crie son indignation et qui ne les a jamais mandés pour parler et agir en son nom ».

« Le changement et le statut particulier n'ont pas de pire ennemi que cette violence (...). A-t-il poursuivi. Il faut bien qu'ils sachent que la Corse est terre de France, et qu'il qu'il admette, elle le restera. Il faut aujourd'hui de toute urgence donner à la démocratie les moyens de se défendre car c'est bien la démocratie qu'on veut chasser de Corse ».

« LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN (section d'Ajaccio) : « Après avoir utilisé la rhétorique de la « colonisation de peuplement » pour camoufler ses actions racistes, le F.L.N.C. déguise aujourd'hui ses opérations de racket sous l'appellation d'« impôt révolutionnaire ». Qui les dirigeants du F.L.N.C. croient-ils tromper par ce subterfuge ? S'ils avaient la moindre idée de la démocratie, ils sauraient que son principe premier est le consentement de l'impôt par le peuple (...).

« Les dirigeants du F.L.N.C. se rendent-ils compte que les Corse en ont assez de ces crimes et de ces délits commis honteusement au nom du « peuple corse » ? Ne voient-ils pas toutes ces femmes et tous ces hommes, qui ont tant de fois manifesté pour la libération des prisonniers politiques attendre maintenant que la justice, dans le respect du droit, puisse enfin intervenir efficacement et libérer la Corse de cette plaie qui l'empêche de s'engager dans la voie du développement avec tous les citoyens respectueux de la démocratie ? ».

« LA FÉDÉRATION DE HAUTE-CORSE DU P.S. A RÉAGI en déclarant que « ceux qui prétendent par ces méthodes pour l'indépendance de la Corse obéissent en fait à des motifs peu avouables qui sont : le racisme, le racket et la vénalité ». Les socialistes corse, ajoutent : « Qui peut croire encore que ce sont des Corse qui agissent avec ces méthodes venues d'ailleurs et prétendent défendre un peuple dont ils bafouent toutes les traditions ? ».

« M. FRANÇOIS LÉOTARD, secrétaire général du parti républicain, s'est déclaré, dans un communiqué publié dimanche 2 janvier à Paris, « profondément bouleversé » par l'attentat dont a été victime vendredi soir, à Corte, le docteur Jean-Paul Lafay : « Devant l'escalade de la violence en Corse, déjà dénoncée (...) comme une déclaration de guerre contre la République, le parti républicain convoque le 6 janvier son bureau politique en réunion extraordinaire, afin d'examiner d'urgence la position que le parti doit prendre devant le danger qui menace l'intégrité de la République ».

« LE MOUVEMENT « LE RECOURS » : « Après son appel solennel lancé le 1^{er} janvier 1983 au chef de l'Etat au sujet de l'inquiétante dégradation de la situation en Corse, la confédération du « Recours » enregistre avec satisfaction les réponses claires et précises apportées par le président de la République, confirmant notamment que dès lors que la communauté nationale était en cause il n'y avait pas de compromis possible ».

M. Jacques Rousseau, porte-parole du « Recours », considère « que les 18 000 rapatriés installés dans l'île, solidaires de leurs compatriotes continentaux et de l'immense majorité de la population corse, seront rassurés par la détermination du chef de l'Etat quant à l'application de l'ordre public, garanti de leur sécurité quotidienne et de leur avenir en Corse ». M. Jacques Rousseau estime aussi que « le pouvoir actuel est d'autant mieux placé pour assurer la loi républicaine qu'il a été aussi loin que possible par ses actes de clémence dans la voie démocratique, en sachant préserver l'expression de la personnalité de la Corse ».

الحرية والعدل

POLICE

LE DÉVELOPPEMENT DE L'ILOTAGE
Le garde-champêtre des villes

Développer l'ilotage : telle est une des principales recommandations de la commission des maires sur la sécurité, dans le rapport qu'elle a remis en décembre 1982 au premier ministre. En la matière, l'expérience la plus accomplie, parce que la plus ancienne — elle date de 1974 — est celle de Toulouse.

Toulouse. — « Boucher, je te salue ! » La phrase est prévue, inévitable. Dans ce quartier-dortoir, les Pradettes, en bordure de l'université de Toulouse-Le Mirail, la vie collective n'a que deux rendez-vous : la boquerie et, à gauche de celle-ci, l'épicerie. Il y avait bien à droite un marchand de journaux, un « lieu idéal pour discuter avec les gens », mais, hélas ! il a fermé. M. Jean-Marc Dame sacrifie donc au salut quotidien. Ce jour-là, pas de confiance de l'ami boucher, juste quelques mots d'un client, gitan et chef de famille nombreuse, qui préfère planter sa roulotte loin du campement réservé aux nomades.

L'homme du voyage ne semble pas apprécier la proximité : « Si on gêne, on ira ailleurs », M. Dame a l'air de comprendre : il est là pour ça.

Unique promeneur régulier de ce quartier sans repères, M. Dame voudrait en effet en être la vigie, l'œil et l'oreille tout à la fois, l'arbitre des différends ordinaires et le conseiller des petites désespérances. Du moins est-ce l'ambition de son métier : trente-quatre ans, petit noir débonnaire, il a été en 1962, ancien C.R.S. qui préfère l'équipe rugby tant qu'il accepte les servitudes amères du maintien de l'ordre, M. Dame est depuis 1979 gardien de la paix flottage, en charge du lot n° 50 de la ville de Toulouse, qui en compte cinquante-cinq.

Le voici donc, en ce morne après-midi d'hiver, tournant sur son territoire, seul, à pied et sans poste de radio : « On l'a abandonné, cela nous rendait suspects, distants. Maintenant les gens nous invitent à téléphoner de chez eux » : 8 heures-midi, 14 heures-18 heures, c'est l'horaire d'année scolaire, encadré de deux sorties d'école à surveiller. « L'idée, on s'adapte, les rues sont plus animées le soir : 13 heures-20 heures, 16 heures-23 heures... » La ronde solitaire ou l'essence du travail d'ilotage : être là, être vu, être abordable, écouter les doléances, connaître les querelles de voisinage, savoir « ce qui cloche ». Sans compter les casernes nécessaires ici et là. M. Dame fait en une bonne demi-heure le tour de son lot. Il nous montre son tout-venant, en vrac : « Une plaque d'égout disparue qu'il a fait remplacer rapidement en s'adressant directement à la mairie ; ce gardien d'immeuble auprès duquel il vérifie une rumeur, le séjour d'un homme en imperméable beige dans les caves ; cette route pour laquelle il veut obtenir un feu rouge « en coordination avec le président de l'association des locataires des H.L.M. » ; ces faux démarcheurs, petits escrocs à domicile dont on lui signale le passage ; ces durs de locataires scrotaux, prompts à dénoncer les tapages nocturnes de voisins, qu'il faut vérifier et démentir en douceur ; ces coins d'un étage où traînent des deux-roues divers et à l'abandon, dont il relève scrupuleusement les références ; ces impacts « les vitres d'un centre socio-culturel en construction... »

Arranger

La ronde ou la pêche à l'information, au détail révélateur, aux petites rumeurs qui griment. Qui dit ronde, cependant, sous-entend quadrillage, surveillance... Ce fut à Toulouse une des craintes au début de l'ilotage : la peur d'une répression plus sournoise, presque plus familière, domestique en somme. Ce n'est pas le point de vue de M. Dame ni du chef adjoint du service des flottes — quatre-vingt-sept fonctionnaires en tout, — le brigadier-chef André Rodriguez. « Les flottes ont voulu abandonner en partie le côté répressif de la profession pour s'attacher à prévenir », dit le chef, qu'ils ont voulu pour présenter leur rôle. Aux flottes d'éviter les heurts qui se produisent inévitablement dans les grandes zones urbaines ; l'agressivité générale (...); de faire en sorte que chacun respecte les limites des autres, de quelle façon il gêne les voisins, et cela par le contact « la répression plutôt que par une répression aveugle ».

M. Dame, comme la plupart de ses collègues, ne voit pas, ou peu, de l'abandon d'arranger, d'aider. Chaque fois qu'il a mené à bien quelque chose, il rédige une « fiche d'information » qu'il envoie au P.C. flottage. Mais feuilleter, on est surpris par le nombre de différends — y compris un vol d'un montant de 1 000 F — réglés à l'amiable sans procédure lourde d'engrenage judi-

ciaire, parce que l'ilotage est connu de tous les protagonistes. Et la formule, utilisée par les gardiens de la paix au début de ces fiches — « J'ai été interpellé par M. X... » — illustre un curieux renversement des rôles. L'usager semble apostropher le policier. Foin d'angélisme toutefois : l'ilotage est une source d'information négligeable pour les services de police judiciaire.

Mais la priorité n'est bien la prévention. Le commissaire divisionnaire Laurent, commissaire central à Toulouse et directeur départemental des polices urbaines. L'homme surprend. « Partisan acharné des thèses de l'ilotage », assure-t-il, il préfère la police-sentinelles à la police-soldat : « L'ilotage, c'est le garde-champêtre du quartier. Il agit en ce travail dans

notre envoyé spécial

les rues, en uniforme, auprès des plus effrayés à long terme, pense-t-il, que la multiplication d'unités spécialisées — qui interviennent en patrouilles, un peu des commandos, — le terrain à la guerre. L'idée qu'il a, peut-être pourra-t-on prévoir l'incident, intervenir « avant ». Il plaide donc pour une police de la cité, une police étatique à caractère municipal — qui signale aux municipaux — qui touche la vie publique — à l'intérieur de la population. Conception qui ne fait pas l'unanimité : « C'est nous, certains disent, c'est un travail d'assistance sociale. Je prétends que c'est un travail de police : si on n'en est pas capable, on ne peut pas par la population. C'est

cela être gardien de la paix : amener les gens à se tolérer les uns les autres ».

Le projet plaît à M. Dame, « flote » heureux parce que valorisé et reconnu. Volontaire comme les gardiens-flottes, il dit-il, « payé en retour ». On a une réputation. Les gens, même si on leur a jamais parlé, nous écoutent. L'ilotage, on sait qu'il vous écoute. Faire les visites d'école, pour : « Les enfants nous regardent, nous remerciment, nous le policier sous un autre jour et reviennent en grandissant. D'ailleurs, les mercredi, les ilôts inspectent les enfants de l'école pour les jeunes. Certes, on n'est pas un des plus difficiles : à Bagatelle, non loin de là, quartier des lycées, les parents chers de Toulouse », dit

saque de nationalités, ses collègues ont un plus grand désarroi devant le problème. Ils ont aussi leur échec à faire le contact avec les éducateurs : « Ils pensent qu'on va leur prendre leur place. Pourtant, il y a du travail pour deux : eux, ils s'occupent d'un enfant jusqu'au bout ; nous, pas. On ne leur demande pas de collaborer avec nous, d'avoir des contacts avec eux ; eux, ils pensent que, s'ils le font, les jeunes les prendront pour des donneurs ».

M. Dame termine la visite : « C'est difficile un tel quartier. Mais la police, on vient rajouter d'autres ennemis, si on arrive à coloniser, si on arrive à contrôler on traite les Français, alors cela pourra marcher. Sinon, ils se révolteront ».

EDWY PLENEL.

Dans le Val-d'Oise

« REPRÉSAILLES »
CONTRE UN POLICIER

Un gardien de la paix parisien et son épouse ont été molestés à leur domicile de Persan (Val-d'Oise), le samedi 1^{er} janvier, par cinq jeunes mécontents d'avoir vu, la veille, l'un de leurs camarades interpellé par un policier. Le vendredi 31 décembre, à la soirée, ce fonctionnaire, qui avait affecté la préfecture de police de Paris, regagnait son domicile lorsqu'il surprit un mineur en train de briser les vitres d'un bâtiment de la sécurité sociale à Persan. Aussitôt, il interpellait le jeune vandale, et, après, ses collègues de Persan devaient, à leur tour, interpellé deux autres adolescents mé-

Le lendemain 1^{er} janvier, cinq jeunes se présentaient au domicile du gardien de la paix en proférant menaces, injures, pour exercer des représailles. Ils utilisèrent son arme de service, le pistolet, et le repoussèrent sur le palier des importuns, mais, dans la bousculade, le fonctionnaire et la femme, pour éviter de recevoir quelques coups, entrèrent, pour chacun d'eux, une incapacité de travail de dix jours. Les suites de cette agression, deux mineurs, ont pu être identifiés et une enquête est en cours.

FAITS
ET JUGEMENTS

M. Claude Sigala

porte plainte
pour complot

contre la sûreté de l'État

M. Claude Sigala, responsable du lot n° 50 de la ville de Persan (Val-d'Oise), a porté plainte, vendredi 31 décembre, contre M. Michel Salzman, juge d'instruction à Paris, et MM. Morin et Riou, commissaires principaux de la brigade des stupéfiants de la préfecture de police de Paris. Par l'intermédiaire de son avocat, M. Thierry Maleville, M. Claude Sigala, qui est marié à la prison de la Santé pour « atteinte à la pudeur sous violence », « mineurs de quinze ans », « excitation à la débauche », poursuit une action en « coalition de fonctionnaires pour objet un complot contre la sûreté de l'État », « subordination de pièces d'un procédure », « usage d'un faux titre », « d'une fausse qualité ». D'autre part, M. Sigala a présenté une requête devant la chambre criminelle de la Cour de cassation pour que M. Salzman soit déclaré inéligible au profit de la sûreté de l'État.

Enfin, M. de Félice, Tubiana, Roux et Orban, qui s'étaient jusqu'à présent chargés de la défense des responsables du complot, font savoir qu'ils sont démissionnaires.

Nominations de magistrats. — Par décret du président de la République, sont nommés : procureur général près la cour d'appel de Grenoble, M. Guy de Bonnefoy des Aulnais, avocat général près la cour d'appel de Lyon, procureur général près la cour d'appel de Metz, M. Mathieu Le Haut, procureur de la République à Metz, procureur général près la cour d'appel de Reims, M. Touzel, procureur de la République à Caen.

Tragique week-end

les routes

Plus de cinquante morts et trois blessés, tel est le bilan provisoire — établi le 1^{er} janvier — la soirée — des accidents de route survenus pendant le week-end du 1^{er} janvier.

Le plus grave accident s'est produit dimanche 1^{er} janvier sur l'autoroute n° 1 près de Péronne (Somme) : il a été la suite d'un carambolage d'une dizaine de véhicules, la voiture conduite par M. Francesco Porcheddu, vingt-quatre ans, a pris feu, tuant quatre personnes, y compris son épouse, sa sœur et ses deux enfants.

Quatre jeunes gens d'autre part ont été tués le 1^{er} janvier près Chilleurs-aux-Bois (Loiret) dans une voiture qui s'est écrasée contre un arbre. Il s'agit de Denis Feuillet, vingt ans ; Philippe Georges, vingt-trois ans ; Sophie Georges, vingt ans ; et Laure Tivrier, vingt ans.

Une collision entre deux voitures à Gometz-la-Ville (Essonnes) a provoqué la mort de trois gardiens de la paix qui allaient prendre leur service, le 1^{er} janvier. Ce sont Jacques Couralet, vingt-neuf ans ; Jean-Paul Deville, quarante ans ; Michel Valat, vingt-cinq ans. Dans l'Oise, un deuxième carambolage sur l'autoroute A 1, dimanche, où une quarantaine de véhicules ont été accidentés, n'a occasionné que des dégâts matériels.

★ ★ ★

GALERIES LAFAYETTE

★ ★ ★

présentent

en avant-première
en France :

la couette
au confort suprême

Quallofil®

La qualité alliée au luxe

DU PONT

Fabriquée par Laplaud pour les Galeries Lafayette.

Galeries Lafayette

1982 A L

LES ÉVÉNEMENTS DE

LA VOIX DES ARMES

JANVIER

14. - ALBANIE : M. Carcani nommé premier ministre après le suicide de Mehmet Shehu.
16. - GRANDE-BRETAGNE : Le Royaume-Uni établit de nouvelles relations diplomatiques.
19. - C.E.E. : M. Piet Dankert, président de l'Assemblée européenne, a été élu.
25. - ÉTHIOPIE : Lancement d'une grande offensive contre les rebelles.
26. - ITALIE : Le P.C. italien estime que le régime soviétique est incapable de faire fonctionner une véritable démocratie politique ; après que le P.C. ait accusé, le 24, les communistes italiens d'apporter une assistance active à l'impérialisme, le 26, le P.C. dénonce les événements polonais.
26. - FINLANDE : M. Mauno Koivisto, social-démocrate, élu président de la République. M. Sorsa, qui lui succède, le 17 février, comme premier ministre, forme un gouvernement de centre-gauche.
27. - ITALIE : Le général américain James Dozier, détenu par les Brigades rouges depuis le 17 décembre, est libéré par la police à Padoue.

FÉVRIER

3. - FRANCE-ALGÉRIE : La signature de l'accord franco-algérien est inaugurée à Alger.

JANVIER

4. - La Communauté européenne, après avoir condamné les « pressions » de l'U.R.S.S. contre l'effort de renouveau en Pologne, se prononce en faveur d'une concertation étroite avec les États-Unis mais se refuse à se joindre à une résolution condamnant les pressions de l'U.R.S.S. par Washington.

MARS

12. - La conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe annonce ses travaux jusqu'au 9 novembre. Depuis sa réouverture, le 9 février, les délégations des pays de l'Est ont protesté contre l'obstruction systématique des Occidentaux, qui exigent de renouer les négociations en Pologne.
16. - M. Brejnev annonce un moratoire militaire sur l'installation de missiles SS-20 dans la partie européenne de l'U.R.S.S.
24. - M. Brejnev lance à Tachkent une offre de négociations à la Chine et au Japon, qui n'est reçue favorablement ni à Pékin ni à Tokyo.

JUIN

- 2-11. - Voyage de M. Reagan en Europe : il se rend successivement à Paris du 2 au 4, puis, après le sommet de Versailles, à Rome, le 7, à Londres, du 7 au 9, à Bonn, le 9 et 10, et à Berlin-Ouest, le 11. Plusieurs grandes manifestations sont organisées à cette occasion pour protester contre la course aux armements nucléaires ; à Paris et à Rome, le 5, le 6, et à Bonn, le 10. A New-York, le 12, 750 000 personnes manifestent.
- 4-6. - Au sommet de Versailles, qui se réouvre à l'échec, les sept États occidentaux de la C.E.E. conviennent de « limiter » les crédits à l'exportation accordés aux pays de l'Est et de « gérer avec prudence » leurs relations financières avec ces pays.
10. - Les seize chefs d'État ou de gouvernement des pays membres de l'O.T.A.N., réunis à Bonn, réaffirment leur volonté de renforcer les capacités de défense de l'Alliance tout en restant prêts à dialoguer avec l'Est.
10. - Les États-Unis rompent les négociations engagées avec la C.E.E. après le dépôt, par les sidérurgistes américains, le 11 janvier, de plaintes pour dumping ou subventions à l'exportation contre les producteurs européens d'acier : une procédure pour l'instauration de droits antidumping est mise en œuvre. Le 24 juillet,

OCTOBRE

4. - Reprise à Pékin des entretiens sino-soviétiques interrompus depuis janvier 1980.
11. - Le président Reagan retire à la Pologne la clause domaniale de « la nation la plus favorisée » après la mise hors de loi de Solidarnosc dont M. Mitterrand affirme, le 11, que « tant moins aux communistes qu'à la nature du système ».

MARS

- 3-4. - CENTRAFRIQUE : Échec d'une tentative de coup d'État des partisans de M. Ange Patasse. Ce dernier, réfugié à Bangui, se bannit de France à Bangui, le 13 avril.
6. - ÉGYPTE : Au procès des meurtriers de Sadate, cinq des vingt-quatre accusés ont été condamnés à mort ; ils sont exécutés le 15 avril.
12. - FRANCE-ÉTATS-UNIS : Visite de M. Mitterrand à M. Reagan à Washington.
13. - GUATEMALA : Une junte militaire, dirigée par le général Efraín Ríos Montt, renverse le général Romeo Lucas auquel devait succéder le général Guevara, élu, le 7, président de la République.
24. - BANGLADESH : Le général Hussain Mohamed Ershad, chef d'État-major de l'armée, est élu président. Le 15 mai, il proclame le 15 mai 1981, le jour de la République.
28. - EL SALVADOR : Les élections sont marquées par une participation élevée malgré les consignes de boycottage lancées par la guérilla.

AVRIL

1. - IRAK-SYRIE : La Syrie ferme sa frontière avec l'Irak, puis, le 10, elle annonce l'envoi de troupes dans le territoire pour empêcher le pétrole d'être versé à l'Irak.
- 14-18. - FRANCE-JAPON : M. Mitterrand, effectuant sa 1^{re} visite officielle au Japon, est reçu par le président Nakasone. Les échanges franco-japonais sont marqués par une « égalité et la réciprocité ».
17. - JAMAÏQUE : Malgré l'opposition du Québec, la nouvelle

MARS

- 22-28 MARS. - Une vaste offensive irakienne se traduit par une victoire sur les forces israéliennes : plus de 2 000 kilomètres carrés de territoires occupés depuis dix-huit mois sont reconquis.
- 24 MARS. - Grâce à l'opération Jérusalem lancée le 29 avril, les troupes israéliennes libèrent Khavramat.
- 26-30 JUIN. - Les troupes irakennes reprennent le territoire libéré, sur ordre du président Saddam Hussein.
- 13 JUILLET. - Les forces irakennes reprennent le territoire libéré, sur ordre du président Saddam Hussein.
- 19 AOÛT. - Le président Saddam Hussein annonce la victoire de son armée sur les forces israéliennes.
- 15 AOÛT. - L'Irak déclare le blocus du principal terminal pétrolier du Golfe.

NOVEMBRE

13. - M. Reagan, faisant état d'un « accord » entre Occidentaux sur les conditions de commerce Est-Ouest, livre l'embargo américain sur les équipements pétroliers et gaziers destinés à l'U.R.S.S. Le 14, l'U.R.S.S. annonce qu'elle n'a pas participé à l'accord.

JULIET

22. - L'hôtel Matignon annonce que les contrats conclus par des sociétés françaises pour la construction de gazoducs en Iran sont honorés. Londres, Bonn et Rome adoptent la même position. A partir de la fin août, plusieurs sociétés européennes, dont Crompton-Lohr en France, sont sanctionnées par les États-Unis pour avoir aidé l'Iran.
30. - Les autorités américaines décident de reconduire pour un an l'accord d'exportation de 1975 avec l'U.R.S.S. suspendu en janvier 1980 après l'invasion de l'Afghanistan, il avait été prorogé pour un an en septembre 1981.

AOÛT

17. - Pékin et Washington signent un accord prévoyant une réduction progressive des livraisons d'armes américaines à Taiwan.

DÉCEMBRE

- 7-17. - Premier voyage en Europe de M. Shultz, secrétaire d'État américain.
21. - M. Andropov, dans un discours prononcé pour le centenaire universel de l'U.R.S.S., propose une diminution de 25 % des armements intercontinentaux des deux super-puissances et la réduction de 50 % des missiles soviétiques en Europe au niveau de celui des forces françaises et britanniques. En contrepartie, les Américains devraient renoncer à des missiles à longue portée, à l'exception de ceux pour la fin de 1983, si les négociations de Genève n'aboutissent pas.
30. - M. Andropov se déclare favorable à un « sommet bien préparé » avec le président Reagan.

La guerre entre l'Irak et l'Iran

22-28 MARS. - Une vaste offensive irakienne se traduit par une victoire sur les forces israéliennes : plus de 2 000 kilomètres carrés de territoires occupés depuis dix-huit mois sont reconquis.

24 MARS. - Grâce à l'opération Jérusalem lancée le 29 avril, les troupes israéliennes libèrent Khavramat.

26-30 JUIN. - Les troupes irakennes reprennent le territoire libéré, sur ordre du président Saddam Hussein.

13 JUILLET. - Les forces irakennes reprennent le territoire libéré, sur ordre du président Saddam Hussein.

19 AOÛT. - Le président Saddam Hussein annonce la victoire de son armée sur les forces israéliennes.

15 AOÛT. - L'Irak déclare le blocus du principal terminal pétrolier du Golfe.

26 OCTOBRE. - L'Irak accuse le tracé des frontières avec l'Iran défini par l'accord d'Alger de 1975. Téhéran, qui conteste les frontières de l'Iran, dans l'ile de Kharg, au nord du Golfe.

26 OCTOBRE. - L'Irak accuse le tracé des frontières avec l'Iran défini par l'accord d'Alger de 1975. Téhéran, qui conteste les frontières de l'Iran, dans l'ile de Kharg, au nord du Golfe.

26 OCTOBRE. - L'Irak accuse le tracé des frontières avec l'Iran défini par l'accord d'Alger de 1975. Téhéran, qui conteste les frontières de l'Iran, dans l'ile de Kharg, au nord du Golfe.



(Dessin de KONK.)

LA DIPLOMATIE DES GRANDES PUISSANCES

JANVIER

4. - La Communauté européenne, après avoir condamné les « pressions » de l'U.R.S.S. contre l'effort de renouveau en Pologne, se prononce en faveur d'une concertation étroite avec les États-Unis mais se refuse à se joindre à une résolution condamnant les pressions de l'U.R.S.S. par Washington.

MARS

12. - La conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe annonce ses travaux jusqu'au 9 novembre. Depuis sa réouverture, le 9 février, les délégations des pays de l'Est ont protesté contre l'obstruction systématique des Occidentaux, qui exigent de renouer les négociations en Pologne.
16. - M. Brejnev annonce un moratoire militaire sur l'installation de missiles SS-20 dans la partie européenne de l'U.R.S.S.
24. - M. Brejnev lance à Tachkent une offre de négociations à la Chine et au Japon, qui n'est reçue favorablement ni à Pékin ni à Tokyo.

JUIN

- 2-11. - Voyage de M. Reagan en Europe : il se rend successivement à Paris du 2 au 4, puis, après le sommet de Versailles, à Rome, le 7, à Londres, du 7 au 9, à Bonn, le 9 et 10, et à Berlin-Ouest, le 11. Plusieurs grandes manifestations sont organisées à cette occasion pour protester contre la course aux armements nucléaires ; à Paris et à Rome, le 5, le 6, et à Bonn, le 10. A New-York, le 12, 750 000 personnes manifestent.
- 4-6. - Au sommet de Versailles, qui se réouvre à l'échec, les sept États occidentaux de la C.E.E. conviennent de « limiter » les crédits à l'exportation accordés aux pays de l'Est et de « gérer avec prudence » leurs relations financières avec ces pays.
10. - Les seize chefs d'État ou de gouvernement des pays membres de l'O.T.A.N., réunis à Bonn, réaffirment leur volonté de renforcer les capacités de défense de l'Alliance tout en restant prêts à dialoguer avec l'Est.
10. - Les États-Unis rompent les négociations engagées avec la C.E.E. après le dépôt, par les sidérurgistes américains, le 11 janvier, de plaintes pour dumping ou subventions à l'exportation contre les producteurs européens d'acier : une procédure pour l'instauration de droits antidumping est mise en œuvre. Le 24 juillet,

OCTOBRE

4. - Reprise à Pékin des entretiens sino-soviétiques interrompus depuis janvier 1980.
11. - Le président Reagan retire à la Pologne la clause domaniale de « la nation la plus favorisée » après la mise hors de loi de Solidarnosc dont M. Mitterrand affirme, le 11, que « tant moins aux communistes qu'à la nature du système ».

LA QUESTION DU PROCHE-ORIENT

JANVIER

- 30/1-3/II. - Le président égyptien Mubarak effectue sa première visite officielle en Israël.
3. - Près de cent mille personnes manifestent à Tel-Aviv en faveur de la paix. Le 17, une manifestation de soutien à la politique de M. Begin rassemble deux fois plus de participants.
4. - Le Conseil de sécurité demande à l'immunité à Israël de desserrer l'étau de Beyrouth-Ouest par « respect du droit des populations civiles », alors que la capitale libanaise est très fréquemment bombardée par terre, air et mer et que les cessez-le-feu se succèdent sans résultat.

MARS

- 3-5. - M. Mitterrand est le premier chef d'État européen à se rendre en Israël. Devant le Knesset, le 4, il se déclare favorable au principe d'un État palestinien.
- 18-30. - La destination par les autorités libanaises de trois milliers palestiniens de Capricornis provoque une grave émeute et de violents manifestations dans les territoires occupés.

AVRIL

11. - Un « forcé » déclenche une fausse attaque contre le bâtiment de l'Assemblée. Cette action stérile a été suivie d'une tentative et de violents incidents dans les territoires occupés.
21. - Au Liban, l'opération israélienne libère Beyrouth-Ouest. Les forces israéliennes, après dix jours de combats, ont libéré la ville de Beyrouth-Ouest. Les forces libanaises ont été repoussées dans les zones de la capitale libanaise.
25. - Israël restitue à l'Égypte la dernière partie du Sinai. Une force multinationale de deux mille hommes est installée le long de la nouvelle frontière libano-égyptienne.

JUIN

6. - L'armée israélienne arrête le Liban. Jérusalem affirme dans un premier temps qu'il s'agit d'une « opération limitée » contre les Palestiniens. Dès le 6, le Conseil de sécurité exige à l'immédiat le retrait « immédiat et inconditionnel » d'Israël. Mais, le 8, les États-Unis opposent leur veto à une autre résolution dans le même sens. Le 10, le Conseil de sécurité adopte une résolution de médiation de M. Philip Habib, envoyé spécial américain à Jérusalem.
15. - Israël restitue à l'Égypte la dernière partie du Sinai. Une force multinationale de deux mille hommes est installée le long de la nouvelle frontière libano-égyptienne.

SEPTEMBRE

1. - Le président Reagan présente de nouvelles propositions pour la paix au Proche-Orient, qui cherchent à « concilier les aspirations de Jérusalem et les droits légitimes des Palestiniens ». Ce plan est rejeté par Israël.
- 6-9. - Le douzième sommet arabe, « suscitée » en novembre 1981 en raison d'un désaccord sur le plan Fatah, se réunit à nouveau à Fes (Maroc).

JANVIER

- 30/1-3/II. - Le président égyptien Mubarak effectue sa première visite officielle en Israël.

JULIET

3. - Près de cent mille personnes manifestent à Tel-Aviv en faveur de la paix. Le 17, une manifestation de soutien à la politique de M. Begin rassemble deux fois plus de participants.
4. - Le Conseil de sécurité demande à l'immunité à Israël de desserrer l'étau de Beyrouth-Ouest par « respect du droit des populations civiles », alors que la capitale libanaise est très fréquemment bombardée par terre, air et mer et que les cessez-le-feu se succèdent sans résultat.

AOÛT

12. - Un cessez-le-feu est annoncé à Beyrouth-Ouest par les pressions des États-Unis. Il est respecté les jours suivants. Selon la police libanaise, près de 20 000 personnes ont été tuées au Liban depuis le 4 juin, dont le tiers à Beyrouth, où plus de 80 % des victimes sont des civils.
19. - Le gouvernement israélien accepte le plan Habib d'évacuation des combattants de Beyrouth-Ouest par l'O.L.P. à deux conditions : le 7, le gouvernement libanais, qui a accepté ce plan le 18, demande officiellement à la France, aux États-Unis et à l'Italie d'envoyer à Beyrouth les 2 200 hommes qui doivent constituer avec l'armée libanaise la force multinationale d'interposition. Le premier contingent, français, arrive le 21.
- 21/VIII-1/IX. - Évacuation des 14 500 réfugiés retranchés dans Beyrouth-Ouest : plus de 9 000 membres de l'O.L.P. sont accueillis par plusieurs pays arabes, les 2 700 militaires syriens de la Force arabe de défense se redistribuent dans la Bekaa et au Nord-Liban, et les 2 630 soldats palestiniens de l'Armée de libération de la Palestine, relevant du commandement syrien, gagnent la Syrie.
23. - M. Beckir Gemayel, chef des Forces libanaises (chérifiennes), est élu président de la République libanaise pour succéder le 23 septembre à M. Elias Sarkis.

SEPTEMBRE

1. - Le président Reagan présente de nouvelles propositions pour la paix au Proche-Orient, qui cherchent à « concilier les aspirations de Jérusalem et les droits légitimes des Palestiniens ». Ce plan est rejeté par Israël.
- 6-9. - Le douzième sommet arabe, « suscitée » en novembre 1981 en raison d'un désaccord sur le plan Fatah, se réunit à nouveau à Fes (Maroc).

OCTOBRE

- 17-22. - M. Gemayel se rend aux États-Unis, en France, en Italie et au Vatican.

DÉCEMBRE

- 21-22. - Le roi Hussein de Jordanie est reçu à Washington par le président Reagan, qui le presse de « s'associer au processus de Camp David, alors que des discussions sont engagées entre l'O.L.P. et Amman sur les modalités d'une future confédération jordanienne-palestinienne ».
28. - Ouverture des négociations libano-libanaises, qui ont lieu, en présence d'une délégation américaine, « participant actif », alternativement près de Beyrouth et au nord d'Israël.

NOVEMBRE

4. - Reprise à Pékin des entretiens sino-soviétiques interrompus depuis janvier 1980.
11. - Le président Reagan retire à la Pologne la clause domaniale de « la nation la plus favorisée » après la mise hors de loi de Solidarnosc dont M. Mitterrand affirme, le 11, que « tant moins aux communistes qu'à la nature du système ».

DÉCEMBRE

- 7-17. - Premier voyage en Europe de M. Shultz, secrétaire d'État américain.
21. - M. Andropov, dans un discours prononcé pour le centenaire universel de l'U.R.S.S., propose une diminution de 25 % des armements intercontinentaux des deux super-puissances et la réduction de 50 % des missiles soviétiques en Europe au niveau de celui des forces françaises et britanniques. En contrepartie, les Américains devraient renoncer à des missiles à longue portée, à l'exception de ceux pour la fin de 1983, si les négociations de Genève n'aboutissent pas.
30. - M. Andropov se déclare favorable à un « sommet bien préparé » avec le président Reagan.

DÉCEMBRE

- 7-17. - Premier voyage en Europe de M. Shultz, secrétaire d'État américain.
21. - M. Andropov, dans un discours prononcé pour le centenaire universel de l'U.R.S.S., propose une diminution de 25 % des armements intercontinentaux des deux super-puissances et la réduction de 50 % des missiles soviétiques en Europe au niveau de celui des forces françaises et britanniques. En contrepartie, les Américains devraient renoncer à des missiles à longue portée, à l'exception de ceux pour la fin de 1983, si les négociations de Genève n'aboutissent pas.
30. - M. Andropov se déclare favorable à un « sommet bien préparé » avec le président Reagan.

1982 A L'ÉTRANGER

16-17. - FRANCE. - AUTRICHE : Visite officielle de M. Mitterrand à Vienne.

22-24. - FRANCE-ESPAGNE : Visite officielle de M. Mitterrand à Madrid.

24/VI-2/VII. - ESPACE : Le colonel Jean-Loup Christien est le premier Français à participer à une mission spatiale : le Soyuz à bord duquel il s'envole avec deux cosmonautes soviétiques part rejoindre la station orbitale Salout-7 où séjourneront deux autres cosmonautes soviétiques, qui, en regagnant la terre le 10 décembre, établiront un nouveau record de durée dans l'espace, avec deux cent onze jours en orbite.

25. - ÉTATS-UNIS : M. Alexander Haig se démet de ses fonctions de secrétaire d'État. M. George Shultz est désigné pour le remplacer.

JULIET

1. - ARGENTINE : Le général Bignone, nommé président de la République après la défaite des Malouines, entre en fonction. Il autorise l'activité politique des partis et promet de céder le pouvoir à un gouvernement constitutionnel en mars 1984.

4. - MEXIQUE : M. Miguel de la Madrid, candidat du parti au pouvoir depuis un demi-siècle, est élu président de la République pour succéder, le 1^{er} décembre, à M. José López Portillo.

5. - SOMALIE : L'incursion de forces éthiopiennes est suivie, à partir du 24, de livraisons de matériel militaire américain à la So.

5-7. - FRANCE-ITALIE : Visite officielle à Paris de M. Alessandro Pertini, président de la République italienne.

7-9. - FRANCE - HONGRIE : M. Mitterrand effectue en Hongrie son premier voyage officiel dans un pays de l'Est.

9. - CAMBODGE : Un gouvernement de coalition, anticomuniste présidé par le prince Sihanouk, assisté de M. Khieu Samphan, vice-président du ministère des affaires étrangères, et de M. Sann, premier ministre, est formé en « zone neutre libérée ».

9-10. - OPEP : Les pays producteurs de pétrole, membres de l'OPEP, se réunissent pour la première fois depuis la proclamation de l'état de guerre.

12. - 1 056 personnes ont été tuées sur les 5 966 qui, selon des chiffres officiels, ont été « intensifiés » entre le 13 décembre et le 6 janvier. Des arrestations et des procès intentés à des militants de Solidarité se poursuivent.

26. - Un ordre d'internement, daté du 12 décembre, est remis à M. Lech Wałęsa, isolé en résidence surveillée depuis le 13 décembre 1981.

FÉVRIER

9. - Jean-Paul II apporte un soutien sans réserve à Solidarité, alors que Mgr Giamp, en visite à Rome, avait insisté, le 7, sur la nécessité de parvenir à un « accord » grâce au dialogue avec les autorités.

MARS

1-2. - Le général Jaruzelski obtient à Moscou un soutien politique et économique.

11. - Le bureau politique du POU annonce qu'une opération va être menée jusqu'à la fin juin dans le parti, l'administration, l'enseignement secondaire et supérieur, les milieux culturels et la presse. Le 19, l'Association des journalistes est dissoute.

AVRIL

28. - Un assoupissement de l'état de guerre est annoncé : le couvre-feu est levé à partir du 2 mai et mille prisonniers d'opinion, soit le tiers des internés, bénéficient d'une libération définitive ou conditionnelle. De nouvelles mesures d'assouplissement sont prises le 21 juillet et 1 227 autres personnes sont libérées.

MAI

1 et 3. - Des manifestations en faveur de Solidarité organisées à Varsovie, à Gdansk, à Szczecin et dans d'autres villes rassemblent plusieurs dizaines de milliers de personnes pour la première fois depuis le 13 décembre.

production adoptées les 19 et 20 mars. Le 20 décembre, un nouveau désaccord est enregistré sur la fixation des quotas par pays.

11. - ESPAGNE : La Coupe du monde de football, commencée depuis le 11 juin, s'achève par la victoire de l'Italie qui bat en finale l'Allemagne fédérale, vainqueur en demi-finale de la France.

15. - INDE : M. Giani Zail Singh, fidèle de M. Gandhi, est élu président de la République indienne.

20. - GRANDE-BRETAGNE : Des personnes sont tuées et cinquante blessées lors de deux attentats commis par l'IRA à Londres.

21. - ITALIE : Une information judiciaire ouverte contre Mgr Paul Marcinkus, « banquier » du Vatican, dans l'enquête sur la déconfiture du Banco Ambrosiano, marquée, le 19 juin, par le suicide, à Londres, du banquier Roberto Calvi.

30. - PANAMA : M. Antonio Royo, qui s'est démis de ses fonctions présidentielles, officiellement pour « raison de santé », est remplacé par M. Ricardo de la Espriella, vice-président.

AOÛT

1. - KENYA : Echec d'une tentative de coup d'État menée par des éléments de l'armée de l'air.

5. - O.L.A. : Le 100^{ème} anniversaire de l'Organisation de l'unité africaine ne peut se réunir à Tripoli faute du quorum des deux tiers : pour protester contre l'admission, le 22 février, de la République arabe sahraouie démocratique, dix-neuf des cinquante Etats membres ont boycotté la conférence. Une nouvelle tentative est suivie le 25 novembre, après un échec sur la délégation devant représenter le Tchad.

7. - TURQUIE : L'Armée arménienne (ASALA) revendique l'attentat commis par deux terroristes à l'aéroport d'Ankara : onze personnes ont été tuées et soixante-trois blessées.

26. - MONNAIES : La baisse des taux d'escompte américain, fixé à 10 %, a baissé de 2 % en un peu plus d'un mois l'Europe. Cette détente ne ralentit pas la hausse du dollar, qui, après avoir monté de près de 50 % en quatre mois, a franchi à Paris, le 9, la barre des 7 F.

SEPTEMBRE

1. - MEXIQUE : Les banques privées, à l'exclusion des établissements étrangers, sont nationalisées, un contrôle généralisé des changes est instauré pour faire face à la quasi-faillite financière du pays.

1-2. - FRANCE-GRÈCE : M. Mitterrand se rend en visite officielle à Athènes.

1-11. - CHINE : Douzième congrès du parti communiste chinois à Pékin. La réforme des statuts du parti est adoptée et le comité central largement renouvelé.

3. - ITALIE : Assassinat à Palermo du général Carlo Alberto Chiesi et de sa femme. Il était chargé de mener la lutte contre la Mafia, qui serait responsable de l'attentat.

4. - F.M.L. : L'assemblée générale du Fonds monétaire et de la Banque mondiale, à Toronto, les banquiers s'inquiètent d'une possible asphyxie du système financier international.

8. - PAYS-BAS : Aux élections législatives anticipées, une majorité de centre-droit se manifeste : M. Ruud Lubbers (chrétien-démocrate), forme, le 4 novembre, un gouvernement de coalition avec les libéraux conservateurs.

10. - DANEMARK : M. Poul Schlüter (conservateur) forme un gouvernement minoritaire de 101 députés après la démission, le 3, du cabinet social-démocrate minoritaire de M. Anker Jørgensen. Un programme d'austérité est adopté par le Parlement le 11 octobre.

10. - ESPACE : Echec du premier tir commercial de la fusée européenne Ariane.

16. - IRAN : L'élévation de Gholam Ghotbzadeh, ministre des affaires étrangères de la République islamique, après un avril pour « complet ».

18. - SUÈDE : Aux élections législatives, les sociaux-démocrates remportent 100 des 340 sièges. Des élections en fonction, le 8 novembre, du gouvernement homogène social-démocrate formé par M. Olof Palme, le parti social-démocrate est dévalué de 18 % et une politique d'austérité est annoncée.

22-25. - CHINE - GRANDE-BRETAGNE : A l'invitation de la Chine, M. Thatcher va en Chine, des conversations sont engagées à propos de l'avenir du statut de Hong-Kong.

OCTOBRE

1. - R.F.A. : M. Helmut Kohl, président de la C.D.U., devient président d'Allemagne fédérale après le vote au Bundestag d'une « motion de confiance constructive » déposée par les chrétiens-démocrates et les libéraux. Le 17 septembre, la démission des quatre ministres libéraux a provoqué l'éclatement de la coalition entre libéraux et chrétiens-démocrates, au pouvoir depuis 1981.

6-11. - FRANCE-AFRIQUE : M. Mitterrand rend visite à quatre Etats francophones (le Burundi, le Rwanda, le Zaïre, le Congo) et participe, les 8 et 9, à Kinshasa, au neuvième sommet franco-africain.

11. - ITALIE : Trois hommes mitraillent la foule qui se rassemble à Rome : un enfant de deux ans est tué et trente-six personnes sont blessées.

10. - BOLIVIE : La junte militaire remet ses pouvoirs à M. Hernando Siles Zuazo (gauche modérée), élu président de la République, le 5, par le Congrès, qui avait été dissous après le coup d'Etat du 17 juillet 1982.

LES PRIX NOBEL

11. - MÉDECINE : MM. Sune K. Bergström, Ulf von Euler, Robert Vane (Grande-Bretagne).

13. - PAIX : Mme Ales Myrdal (Suède) et M. Alfonso Robles (Mexique).

18. - PHYSIQUE : M. Kenneth G. Wilson (Etats-Unis).

18. - CHIMIE : M. Aaron Klug (Grande-Bretagne).

20. - ÉCONOMIE : M. George Stigler (Etats-Unis).

21. - LITTÉRATURE : M. Gabriel García Márquez (Colombie).

20. - IRLANDE DU NORD : Les élections à l'Assemblée provinciale, prévues par le « plan Prior » de dévolution progressive des pouvoirs, ont lieu le 17 juillet 1982.

JUIN

14. - Les troupes argentines des Malouines capitulent. Le général Galtieri, qui refuse de proclamer la fin des hostilités, est contraint, le 17, de renoncer à ses fonctions de chef de l'Etat argentin. Le général Bignone est élu président, le 22, pour un mandat de 24 mois.

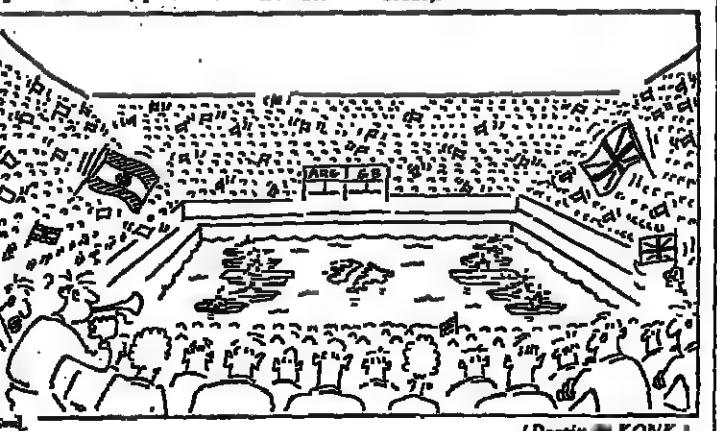
20. - Malgré l'opposition de Londres, la Communauté européenne lève les sanctions économiques prises contre l'Argentine.

SEPTEMBRE

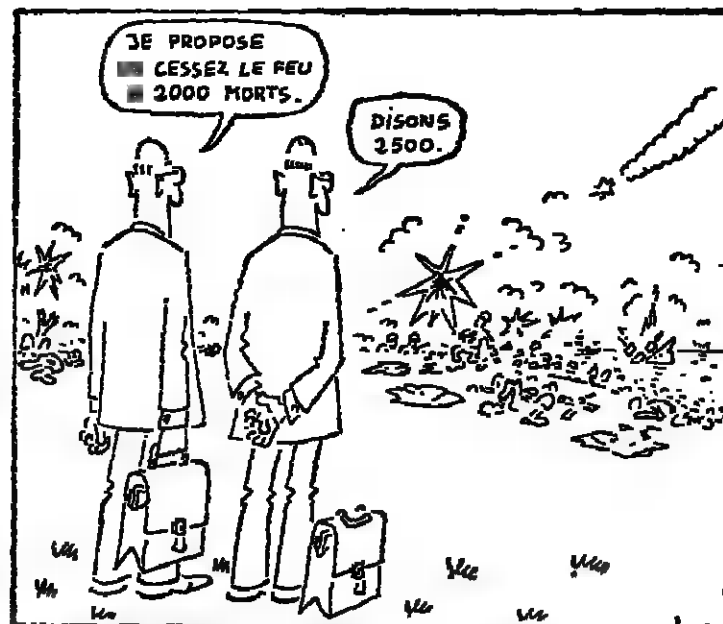
14. - Londres et Buenos-Aires s'accrochent à la poursuite des sanctions financières édictées pendant le conflit, mais les sanctions commerciales restent en vigueur.

NOVEMBRE

4. - Une résolution appelant à une « solution pacifique au conflit de souveraineté » est présentée à l'Assemblée générale de l'ONU par l'Argentine et dix-neuf pays latino-américains. Elle est votée par quatre-vingt-dix pays (dont l'Etat-Unis et l'U.R.S.S.), contre douze (dont la Grande-Bretagne) et cinquante-deux (dont la France, la Grèce).



(Dessin de KONK.)



(Dessin de KONK.)

voirs, les favorables aux extrémistes des communautés protestantes et catholiques, et les suivies d'une nouvelle vague de terrorisme.

20. - SRI-LANKA : M. J.R. Jayewardene (droite libérale) est réélu président de la République.

22. - CUBA : Le poète cubain Armando Valladares, libéré après vingt-deux ans de prison après l'intervention de M. Mitterrand, arrive à Paris.

28. - ESPAGNE : Le parti socialiste (P.S.O.E.) remporte les élections législatives anticipées en obtenant 201 (+ 83) des 340 sièges. L'Alliance populaire (droite) remporte 105 sièges (+ 92), contre l'U.C.D., la formation centriste au pouvoir depuis juillet 1976, ne conserve que 11 des 144 sièges. Le 3 décembre, M. Felipe Gonzalez est investi chef du premier gouvernement socialiste de la monarchie.

31/X-9/XI. - VATICAN : Voyage de Jean-Paul II en Espagne.

NOVEMBRE

2. - ÉTATS-UNIS : Aux élections à mi-parcours, la poussée démocrate (gain nul au Sénat, de 50 sièges à la Chambre et de 8 postes de gouverneurs) est plus faible que prévu.

6. - CAMEROUN : M. Ahmadou Ahidjo, président du Cameroun depuis vingt-deux ans, cède volontairement le pouvoir à M. Paul Biya, premier ministre. M. Bello Bouba lui succède à la tête du gouvernement, légèrement modifié.

6. - ESPAGNE : M. Santiago Carrillo, secrétaire général du P.C., démissionne après 1960, remet sa démission après l'échec de son parti (5 sièges de députés au total) aux élections du 28 octobre. Le 7, M. González Iglesias, un de ses « fidèles », lui succède.

7. - HAUTE-VOLTA : Le colonel Zayé Zerbé, chef de l'Etat voltaïque, est renversé. Un « conseil de salut du peuple » est formé, présidé par le commandant Jean-Baptiste Ouédraogo, qui devient chef de l'Etat.

7. - MADAGASCAR : M. Didier Ratsiraka est réélu président de la République.

7. - TURQUIE : 98 % des électeurs approuvent la nouvelle Constitution qui prévoit la privatisation de l'activité politique pour les anciens dirigeants du parti pendant dix ans à l'accession automatique à la présidence pour sept ans des pouvoirs étendus, du général Evren, marquant le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980.

10. - URSS : Mort de Leonid Brejnev. M. Brejnev n'est annoncé que le 11, le 12, M. Iouri Andropov, ancien chef du K.G.B., est nommé secrétaire général du P.C. soviétique. Le 13, le présidium n'est pas désigné.

11. - MONNAIES : Le dollar atteint un nouveau record historique à 7,31 F. Mais, tandis que le taux d'escompte américain continue de baisser (8,5 % le 14 décembre), le dollar s'inverse et, début décembre, la monnaie américaine revient en dessous de 7 F.

11-16. - ESPACE : La sonde spatiale américaine Columbia, qui avait accompli avec succès, du 12 au 17, sa mission du 27 juin au 4 juillet, effectue sa dernière mission commerciale : satellites de télécommunications civils sont mis en orbite.

15. - BRÉSIL : Aux élections générales, le parti gouvernemental la majorité au Congrès de Brasília et continue de contrôler la majorité des Etats. Le F.

dération, mais l'opposition l'emporte dans les Etats industrialisés du Sud, en particulier à Rio et à Sao Paulo.

24. - RÉPUBLIQUE D'IRLANDE : Aux élections générales, les trois partis nationalistes (Fianna Fail (nationaliste), premier ministre, M. Charles Haughey, perd 11 sièges au profit du Fine Gael (centre droit) et du Cumann na nGaedhele, qui forme le 14 décembre un gouvernement de coalition avec les travaillistes.

24-26. - FRANCE-ÉGYPTE et INDE : M. Mitterrand se rend en Egypte et en Inde.

25. - ITALIE : Dans l'enquête sur la tentative d'assassinat sur le pape en mai 1981, l'arrestation, à Rome, d'un ressortissant bulgare suscite une polémique internationale sur l'hypothèse d'une « bulgare » ou le rôle éventuel joué par la K.G.B. soviétique.

26. - JAPON : M. Yasuhiro Nakasone devient premier ministre. Il succède à M. Suzuki, démissionnaire depuis le 12 octobre.

30/XI. - 4/XII. - AMÉRIQUE LATINE - ÉTATS-UNIS : Voyage de M. Reagan au Brésil, en Colombie, au Costa-Rica et au Honduras. Outre les Etats-Unis, les présidents salvadorien et guatémaltèque.

DÉCEMBRE

1. - ÉTATS-UNIS : Une équipe chirurgicale de Salt-Lake-City réussit à greffer un cœur artificiel sur un homme, M. Barney B. Clark.

2. - AFRIQUE DU SUD : L'écrivain sud-africain Breyten Breytenbach, libéré le 2 après sept ans de prison pour sa lutte anti-apartheid, arrive à Paris.

7. - ÉTATS-UNIS : Un candidat à la présidence est tué par injection intraveineuse, pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis.

8. - SURINAME : Le général Burnet et les forces les plus radicales de l'armée reprennent le contrôle du pouvoir. Une vingtaine d'opposants sont exécutés.

9. - LESOTHO : Un raid sud-africain contre des locaux du Congrès national africain (A.N.C.), à Maseru, capitale du Lesotho, provoque la mort de quarante-deux personnes.

10. - ONU : La convention Nations unies sur le droit de la mer est signée par dix-neuf pays. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, notamment, se refusent à la signer.

11. - ARGENTINE : Une marche pour la démocratie, rassemblant à Buenos-Aires plus de mille personnes, s'achève par des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre qui tuent un manifestant et plusieurs dizaines de blessés.

16. - ITALIE : Le gouvernement de coalition formé par M. Amintore Fanfani, après la démission de M. Giovanni Spadolini le 11 novembre, obtient l'investiture des députés.

17. - R.F.A. : Le chancelier Helmut Kohl propose au président Carstens d'appeler à des élections générales le 6 mars 1983 après que, à la demande, le Bundestag a « refusé » la confiance.

18. - PORTUGAL : Démission de M. Pinto Balsemão, premier ministre depuis deux ans d'un cabinet de coalition de gauche et droite. Aucune solution n'est trouvée à la crise gouvernementale et, fin novembre, le gouvernement tombe.

23. - MEXIQUE : Le F.M.I. accorde une aide de 3,9 milliards de dollars au Mexique.

30. - FINLANDE : A trois mois des élections législatives, le P.C. finlandais provoque une crise gouvernementale en refusant de voter au Parlement le budget de la défense. M. Kalevi Sorsa, premier ministre social-démocrate, forme, le 31, un nouveau cabinet de centre gauche sans communistes.



économique et sociale qui appelle à inventer de nouveaux modes de vie.

30 - Journée nationale de protestation des professions libérales et des professions de santé : cinquante personnes manifestent à Paris.

OCTOBRE

1 - La loi instituant des offices d'intervention agricole est adoptée.

2 - Le document d'orientation du IX^e Plan est approuvé en conseil des ministres.

3 - La deuxième loi relative au développement des institutions représentatives du personnel est votée.

4 - Journée d'action des artisans et commerçants : trente mille à quarante mille personnes manifestent à Paris.

5 - M. Chirac affirme être le cible d'une « campagne organisée et dirigée » après que lui-même et le maire de Paris aient été mis en cause par des enquêtes de presse.

6 - La loi tendant à supprimer, d'ici la fin de 1986, le secteur privé dans les hôpitaux publics est adoptée.

7 - M. Marchais se rend en Chine et en Corée du Nord. Le 17, il précise que la mission du P.C.F. de participer au gouvernement « ne sera pas reconstruite » après les élections municipales.

8 - Mort de Pierre Mendès France. Un hommage lui est rendu, le 27, en présence de M. Mitterrand, dans la cathédrale d'Amiens.

9 - Les militants socialistes parisiens préfèrent M. Paul Quilès à Georges Serey pour être candidat du P.S. à la mairie de Paris.

NOVEMBRE

1 - L'équipement de la France en réseaux câblés de télécommunication est décidé en conseil des ministres.

2 - La réforme de la loi électorale municipale est promulguée. Après son adoption définitive, le 21 novembre, le Conseil national est annulé, le 18, un article imposant un « quota » de candidats par sexe.

3 - La loi visant à effacer les dernières séquelles de la guerre d'Algérie est considérée comme définitivement adoptée. Après que les députés socialistes aient exclu, le 13 octobre, les officiers généraux du bénéfice de la loi, le Sénat, composé, le 17, l'article litigieux, M. Mauroy a engagé l'Assemblée, le 23, la responsabilité du gouvernement.

4 - Rejet de la motion de censure sur la politique de M. Mauroy déposée par l'opposition, après l'annulation, le 10 octobre, de 16,6 milliards de francs du budget de la défense pour 1982.

5 - M. Giscard d'Estaing reprend en l'U.D.F., réuni au congrès de Pontigny. Les socialistes sont placés sous le signe de l'unité de l'opposition après que, le 24,

Chronologie établie par PHILIPPE BOUCHER et EDOUARD MASUREL

LA POLITIQUE DE RIGUEUR

JANVIER

6 - M. Delors invite les communistes à participer à une « trêve des prix » pendant trois mois afin de ralentir la hausse du coût de la vie, qui a atteint 14 % en 1981.

MARS

10 - A propos du budget 1982, M. Fabius met en garde le gouvernement contre les dangers d'un déficit excessif, et M. Mitterrand souligne que la priorité accordée à l'emploi impose le réexamen, voire la remise en cause, de certaines dépenses.

25 - Pour tenter de s'opposer à la spéculation contre le franc, qui lui des records à la baisse par rapport au dollar et au mark, le contrôle des changes est renforcé après que, le 23, le taux d'intervention de la Banque de France ait été porté à 18 %.

AVRIL

16 - M. Mauroy annonce des mesures pour réduire les charges des entreprises. Le P.C. proteste contre ces « cadeaux au patronat ».

MAI

12 - La première loi de finances rectificative pour 1982 est adoptée en conseil des ministres. Malgré 11,9 milliards de dépenses nouvelles, ce collectif n'accroît pas le déficit budgétaire. Il prévoit des allègements de la taxe d'habitation et de la taxe professionnelle, ainsi que 3 milliards de subventions à des groupes nationaux.

Le taux de la T.V.A. pour certains produits alimentaires passe de 7 % à 5,5 %, tandis que le taux normal est porté de 17,6 % à 18,6 %. La loi sera définitivement votée le 18 juin.

21 - Après l'annonce d'une forte hausse de prix (12 %) en avril, M. Mauroy estime qu'il faut « modifier davantage l'évolution des revenus et des salaires » et parle, le 25, de « changer de vitesse ».

JUN

9 - M. Mitterrand définit, à l'occasion de la seconde conférence de

presse de son gouvernement, les grands axes de la « deuxième phase » de changement.

13 - Des « mesures d'accompagnement » sont annoncées après la dévaluation, la veille, du franc : pour obtenir que le rythme de l'inflation, qui atteint 14,3 %, soit inférieur à 10 % à la fin de l'année, un blocage des prix et des salaires, SMIC excepté, va être instauré jusqu'au 31 octobre ; le déficit du budget, en 1983 comme en 1982, sera limité à 3 % du P.I.B. et les budgets sociaux (Sécurité sociale, UNEDIC) vont être rééquilibrés. Les 19-20, le P.C. comme le P.S. déclinent d'approuver la « rigueur » mais soulignent qu'elle ne doit pas contrevenir à l'impératif de « justice sociale ».

M. Marchais estime, à Ajaccio, le 22, que le blocage des salaires est « injuste » et « pas du tout nécessaire économiquement ».

23 - M. Mauroy obtient la « confiance » des députés sur sa politique économique par 329 voix contre 157. La motion de censure, défendue, au nom du R.P.R., par M. Chirac, recueille d'autre part 157 voix.

JUILLET

15 - M. Mauroy, recevant les partenaires sociaux à Matignon, les invite à négocier pour 1982-1983 des accords de salaires en respectant à l'indexation sur les prix.

20 - La loi sur le blocage des prix et des salaires est définitivement adoptée. A l'Assemblée nationale, M. Mauroy a engagé par trois fois la responsabilité de son gouvernement et les modalités de censure déposées par l'opposition ont recueilli, le 28 juin, puis les 12 et 26 juillet, 138, 146, puis 155 voix pour une majorité réduite de 245 voix.

21 - Un plan qui prévoit 10 milliards de francs d'économies pour assurer l'équilibre financier de la Sécurité sociale pour 1982 est adopté en conseil des ministres.

SEPTEMBRE

1 - Le projet de budget pour 1983 est adopté en conseil des ministres. Il prévoit une augmentation des dépenses de l'Etat de 11,5 % contre 27,7 % dans le budget présenté en 1982. Le déficit devra être limité à 118 milliards de francs.

5 - M. Mauroy justifie, à Europe 1, la nécessité d'un « assainissement » de dix-huit mois destiné à « rétablir l'équilibre » avant « la phase d'accompagnement pour atteindre les objectifs du septennat ».

15 - Pour atténuer le choc, le Trésor annonce l'ouverture, pour les 200 millions de francs, d'une ligne de crédit international de 1 milliard de dollars auprès de banques étrangères.

15 - Les modalités d'application du plan sur le travail sont annoncées jusqu'en 1983.

29 - M. Bérégovoy présente le plan destiné à assurer l'équilibre de la Sécurité sociale jusqu'à la fin de 1983. L'augmentation des cotisations sociales patronales, il est prévu d'instituer le parti d'avril 1983 un forfait journalier à l'hôpital, ainsi que des « incitations » sur le tabac et l'alcool. Les dispositions législatives du programme vont définitivement voter le 18 septembre.

OCTOBRE

11 - Le conseil des ministres décide de mesures administratives pour stimuler les exportations et freiner l'augmentation des importations, en particulier celles des magnétoscopes japonais, ainsi que le déficit du compte extérieur s'élève à 73,5 milliards de francs pour les neuf premiers mois de 1982, contre 51 milliards pour l'ensemble de l'année 1981.

23 - Quatre arrêtés fixent les modalités de sortie du blocage des prix, qui prend fin le 1^{er} novembre, tandis que des accords de régulation ou des engagements de lutte contre l'inflation commencent à être conclus entre les professions et l'administration. Les prix sont augmentés, pendant les quatre mois de blocage, que de 1,5 % au total.

NOVEMBRE

4 - M. Mauroy annonce plusieurs mesures tendant à alléger les charges des entreprises, dont le transfert, d'ici à 1988, du financement des allocations familiales des entreprises vers les ménages.

10 - M. Mitterrand lance un appel à la « mobilisation industrielle » devant les participants aux journées de

politique industrielle réunies à Paris. Le chef de l'Etat avait, le 6, annoncé l'« initiative » de relance de l'investissement.

20-21 - Devant le comité directeur du P.S., M. Mauroy répond aux critiques de certains socialistes sur la politique économique et sociale du gouvernement. « Unis, nous réussirons ; divisés, nous échouons ».

23 - La convention sur les libertés dans la fonction publique, qui prévoit un cadre de sauvegarde pour garantir le maintien du pouvoir d'achat en 1983, est ratifiée. Dans le même temps, les négociations sur le salaire du blocage des salaires ont abouti, au 21 novembre, à trente-neuf accords collectifs de branche touchant plus de 2 millions (sur 13,5 millions) de salariés. La plupart des accords prévoient l'indexation des salaires sur les prix.

24 - Après la dénonciation par le patronat de la dévaluation de l'UNEDIC, le gouvernement annonce par décret, environ 10,5 milliards de francs d'économies pour assurer l'équilibre financier de l'assurance-chômage jusqu'à la fin 1983. D'autre part, la loi UNEDIC est votée, le 1^{er} novembre. Enfin, une loi relative à l'UNEDIC est votée, le 21 novembre, qui oblige les salariés à verser publiquement à acquitter le 1^{er} novembre 1982 un 31 décembre 1984 une contribution de solidarité égale à 1 % de leur rémunération.

30 - L'Etat lance son quatrième emprunt de 10 milliards de francs en l'année, pour financer sa partie du budget.

DÉCEMBRE

19 - M. Mauroy évoque l'hypothèse d'un « nouveau tour de vis » sur le plan du budget et de la politique monétaire, « un cas où la dévaluation ne serait pas aussi rapide. En cas de dévaluation, les prix augmentent de 1 % et le chômage s'accroît de 0,7 % ».

20 - La loi visant à encourager l'épargne longue est l'orienter vers l'habitat est votée.

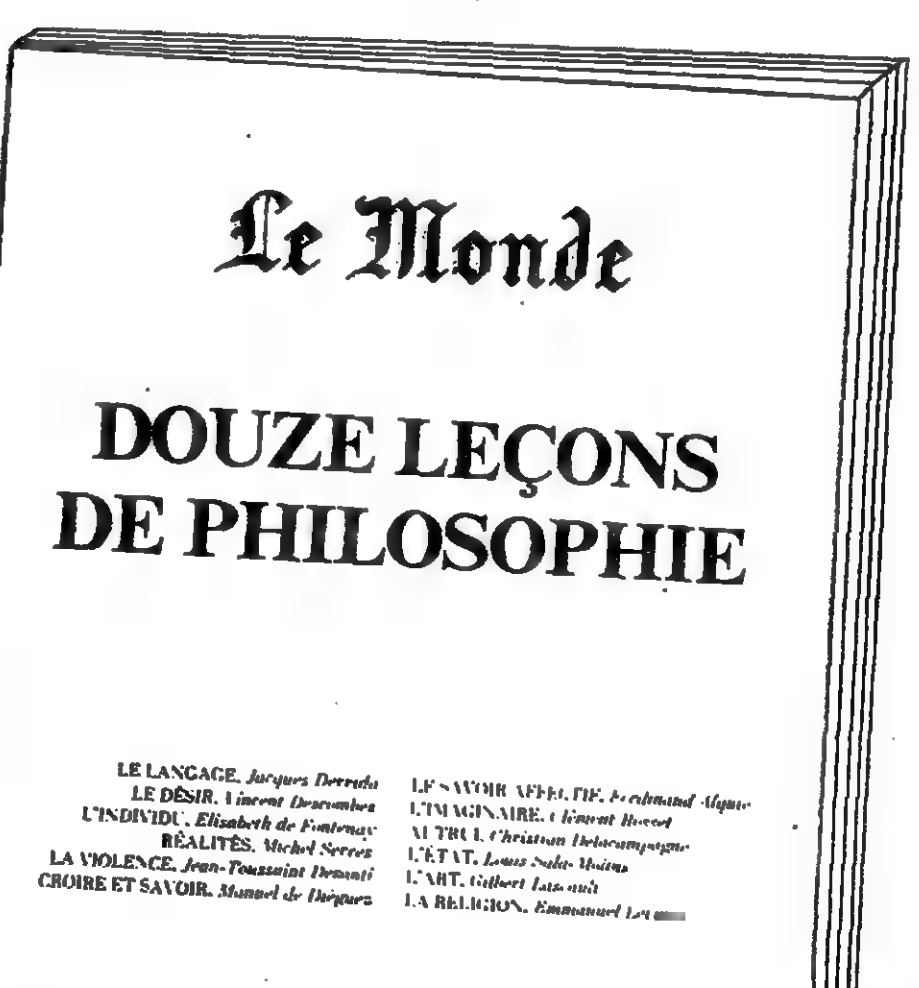
22 - Pour défendre le franc, le gouvernement annonce l'augmentation de l'impôt de solidarité sur la fortune, non dividendes, de 2 milliards de francs.

Hâte au Vol

1 serrure à 5 points
IZIS - LAPERCHE
ou PICARD
+ Martell
GARANTI 5 ANS
+ 1 blindage acier
15/10
+ 4 goudjons d'acier
anti-dégondage
+ renforcement
du bâti bois par
1 cornière en acier
+ 3 cornières anti-pince
à l'extérieur sur le
pourtour de la porte
+ 1 barre de seuil
OFFRE EXCEPTIONNELLE
(limitée)
(au lieu de 3.350 F)
3.000 F TTC
Paris et dépt.
PARIS-BANLIEUE
PARIS PROTECTION
55, rue de la République
75015 PARIS
566.65.20
CREDIT GRATUIT
3 Vols

AMBIANCE PARFUMÉE
pour les fêtes
LA BOUGIE PARFUM
RIGAUD
PARIS
SANTAL, CHEVREFEUILLE,
CYPRUS
Chez votre parfumeur,
grands magasins
et drugstores.
Distributeur France :
B. LALLEMAND,
17, rue de Valenciennes
75015 PARIS
Tél. : 874-05-21.

UNE BROCHURE DE 36 PAGES
ÉDITÉE PAR « LE MONDE »
« LES DOUZE LEÇONS DE PHILOSOPHIE »
PARUES DANS « LE MONDE DIMANCHE » DE L'ÉTÉ



EN VENTE AU JOURNAL EXCLUSIVEMENT

BON DE COMMANDE « DOUZE LEÇONS DE PHILOSOPHIE »

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Nombre d'exemplaire(s) x 15 F (Frais de port inclus) F MC 11

Commander à : Le Monde, 5, rue de Valenciennes - 75427 PARIS - CEDEX 09

goutez
au soleil.
clémentines
QUALITÉ
Maroc

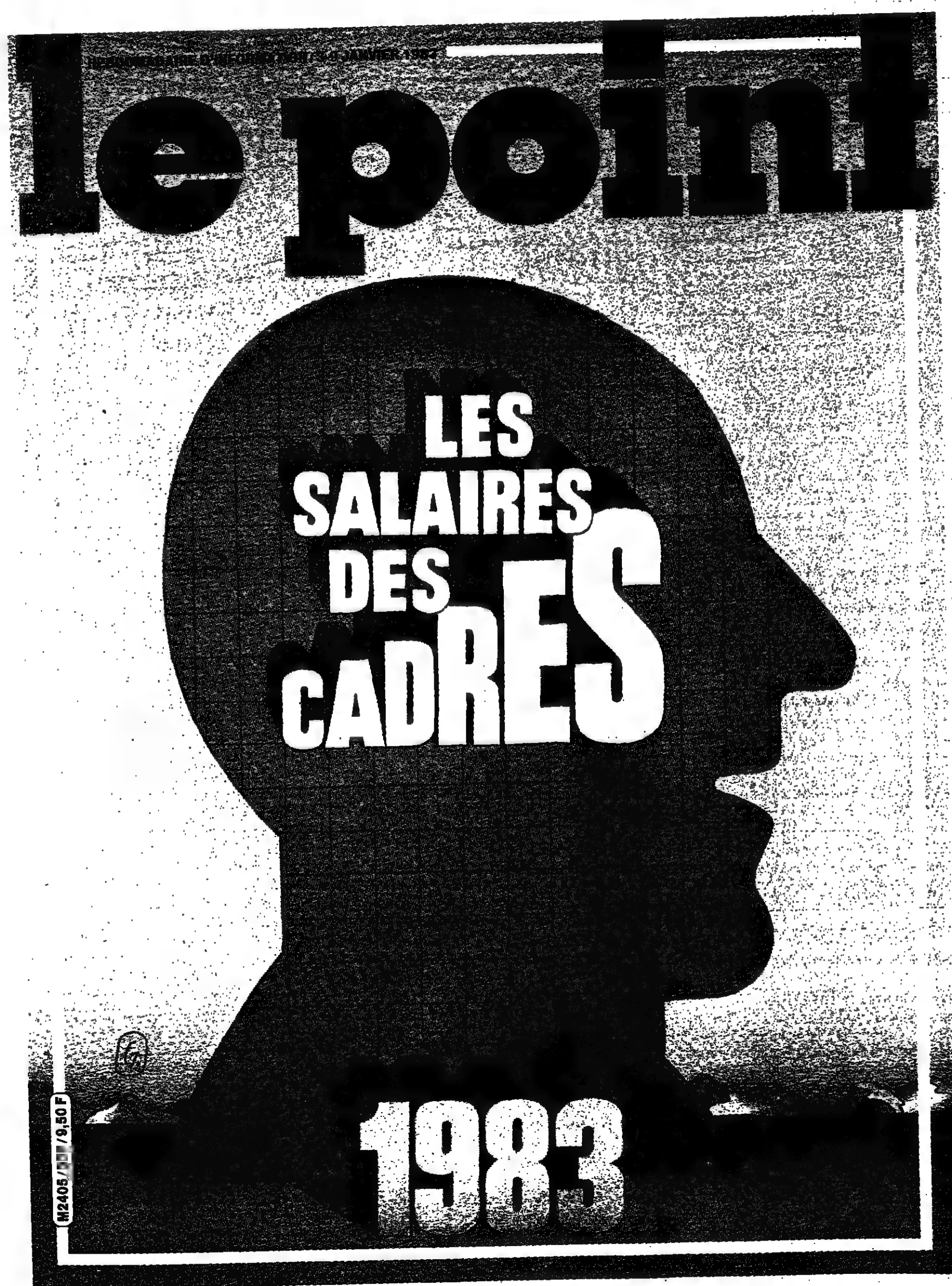
Sachant, et rappelant, que la priorité est désormais à l'entreprise, et la lutte contre l'inflation, le chef de l'Etat n'a de cesse de montrer que la lutte contre le chômage n'est pas sacrifiée : d'où *l'effort colossal* - qu'il propose afin qu'à chaque femme de dix-huit à vingt-cinq ans soit garanti soit un emploi, soit une formation. Convoquer les chefs d'entreprise qu'ils doivent participer à l'œuvre amorcée le 10 mai 1981, et rassurer dans le même temps les travailleurs et la base sociale de la gauche : tel est bien l'impératif du pouvoir s'il veut tout à la fois réamorcer le redressement économique et limiter les dégâts lors des prochaines élections municipales. Dans cette dernière perspective - qu'il n'a pas explicitement abordée - le président de la République a sollicité l'indulgence des Français pour un gouvernement qui, ayant « pris la crise de plein fouet », a en même temps une économie « dans le creux » d'une formidable mutation technologique, et qui est à peine à pied d'œuvre. Bref, il nous a demandé un répit.

مكتبة المخطوطات

Une grande enquête exclusive du Point qui concerne tous les **cadres** : dirigeants et cadres dirigeants, cadres supérieurs, **cadres** expérimentés, cadres confirmés.

Selon votre fonction, votre âge, l'activité, la taille, la santé de votre entreprise, les nombreux tableaux chiffrés du Point vous permettront de situer votre salaire. Un numéro référence du Point.

Avec comme chaque semaine l'importante rubrique d'offres d'emplois pour les cadres.



le point

Le Point en vente chez votre marchand de journaux.

LES

saute

مكتبة الأمل

Le Monde

ECONOMIE

LES MARCHÉS FINANCIERS EN 1982

Le sursaut

Donnée établie par
FRANÇOIS RENARD
ANDRÉ DESSOT et SERGE MARTI

Les marchés financiers mondiaux, qui avaient fini par fléchir en 1981 sous le poids de la crise, du chômage, de la récession et des taux démentiels, ont en 1982, un très vigoureux sursaut. Ce sursaut s'est produit lentement au deuxième trimestre de l'année, sur l'annonce, enfin, d'un premier déclin des taux d'intérêt et l'anticipation, extrêmement spéculative, d'une reprise économique en 1982. Cela a notamment été le cas pour la Bourse de New-York, qui a enregistré, à partir du mois d'août, la remontée la plus spectaculaire de son histoire, battant son record de transactions, tandis que le fameux *Wall Street Journal* se hissait, en valeur nominale, à son plus haut niveau jamais atteint. Son exemple a été suivi, plus tardivement, par Amsterdam et Francfort, tandis qu'à Londres, où le *Financial Times* battait, également, son record, le *Wall Street Journal* développait bien par la suite la *Thatcher* (la

confiance dans la politique de la « Dame de fer ») que de l'anticipation précédemment évoquée.

Les seuls marchés à ne pas participer à la fête ont été Hongkong, en très vive chute, la crainte d'un rattachement à la Chine à la fin du siècle, et Paris, victime des incertitudes italiennes, et Paris, où l'indice moyen des actions n'a guère varié.

Il avait pourtant commencé à Paris, avec une hausse de 20 % en janvier-février, sur l'espoir d'une reprise de l'économie, la faveur du marché se portant sur l'alimentation, la distribution, les services publics, même la mécanique. Après une période de flottement, et, tout de même, la joyeuse surprise d'un relèvement notable de l'indemnisation des titres des sociétés nationalisées après l'arrêt du Conseil constitutionnel, la Bourse de Paris recevait un véritable coup de poing avec le blocage des prix industriels et commerciaux, le 12 juin 1982. En

ajoutant la limitation à 8 % de la progression des dividendes en 1983, on réunissait là les éléments d'un cocktail fort peu goûté par les investisseurs institutionnels. Au cours du second semestre, et, surtout, des derniers mois de l'année, des appréhensions se faisaient jour sur la conjoncture en 1983, réputée, par avance, plutôt sombre. Quant aux législatives en faveur de l'épargne, prises pour moraliser et améliorer les dispositions de la loi Monory de 1978, si elles étaient appréciées, leur principe, elles excitaient quelques craintes quant aux réactions des épargnants devant certaines modalités, plus contraignantes qu'auparavant. La baisse de 20 % des souscriptions aux *Sicav Monory* en témoignait en fin d'année. Les intermédiaires se consolèrent d'un véritable « boom » sur les émissions de transactions en obligations, qui représentait le plus clair de l'activité de la Bourse de Paris en 1982.

Paris : l'équilibre

A l'heure des bilans, la Bourse de Paris présente tout plus un soldé équilibré. A l'actif, une indemnisation des actionnaires de sociétés nationalisées plus favorable qu'elle ne l'escomptait et une *Monory* en profondeur des dividendes de l'épargne. A la création d'un produit financier « grand public » destiné à remplacer l'ancien système de 1000 F *Monory*. Au passif, un environnement économique toujours maussade, la dévaluation du franc (depuis l'entrée à l'Elysée de M. Mitterrand), l'interven-

nue à la mi-juin, accompagnée d'un blocage des prix industriels et d'une limitation de la distribution des dividendes, l'exception de l'indice qui, de l'augmentation du capital d'un minimum de 10 %.

voit ambitions singulièrement réduites. Les banques, du moins celles qui sont dans l'agro-alimentaire, au second rang des « favorites » du palais Brongniart. L'industrie lourde (pétrole, métallurgie, automobile) est dans le rouge, alors que le secteur électrique opère un remarquable redressement.

En raison de ce comportement très disparate, la chasse aux occasions a été largement pratiquée en 1982. On ne reflète pas les différents indices boursiers. A 101 le 31 décembre, l'indice de la Compagnie par le change (CAC) graphique exploite : encephalogramme plat. Cet indice ne pas compte des coups encaissés, il convient de faire également intervenir l'inducteur de la Bourse de Paris, qui, lui, affiche une hausse de près de 10 %. La vérité est que l'indice de la distance est un bon baromètre, que le reflet des indices de l'Agel, d'information pour les professionnels, qui expliquent le décalage entre les différents indicateurs par le poids des secteurs qu'ils incluent, la composition de leur échantillon de valeurs.

Au-delà de ces élucubrations mathématiques, il apparaît clairement que la Bourse de Paris est passée par deux phases : une rapide ascension pendant les deux premiers mois et un ton soutenu jusqu'à la fin mai, un brusque retournement de la situation à la mi-juin après l'annonce du plan d'austérité gouvernemental et une morosité générale ensuite, que n'ont pas su dissiper l'approche des fêtes de la Saint-Sylvestre et les souscriptions aux *Sicav Monory*.

Succédant au millésime 1981, qui fut un des plus mauvais

De coup, les boursiers se précipitaient sur les titres des sociétés « nationalisées », dont la cotation avait suspendu le 11 janvier 1982 pour être reprise ultérieurement la forme du droit à titre indemnitaire (D.T.I.), en attendant leur détermination de la cote, prononcée le 13 avril. En l'espace de deux jours (janvier-février), les actions françaises avaient progressé de plus de 20 % en moyenne sur un marché virtuellement coupé en deux : d'un côté, l'ensemble de la cote, qui n'était pas concernée par le programme de nationalisations ; de l'autre, les trente-trois D.T.I., qui monopolisaient l'attention des investisseurs privés qu'institutionnels, tout contents d'engranger un titre qui bientôt se transformerait en obligation assortie d'un taux d'intérêt de 16,50 % par an.

L'engouement restait de mise jusqu'au mois de mai, et l'indice CAC atteignait alors son plus haut niveau de l'année (aux environs de 112 à la mi-mai sur la base d'un indice révisé après la disparition des sociétés nationalisées). Mais, au lendemain de la dévaluation du franc français, le 12 juin, l'annonce du blocage des revenus et son corollaire, le prix industriel, accompagné d'une sévère limitation de la répartition des actionnaires, sonnait la retraite. En une semaine, les valeurs françaises perdaient plus de 10 % et l'indice CAC se mettait aussitôt à la tête sous l'eau, à savoir en deçà du seuil des 100 points, un niveau qu'il n'avait jamais atteint depuis le début de l'année.

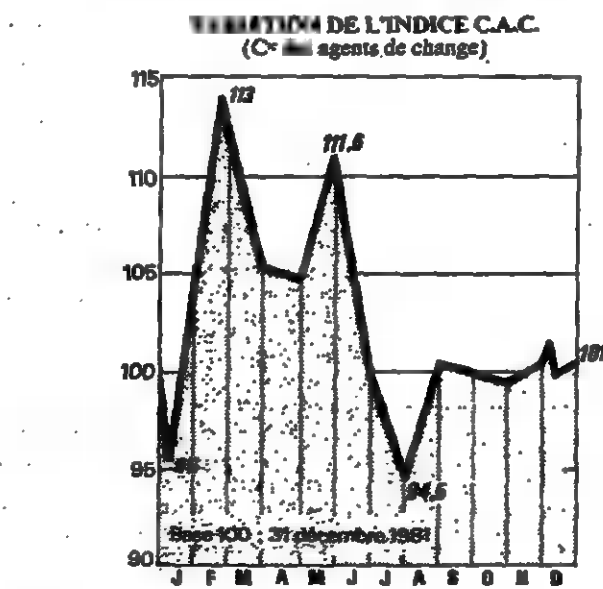
Dans le même temps, le marché parisien tournait sur lui-même pour mettre à nouveau face aux valeurs étrangères, à ce point que celles-ci représentaient certains

mois actions et obligations, à fin décembre, à lui seul, les trois quarts de l'activité Vivienne. La création d'un « second marché » au cours du premier trimestre 1983 devrait, en principe, contribuer à l'écart entre ces deux catégories de valeurs mobilières.

à fin décembre, à lui seul, les trois quarts de l'activité Vivienne. La création d'un « second marché » au cours du premier trimestre 1983 devrait, en principe, contribuer à l'écart entre ces deux catégories de valeurs mobilières.

LES INDICES HERDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS (Institut national de la statistique)

COMPARTIMENTS	31 déc. 1981	Plus haut 1982	Plus bas 1982	31 déc. 1982	Diff. en %
Indice global de base 100 en 1949					
Valeurs françaises à revenu variable	773,4	869,0	733,2	806	+ 4,21
Valeurs étrangères	1716,2	2347,4	1736,9	2347,4	+ 36,77
Base 100 : 15 janvier 1972					
Valeurs françaises à revenu variable	114,8	128,4	106,9	116,3	+ 1,57
Valeurs étrangères	228,7	312,5	225	317,6	+ 34,74
Base 100 : 31 décembre 1981					
Indice des valeurs françaises à revenu variable (base 100 au 31-12-1981)	100	112,4	95,8	104,2	+ 4,2
Pétrole-Energie	100	99,8	89,6	77,2	- 22,8
Métallurgie	100	123,6	76,8	77,5	- 22,8
Chimie	100	115,6	96,7	99,6	- 0,4
Bâtiment, mat. cons., inv. publies	100	113,7	98,3	102	+ 2,5
Constructions mécaniques	100	115,6	99,4	96,2	- 3,8
Matériel électrique	100	131,4	98,9	116,6	+ 16,6
Automobile et accessoires	100	121,0	84,1	84,9	- 15,1
Industrie de comp. non alimentaire	100	127,0	99,3	117,0	+ 17,0
Agro-alimentaire	100	122,6	104,4	128,8	+ 28,8
Distribution	100	117,6	92,7	93	- 7
Transports	100	114,6	97,7	115,9	+ 15,9
Services	100	116	97,6	116	+ 16
Assurances	100	112,5	97,1	106,9	+ 6,9
Banques	100	131,1	99	120,4	+ 30,4
Immobilier et foncier	100	115,9	97,5	115	+ 15
Investissement et portefeuille	100	112,2	99,5	108,8	+ 8,8
Base 100 : 26 décembre 1980					
Valeurs françaises à revenu fixe	93,3	98,7	93,1	98,7	+ 5,78
Emprunts d'Etat	94,3	99,6	93,9	99,6	+ 5,73
Emprunts garantis et assimilés	93,7	100,1	93,2	98,8	+ 5,44
Sociétés	92,0	98,3	92,1	98,3	+ 6,84
Base 100 : 31 décembre 1972					
Emprunts garantis et assimilés	83,5	87,4	83,2	88	+ 5,38
Sociétés	88,7	94,8	88,8	94,8	+ 6,87
Comptable des agents de change					
Base 100 : 31 décembre 1981					
Indice global	100	111,6	95,8	104,4	+ 4,4
Produits de base	100	104,4	74,9	80	- 20
Construction	100	116,1	88,1	96,9	- 3,1
Biens d'équipement	100	119,8	94,6	100,8	+ 0,8
Biens de consommation durables	100	122,2	91,3	99,5	- 0,5
Biens de consommation non durables	100	128,8	94,9	106,2	+ 6,2
Services	100	123,4	94,9	118	+ 18
Sociétés financières	100	111,9	94,4	97,6	- 2,4
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	100	105,5	98,9	92	- 8
Valeurs industrielles	100	112,4	98,5	97,4	- 2,6
Source régionale					
Base 100 : 31 décembre 1981					
Indice global	126,8	106,5	95,5	103,9	+ 3,9



crus dans les annales de la Bourse, avec une hausse de 17,6 %, l'année 1981 avait été un « mauséum » jusqu'à ce que le Conseil d'Etat décide, à la fin janvier, de renvoyer au gouvernement sa copie « nationalisation » espérée. La « *Monory* » peut mieux faire. En clair, il était demandé aux pouvoirs publics de relever la barre d'indemnisation pour les actionnaires des sociétés nationalisées, ce qu'ils acceptaient effectivement de faire.

jours l'équivalent du chiffre d'affaires réalisé sur les actions françaises quand ne dépassaient pas carrément le montant, une performance que confirment les indices de l'INSEE (4 % d'augmentation en moyenne pour l'année 1981) et l'ensemble des actions françaises contre une hausse de 37 % pour les titres étrangers).

Parallèlement, la cote subissait un profond bouleversement, et le déséquilibre constaté depuis plusieurs

L'année des obligations

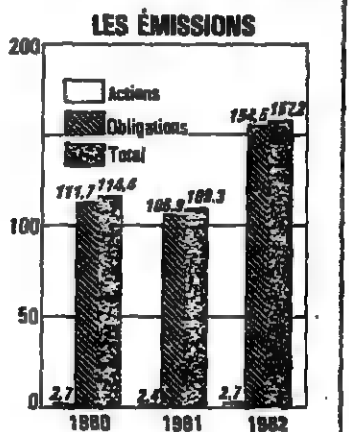
A tous points de vue, l'année 1982 a été celle des obligations, qui ont battu des records, celui des émissions et celui des souscriptions. De telles performances, à quoi réduire les raisons ? Les gouvernements d'abord, qui, depuis 1979, ont privilégié l'épargne longue par rapport à l'épargne courte. A un effet, les prix ont pu maintenir un niveau élevé sur le marché obligataire, très supérieur à celui de l'inflation, la façon à procurer aux souscripteurs un intérêt réel, positif et non plus négatif, même après le prélevement fiscal libérateur de 25 %. Certes, ces obligations ont peu fleuri, en liaison avec la détente générale, leur rythme de diminution a été inférieur à celui de l'inflation, même si, en 1982, il a été de 10 %. En 1982, en effet, le montant nominal des emprunts d'Etat, qui avait culminé à 16,75 % à l'automne 1981, est revenu à 15,30 % en fin d'année : le secteur public se ramène de 17,50 % à 16,70 %.

Quant à la clientèle, les souscriptions directes des particuliers, dont le part a fréquemment atteint ou même dépassé 50 % du montant des émissions, ont été gonflées par l'apparition des fonds de placement à vocation d'épargne, qui ont placé, à leur tour, légalement, la sévère limitation de la répartition des actionnaires, à savoir en deçà du seuil des 100 points, un niveau qu'il n'avait jamais atteint depuis le début de l'année.

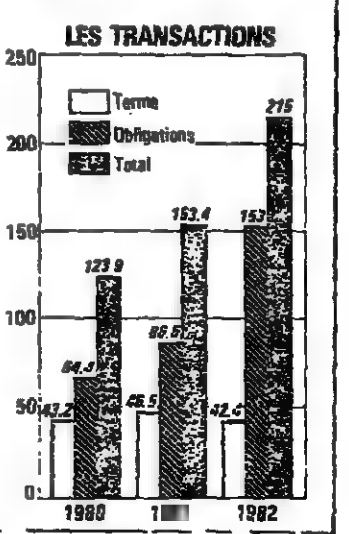
Deux records

L'année 1982 aura enregistré un bond de 44 % pour les émissions d'obligations avec 154,4 milliards de francs, contre 106,9 milliards de francs en 1981 et 111,7 milliards de francs en 1980, année au cours de laquelle un premier bond de 70 % avait été enregistré par rapport aux 65,5 milliards de francs de 1979. Le montant des emprunts d'Etat a augmenté de 62 % (111 milliards de francs) et le part des émissions de l'Etat a atteint 25 milliards de francs, soit 16 % du total, s'est gonflée (22 %), mais, très forte, la baisse des rendements, qui a

à fin décembre, à lui seul, les trois quarts de l'activité Vivienne. La création d'un « second marché » au cours du premier trimestre 1983 devrait, en principe, contribuer à l'écart entre ces deux catégories de valeurs mobilières.



titres des sociétés nationalisées, dépassant les 700 milliards de francs. Les émissions d'actions dans le public sont encore restées faibles, 2,7 milliards de francs, au même niveau pratiquement que les années précédentes avec quelques opérations notables, Alatham-Atlantique (365 millions de francs), Club Méditerranée (300 millions de francs), Lyonnaise des Eaux (217 millions de francs). Dans les échanges de Bourse, les obligations ont, en outre, battu des records : 153 milliards de francs (+ 77 %), leur part passant de 11 % à 71 % sur un total de 215 milliards de francs environ (+ 4-5 %). Les actions ont diminué de 7 %, à 62 milliards de francs environ, et celles du marché à terme ont fléchi de 9 %.



مكتبة المجلد

LA CHUTE DE L'INDUSTRIE LOURDE

MINES D'OR

Beaucoup mieux que le métal

Une remontée spectaculaire

INVESTISSEMENT ET PORTEFEUILLE

Hésitant

(1) Attribution gratuite : 1 pour 10. Coût du droit : 145.

PETROLES

La déprime

VALEURS A REVENU FIXE

Une belle année

METALLURGIE - MINES

Le poids de la crise

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----

Valencia	31-12	Plus	Plus	31-12
----------	-------	------	------	-------

L'OR

Le redécollage

ASSURANCES

Médiocre

Valoren	Fin 1981	Plus haut	Plus bas	Fin 1982
Comincaud	387	385	286	335
Comédie	258	279	233	272
Comptoir R.A.	475	435	436	436
IAN	785	735	645	735
C.R. Victoire	248	410	235	380
Le Monde S.A.	382	280	131	178
Mar. part.	530	770	585	688
Impr. LAR	187	171	171	171
Udass. Fr.	380	290	275	362
Locours	335	346	245	275
PEG	155	153	96	100

Les plus importantes variations de cours de l'année (en %)
(cours au 31 décembre 1982)

VALEURS FRANÇAISES - MARCHÉ À TERME			
EN HAUSSE		EN BAISSSE	
Esilor	+ 187,5	Général Fautrier	- 75,4
Cetelam	+ 88,4	Usinor	- 69,9
Bochere	+ 78,4	Métal Indus, Dunlopren	- 59,4
P.L.M.	+ 75,6	Suez & Geny	- 49,7
Radiotechnique	+ 74	S.C.O.A.	- 49,6
Presses Cité	+ 72,6	Métal	- 41,3
Machines Bull	+ 69,3	Sesmair Duval	- 39,1
S.C.T.	+ 68,4	Asp	- 35,6
Clé Bancarie	+ 55,1	C.E.M.	- 34,7
Midiotech Phénix	+ 52,2	Pochain	- 34,6

VALEURS FRANÇAISES - MARCHÉ AU COMPTANT

EN HAUSSE		EN BAISSSE	
Confiserie	+ 130,6	Compt. Agric. Provence	- 32,9
Lacis	+ 153,7	Fond. Alsace Wilmet	- 32,4
Gérance Arm. Holding	+ 117,4	Ernst & Sonnet	- 31,3
Pathis Confiserie	+ 104,9	Sachser	- 31,2
Leclerc	+ 98,4	S.D.P.C.C. - ex. clausé	- 30,9
Hydro-Energie	+ 96,6	Klöber-Colombes	- 71,7
Médison Française	+ 92,6	Usines Châteauneuf	- 69,2
Provençal	+ 87,0	Rodefortaine	- 69,1
Maia	+ 86,4	Arges Comptage	- 68,9
Bader	+ 74,9	Arbel	- 68,6

VALEURS ÉTRANGÈRES - MARCHÉ ■ TERME

EN HAUSSE	EN BAISSSE
-----------	------------

(1) **vingt-huit** figuraient cinq groupes industriels (C.G.E., P.U.R., Saint-Gobain, Thomson-Brandt et Rhône-Poulenc) **compagnies financières** (Suez et Paribas) **vingt et une banques** (Crédit Lyonnais, B.N.P., Société Générale, Crédit Nord, C.C.F., C.I.C., Lyonnais) **dépôts**, Société nantienne Varin-Bernier, Banque Worms, Banque Dupont, industriel d'Alsace-Lorraine.

CEDIS 785

SPECTACLES

théâtre

Les salles subventionnées et municipales

AUBREY (377-12-35). Cinéma-videos : 13 h, 16 h, 19 h : nouveaux films BFI : 15 h, 17 h, 20 h : D.W. Griffith.

Les autres salles

ARCADE (700-87-38). 20 h : ...

CONJUGES (742-43-41). 21 h : ...

FONTAINE (874-74-40). 18 h 30 : ...

HUCHETTE (326-38-99). 19 h 30 : ...

LUCERNAIRE (544-57-34). 1. 19 h : ...

TH. DÉCHARGEURS (236-00-02). 18 h 30 : ...

TH. D'EDGAR (322-11-02). 20 h 30 : ...

TH. DU MARAIS (278-03-53). 20 h 30 : ...

TH. MENILMONTANT (366-60-60). 20 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 18 h 30 : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 20 h 30 : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 22 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 24 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 26 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 28 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 30 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 32 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 34 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 36 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 38 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 40 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 42 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 44 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 46 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 48 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 50 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 52 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 54 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 56 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 58 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 60 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 62 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 64 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 66 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 68 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 70 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 72 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 74 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 76 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 78 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 80 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 82 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 84 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 86 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 88 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 90 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 92 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 94 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 96 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 98 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 100 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 102 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 104 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 106 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 108 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 110 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 112 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 114 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 116 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 118 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 120 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 122 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 124 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 126 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 128 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 130 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 132 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 134 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 136 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 138 h : ...

TH. MONTMARTRE (887-82-40). 140 h : ...

Les chaussonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-51). 21 h : ...

TH. DES DEUX-ANES (261-26-21). 21 h : ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

TH. CHATEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43). H. ...

Pour renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »

704.70.20 (lignes groupées)

(de 11 heures à 21 heures, sauf dimanches et jours fériés)

Lundi 3 janvier

BLADE RUNNER (A. v.f.) : Opéra ...

BOUM (A. v.f.) : Opéra ...

LE GENDARME ET LES GENDARMIERS (A. v.f.) : U.G.C. ...

LA VÉRITABLE HISTOIRE DE GÉRAUD LE CROQUEUR (A. v.f.) : ...

YOL (A. v.f.) : U.G.C. ...

LA REINE CHRISTINE (A. v.f.) : ...

LE SHERIFF EST EN PRISON (A. v.f.) : ...

LA STRADA (A. v.f.) : ...

LE SUJET OU LE SECRÉTAIRE AUX 1001 TROUS (A. v.f.) : ...

SUPERMAN II (A. v.f.) : ...

LE TAMBOUR (A. v.f.) : ...

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A. v.f.) : ...

THE ROSE (A. v.f.) : ...

TOMES LES FILLES ET TAI-TOI (A. v.f.) : ...

TOM JONES (A. v.f.) : ...

TOUT CE QUE VOUS AVEZ VOULU (A. v.f.) : ...

UN TRAMWAY NOMMÉ DESIR (A. v.f.) : ...

LES WALLIS (A. v.f.) : ...

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE CHOU (A. v.f.) : ...

WANDA (A. v.f.) : ...

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A. v.f.) : ...

BREL (A. v.f.) : ...

CABARET (A. v.f.) : ...

LES 101 DALMATIENS (A. v.f.) : ...

LES GYMNASTES DU FEU (A. v.f.) : ...

LA FEMME AUX DEUX VISAGES (A. v.f.) : ...

LA FEMME AUX DEUX VISAGES (A. v.f.) : ...

LA FEMME AUX DEUX VISAGES (A. v.f.) : ...

LA FEMME AUX DEUX VISAGES (A. v.f.) : ...

LA FEMME AUX DEUX VISAGES (A. v.f.) : ...

LA FEMME AUX DEUX VISAGES (A. v.f.) : ...

LA FEMME AUX DEUX VISAGES (A. v.f.) : ...

LA FEMME AUX DEUX VISAGES (A. v.f.) : ...

LA FEMME AUX DEUX VISAGES (A. v.f.) : ...

LA FEMME AUX DEUX VISAGES (A. v.f.) : ...

LA FEMME AUX DEUX VISAGES (A. v.f.) : ...

LA FEMME AUX DEUX VISAGES (A. v.f.) : ...

OFFRES D'EMPLOI		La semaine		La semaine	
DEMANDES D'EMPLOI	La semaine	DEMANDES D'EMPLOI	La semaine	DEMANDES D'EMPLOI	La semaine
IMMOBILIER	27,04	IMMOBILIER	43,40	IMMOBILIER	51,47
AUTOMOBILES	61,67	AUTOMOBILES	13,00	AUTOMOBILES	15,42
AGENDA	61,67	AGENDA	33,60	AGENDA	39,85
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	PROP. COMM. CAPITAUX	33,60	PROP. COMM. CAPITAUX	39,85

ANNONCES CLASSEES

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

FRANCAISES Nationales et Internationales

PA

Directeur du personnel Paris

Un important organisme privé, employant près de 500 personnes et un développement continu, cherche le premier plan de sa fonction : conception de la politique du personnel et son application, relations sociales, gestion des carrières, formation, administration. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans, titulaire d'un diplôme supérieur (gestion, relations humaines...) et possédant une solide expérience de la gestion dans une entreprise commerciale (banque, établissement financier, etc.). La rémunération correspondrait à la responsabilité de cette fonction. La lettre de motivation doit être adressée à J.A. DENNINGER, RM. A2287M.

Adresser C.V. en rappelant la référence :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue Gravier - 92000 NEUILLY - TEL. 707.10.00

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

AGENCE PARIS C.A. 3.500.000 F

B.E.T. BATIMENT
FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE IMMOBILIER

SON DIRECTEUR

Ayant fait la preuve de sa compétence et de son dynamisme, capable de développer le chiffre d'affaires hors groupe.

Rechercher sous n° T 037506 M A
RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75004 PARIS

COTE ATLANTIQUE

L'entreprise fabrique des biens de consommation familiale, et a une forte notoriété nationale.

Elle recherche son

DIRECTEUR COMMERCIAL FRANCE

Il assurera la prise directe de la cellule marketing, le développement des ventes aux centrales, le réseau-terrain, l'administration commerciale.

Il rapportera au PDG sans intermédiaire. Agé 45 ans environ, interlocuteur facile de la grande distribution, il aura à son actif, quelle que soit sa formation supérieure possible, un cursus d'opérationnel indiscuté.

En échange d'une parfaite discrétion, prière d'adresser un CV très complet, avec photo, références, fourchette de rémunération à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris 01 sous référence 55807.

Créer une filiale au Moyen-Orient

DIRECTEUR GENERAL

Cette Société très dynamique (275 Millions de C.A. 800 personnes) est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de matériel électrique. Leader dans son domaine, connaît une expansion considérable grâce à une politique active de fidélisation. La récente création d'une filiale en ARABIE SAOUDITE l'amène à rechercher le Directeur Général responsable de la gestion et de l'organisation de la société, le titulaire du poste devra dans un premier temps prendre en main la totalité du projet et le mener à bien (construction de l'unité) avant d'exercer les responsabilités liées traditionnellement à la fonction.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste à haute responsabilité un fort tempérament minimum et une formation supérieure technique ou commerciale et possédant une solide expérience en gestion. Il a de préférence exercé des responsabilités similaires.

La pratique de la langue anglaise est impérative. Le poste est basé à Riyad en Arabie Saoudite. Les conditions offertes et les perspectives de l'entreprise sont susceptibles d'intéresser une personnalité de valeur.

Pour informations complémentaires, écrire sous n° M 5670 R à :

EGOR CARRIERES INTERNATIONALES
63 rue de Valenciennes 75006 Paris

PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

PA

Directeur du personnel et des relations sociales 300.000 F

Région Ouest - Cette entreprise internationale (1.200 personnes), filiale d'un groupe international, est à la tête de son premier plan de sa profession tant par ses produits, que par sa politique sociale, généralement considérée comme l'une des plus avancées. Elle recherche en priorité la retraite du titulaire actuel, son directeur du personnel et des relations sociales, rattaché au directeur général et en sa qualité de membre du comité de direction, à élaborer et mettre en œuvre une politique sociale permettant à la société d'atteindre ses objectifs de développement. Son action se situe principalement dans le domaine des relations avec les organisations syndicales, dans les disciplines de la politique sociale (formation, formation, rémunération, communication, évaluation, développement des personnes), dans l'assistance aux responsables d'unités et dans les relations avec les organismes patronaux et professionnels. Ce poste, basé dans une grande métropole de l'Ouest, convient à un candidat âgé de 40 ans minimum, de formation supérieure et qui, grâce à une quinzaine d'années d'expérience dans la gestion du personnel et des relations sociales peut aujourd'hui affirmer comme un véritable spécialiste capable de promouvoir et d'appliquer une politique sociale d'envergure. La pratique de la langue anglaise serait un atout supplémentaire. La rémunération annuelle, l'évaluation des compétences, la lettre de motivation doit être adressée à J.S. FOURNIER, Réf. A1160M.

Adresser C.V. en rappelant la référence :

PA Conseiller de Direction S.A.
1, rue Duguesclin - 92000 NEUILLY - TEL. 707.10.00

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Nous sommes une importante société d'import-export installée au Niger et recherchons pour notre siège social :

UN DIRECTEUR FINANCIER

Qui sera appelé à animer et contrôler les services financiers et comptables de la société et ses filiales implantées au Bénin, Togo, Mali.

Le candidat que nous recherchons devra justifier d'une solide formation supérieure comptable et financière.

Cette fonction sera confiée à un candidat de 30/40 ans, titulaire d'un D.E.C.S. ou équivalent, ayant une réussite prouvée dans une direction financière et une expérience de l'Afrique.

La rémunération et avantages sont motivants (condition d'expatriation, logement, congés deux mois/an, etc.) pour un homme de valeur.

Nous vous remercions par avance de nous écrire avec C.V. manuscrit, références, rémunération actuelle, photo, à :

SOCIÉTÉ AMAR TALEB NIGER
B.P. 739, NIAMEY (NIGER).

Afrique Occidentale francophone

Disposant d'une formation de base en commerce commerciale ainsi que technique, vous avez aussi des connaissances concernant l'emploi des machines utilisées pour l'exploitation forestière et dans les scieries. D'autre part, vous êtes intéressé à trouver une tâche à être remplie d'une façon très indépendante, demandant des grandes qualités d'organisation et le don d'une excellente capacité de direction. Votre âge idéal se trouverait entre la fin de la trentaine et le début de la quarantaine. Tout ceci étant donné, vous auriez satisfait à des conditions préalables très importantes pour pouvoir assurer, en qualité de

Directeur Général
Exploitation Forestière

l'ensemble des fonctions de direction et de gestion responsables dans notre entreprise d'exploitation et transformation de bois (scieries et grumes), avec ses scieries annexes, totalisant un nombre de 400 membres du personnel environ. Étant un personnage entrepreneur, vous serez capable de continuer à mener ces établissements, orientés à l'exportation et existant déjà depuis des dizaines d'années, par la voie de la technique moderne et d'une organisation progressive.

Les pouvoirs, la rémunération et la dotation qui vous attendent sont attractifs à tout point de vue, tandis que vous disposerez de collaborateurs, d'un nombre de cadres et d'un échelon assez qualifiés et déjà sur place.

Veuillez vous mettre en rapport, par écrit, avec nos conseillers pour des affaires de personnel (leur envoyant un curriculum vitae résumé, les copies de vos certificats, une photo d'identité et quelques lignes manuscrites, indiquant en même temps la date où vous seriez disponible pour débiter), ceux-ci vous garantiront l'observation absolue vis-à-vis des tiers que vous leur auriez indiqués. Référence D 1245/27.

KLAUS WITTEMAN GMBH
en tant que personnel
Postfach 106, D-9918 Diefen

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'OPÉRATIONS OFFSHORE

recherche pour ses activités en rapide développement en Europe, Moyen Orient et dans le Sud Est

CHEFS DE BASES

Expérience offshore requise :

- Chef de base
- Chef de chantier
- Chef de maintenance

Envoyer CV + photo sous référence 2208 à :

PIERRE LICHOU S.A.
BP 220 - 92000 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

Golfe arabe sur plates-formes off-shore

opérateurs chefs de quart

Plusieurs postes sont proposés à des opérateurs confirmés ayant déjà travaillé dans des équipes d'opérateurs et aide-opérateurs en milieu pétrolier : gas-lift et/ou production.

Le travail est difficile, dans un environnement international où l'anglais, l'arabe et le français sont indifféremment pratiqués, mais les conditions de travail sont particulièrement intéressantes.

Après un mois de travail en quart de douze heures, logé, nourri, il est accordé un mois de récupération dans le pays d'origine, les voyages entièrement payés. Un salaire très élevé, net d'impôts avec un bonus à l'arrivée balnéaire.

Les candidatures sont à adresser sous n° 1.4. à la Société SIASS. Une lettre manuscrite accompagnée d'une photo précisant l'âge, la formation, l'expérience professionnelle, les connaissances linguistiques, la situation familiale et les salaires de l'intérêt.

SIASS
28, rue Bayard 75 008 PARIS

Société Française dynamique
filiale d'un groupe important

recherche pour chantier en Irak

CONDUCTEUR DE TRAVAUX
SPÉCIALISTE BÉTON ARMÉ - BATIMENT

CONDITIONS REQUISES :

- solides connaissances techniques ;
- bilingue français/anglais ;
- dynamique ;
- homme de terrain ;

pour diriger une centaine de personnes.

Salaire motivant. Déplacements avec avantages liés à l'expatriation.

Adresser C.V., photo, salaire et prétentions à :

SOMECO S.A. (service du personnel)
59, rue Pierre-Brossolette, 78360 MONTesson.

URGENT

Société spécialisée dans le domaine technique en Afrique francophone

pour contrat à durée indéterminée à compter de janvier 1983

UN AGRO-ÉCONOMISTE

Minimum cinq ans d'expérience, en particulier dans les domaines programmation, évaluation, suivi de projets. Agro G.R. particulièrement apprécié.

Adresser C.V. manuscrit, photo, salaire et prétentions à :

RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75004 PARIS

BANQUE PRIVÉE PARISIENNE

recherche pour filiale AFRIQUE FRANCOPHONE

CADRE ADMINISTRATIF COMPTABLE CLASSE Y

Capable assurer responsabilité d'un département.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :

RÉGIE-PRESSE n° 857.561 M
85 bis, rue Réaumur, 75004 PARIS.

هك زامن العمل

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

Entreprise T.P.
à vocation internationale,
filiale grand groupe industriel français
recherche

pour chantier Arabie Saoudite
1 INGENIEUR MECANICIEN
haut niveau
Arts, Métiers, INSA ou similaire
responsable matériel terrestre et maritime
anglais indispensable

pour chantiers étrangers
après formation courte durée
en métropole
2 INGENIEURS MECANICIENS
débutants
Arts, Métiers, INSA ou similaire
anglais indispensable

pour Social en banlieue Sud
1 ACHETEUR
réf. T.P. appréciée
ayant connaissances transports intern.
expérience souhaitée 5/10 ans
missions ponctuelles à l'étranger
anglais indispensable

d'écriture avec C.V., photo prêt
(en précisant le poste choisi) sous
réf. 1007 à Cortesie Publicité
avenue de l'Opéra 75040 Paris
Cedex 01, qui transmettra

Chef d'entreprise
avant 30 ans

INGENIEURS DEBUTANTS
Ponts - Mines - Centrale -
E.S.T.P. - A et M

Notre position au premier du B.T.P. la
large décentralisation de notre d'ex-
ploitation, nous permet de offrir un
d'entrepreneur au de notre
Groupe.

Après une solide formation sur le terrain, nous
vous proposons de prendre l'entière responsa-
bilité (commerciale, technique, humaine,
administrative) de la gestion d'une unité d'ex-
ploitation France ou à l'étranger selon
choix (nous nous occupons des Agences de
Travaux en métropole et des implantations
à l'étranger).

- 10% des ingénieurs que nous recrutons
pour la plupart de la carrière chez nous. C'est pourquoi, l'in-
tégration, la formation, nous vous assure que
cela vous vaudra.

- La décentralisation de notre Groupe vous
permettra d'entreprendre à taille humaine
où les connaissances se connaissent. Votre place

vous parions sur votre esprit d'initiative



chez vous la trouverez le sein d'une
équipe de travail constituée et solide.

- Chaque Centre ou Agence s'intègre à son
environnement physique, économique et
humain : participer à la vie d'une région, être
en prise directe avec les habitants, c'est une
autre satisfaction qui apporte notre métier.

Ces principes qui font notre spécificité valent
pour la France comme pour l'étranger, où
pouvez partir en famille avec une couverture
sociale complète et bien-sûr tous les avantages
classiques.

Faisons le point : si vous reconnaissez
un homme de terrain, d'action, de
contact, et si vous êtes mobile géographique-
ment, alors vous avez de bonnes chances de
penser que nous réaliserons votre projet d'en-
trepreneur chez nous.

Notre recrutement permanent, nous pouvons
vous proposer quelle que soit votre date de
disponibilité. Transmettez nous dossier de
candidature (lettre, C.V., et photo) au Service
du Recrutement - 39, rue du Commerce
75008 PARIS -

SOCIÉTÉ AMÉRICAINE
cherche
DOCUMENTALISTE

Très expérimenté. Lieu de tra-
vail Afrique de l'Ouest.
Contrat 2 ou 3 ans au moins.
Ou ans d'expérience en micro-
filmage et banque de données.
Porte requiert formation du
personnel.

Adresser C.V. et prétentions
à l'Agence Pub.
services AVANCÉES CLASSEES,
5, rue Italiens, 75001 Paris.

POUR AFFECTATION EN
GUYANE, SOCIÉTÉ D'INGÉ-
NIERIE EN AQUACULTURE
recherche

1 INGENIEUR
GÉNIE CIVIL
HYDRAULIQUE

POUR :
- Conception dossiers tech-
niques, terrassements et
hydrauliques.
- Suivi chantiers.
- Maintenance.
- Agro-industrie.

Minimum 5 ans d'expérience
dans domaines similaires.
Anglais indispensable.
Espagnol souhaité.
Libre immédiatement ou très
court délai.

Envoyer C.V. et prétentions à
FRANCE-AQUACULTURE
18, rue de Valenciennes
75116 Paris.

DOM-TOM

PATRON
HAUT
SALAIRE

300 000F

+ logement + voiture
+ intéressement.
Pour diriger usine avec
partie agricole et par-
tie commerciale.
Nous recherchons un
Gestionnaire rigou-
reux de la production
attentif au profit.
Possibilité de contrat
3/5 ans avec réin-
sertion à Métropole
en fin de contrat.

lettre manus.
C.V. réf. 85325
Cortesie Publicité
avenue de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01

COMPTABLE AVOIT
AFRIQUE 3 à 4 mois.
Tél. : 23-48.



emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

Nous sommes l'une des plus importantes sociétés françaises spécialisées dans
la préfabrication, le montage de la tuyauterie industrielle et la chaudronnerie.
Dans le cadre de notre développement et de la diversification de notre acti-
vité, nous recherchons :

INGENIEUR CHANTIER
CHARGE D'AFFAIRES

Nous avons réalisé des équipements en tuyauterie pour de nombreuses raffi-
neries, complexes chimiques, centrales d'énergie, dans une vingtaine de pays à
travers le monde.

Nous souhaitons rencontrer un candidat, ingénieur de formation, possédant
une expérience réussie dans notre domaine d'activité. Il aura à prendre en
charge l'ensemble des problèmes techniques, administratifs, humains,
commerciaux, liés à la réalisation d'un important chantier dans le sud de la
France. Ce poste évolue vers de plus grandes responsabilités, notamment dans une
activité à l'étranger.

Les qualités de GESTIONNAIRE et d'ANIMATEUR, seront déterminantes
dans le choix final de ce nouveau collaborateur.

La pratique de l'anglais sera appréciée.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier sous la Réf. 82114 à notre
conseil :

A2M CONSEIL en Recrutement et en Gestion de Personnel
45 Cours Aristide Briand - 69300 CALUIRE - (7) 808.99.90

cadre du personnel



IMPERIAL CHEMICAL INDUSTRIES
P.L.C., 5e groupe chimique mondial,
recherche pour son établissement de FOS
SUR MER (usine à feu continu) un
personnel, M.F. (CA) un du
personnel débutant, diplômé d'études
supérieures, motivé la fonction personnel, pour
connaissances en anglais, pour prendre progressivement en
charge le fonctionnement courant du (3 personnes) et
participer aux activités générales de la fonction.

Evolution professionnelle possible dans les établissements du
groupe.

Adresser CV avec une courte lettre manuscrite
référence 14027 à A. Collin - Sema-Selection : 1, rue Saint-
Hermentaire 13001 MARSEILLE.

sema selection Paris - Lille - Lyon
Marseille - Toulouse

TURBOMECA

recherche pour la Direction Production de son usine de Tarnos
(près de Bayonne), 1500 personnes, un

Responsable lancement/
ordonnancement

Le candidat, formation AM, INSA ou équivalent, devra justifier d'une
expérience en gestion de production d'au moins 5 ans dans les fabrications
de moyennes séries répétitives avoir des connaissances en
informatique de gestion.

Le poste, placé sous l'autorité directe du Directeur de Production, implique
l'encadrement d'une équipe de 30 personnes.

La mission consistera en autres à :
- préparer les objectifs à réaliser et en contrôler les résultats,
- passer, la relation avec le Service Achats, les commandes de matières
- lancer des opérations d'exécution en atelier - contrôler le suivi.

Adresser candidature, lettre manuscrite, CV et prétentions à la Direction du
Personnel, TURBOMECA, Bordes 64320

IBM IBM IBM IBM IBM

USINE DE BOIGNY - ORLÉANS
Recherche

JEUNES INGÉNIEURS
GRANDES ÉCOLES
PHYSICO-CHIMISTES
ÉLECTROMÉCANICIENS

Débutants ou 1 à 5 ans d'expérience.
Dans leur spécialité, ils auront pour
mission d'assurer le support technique d'une
ligne de fabrication.

Ces postes peuvent évoluer vers des
fonctions industrielles différentes et
permettre un développement de carrière

Intéressant. Une bonne connaissance de
l'anglais est indispensable.

Adresser candidature, curriculum
vitalis détaillé à : Compagnie IBM France,
M. LABRIET - Usine de Boigny-sur-Bionne,
45808 St-Jean de Braye Cedex.

IBM IBM IBM IBM IBM

MERLIN GERIN

15 personnes, en France et
le monde - chiffre d'affaire : environ 5 mil-
liards, progression plus 10 %, réalisé
pour près de 60 % l'exportation.

renforce nos équipes de gestion et re-
cherchons pour nos filiales à REIMS,
LIBOURNE, ROUEN et GRENOBLE des

CONTROLEURS
de GESTION

Leur mission :
- établir les budgets, plans, en suivre la
réalisation en tirant différents indicateurs
gestion
- coordonner l'ensemble des problèmes adminis-
tratifs
- la filiale
- mettre en place des procédures de gestion plus
rapides plus fiables en relation avec les ser-
vices centraux de l'entreprise.

Leur profil :
- formation supérieure type ESC
- première expérience
- préférence en
PME

Ecrire avec C.V., prétentions sous
réf. MTM 204 à MERLIN GERIN
CGE GRENOBLE Cedex



Jeune ingénieur
chef de production

Région lyonnaise

Constructions métalliques, société 200 personnes conçoit, fabri-
que et commercialise une gamme de matériels destinés au bâtiment
l'industrie. compléter son équipe technique la société, il
chef de production, l'autorité du service technique, il sera chargé
de la direction de la fabrication (120 personnes environ). Ingénieur
des outillages, entretien et fabrication de la première expérience
de formation (AM, ECAM, ICAM...). Il aura en outre justifié d'une première
expérience professionnelle de cinq ans, au cours de laquelle il aura acquis une
bonne connaissance de l'entreprise et de ses structures. Homme de terrain, il
aura en outre personnellement assumé des responsabilités diverses au sein
d'une direction de production ou en tant qu'adjoint d'une direction d'usine de
taille moyenne, il aura cette première expérience de la direction humaine
secteur similaire (charpente métallique, etc.). Un esprit créa-
tif, le goût du concret, le sens du commandement, la fonction de la for-
mation pour réussir ce poste. La rémunération du candidat retenu, de réelles possi-
bilité d'évolution existent au sein de la société. Ecrire à Ph. BONNEFOY.
Réf. A3682M

renseignement ne transmis l'accord préalable
C.V. en rappelant :
PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard 11 Novembre - 69111 VILLEURBANNE
Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Milan - Paris - Rome - Turin

مكتبة الأمل



■ France ■ République ■ 75017 ■

telesystemes

EQUIPES ET ENTREPRISES

[illegible]

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

GCT COMPAGNIE GÉNÉRALE DE CONSTRUCTIONS TÉLÉPHONIQUES

recrute pour ses services d'études et de développement de systèmes de télécommunications comprenant 400 ingénieurs et 350 techniciens

INGENIEURS DEBUTANTS(ES) ET CONFIRMES(ES)

Plusieurs postes sont à pourvoir dans les domaines de : circuits logiques et analogiques, microprocesseurs, composants à haut niveau d'intégration, techniques d'équipements (technologies hybrides, ensembles mécaniques, etc...).

Ecrire avec CV et prétentions à : Direction du Personnel 251, rue Vaugirard 75740 PARIS CEDEX 15.

La filiale d'un important Groupe spécialisée dans la distribution de produits pétroliers recherche un

CHEF DES VENTES 160.000 F+

pour prendre en charge et développer son activité "carburants". Pour cela, il sera responsable de la promotion du produit auprès d'une clientèle de stations-service et en tant que spécialiste la formation des autres vendeurs. Ce poste convient à un professionnel des carburants : il a une première expérience réussie de la distribution de carburants et souhaite aujourd'hui la valoriser dans un groupe en expansion. Il possède une formation commerciale supérieure (ESSEC, ESCP) et, si possible, une expérience de l'encadrement. La réussite à ce poste offre une réelle évolution de carrière.

Merci d'adresser votre candidature C.V., lettre manuscrite, référence 3817 à : ORGANISATION ET PUBLICITE 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra

Bouillon de culture pour un jeune et brillant pharmacien

C'est en effet un poste particulièrement formateur qu'offre ce laboratoire pharmaceutique, filiale d'un important groupe international, situé à 100 kms à l'ouest de Paris.

En tant qu'adjoint au patron du département et à un point analytique, il sera associé à l'animation et à la gestion des laboratoires chimique, physique, bactériologique, physiologique (30 personnes), intervenant dans tous les problèmes de qualité, en amont, en cours et en aval du processus de production. Il participera à la quasi totalité des tâches pharmaceutiques, techniques variées, utilisera équipements sophistiqués, dialoguera avec les micro-ordinateurs, conversera avec les anglo-saxons...

Nous le voyons aux commandes de la trentaine, d'esprit curieux et rigoureux. Motivations et potentiel primeront sur l'expérience. Ouvert, réaliste, c'est un homme qui sera à la tête de l'équipe. Il sera parfaitement à son poste dans le groupe si son anglais est opérationnel ou tout au plus rapidement perfectible. Ecrivez à SIRCA avec réf. 365 844M qui vous garantira une réponse satisfaisante. Merci de joindre CV, photo et rémunération.

SIRCA 64, rue La Boétie - 75008 PARIS

TITN d'engineering en informatique THOMSON-CSF Informatique.

développer promouvoir produits dans les domaines : informatique, bureautique, terminaux spécialisés, systèmes micro-processeurs, analyse d'images, postes à la DIRECTION MARKETING ET PRODUITS.

Responsable marketing

Il analysera les opportunités de produits pour préparer les études de la Direction. Il sera responsable du développement du produit et mettra en place sa commercialisation.

Responsable industriel

Il sera chargé de la coordination technique et industrielle du développement de produits dans les groupes d'études de la Direction. Une bonne expérience en conception mécanique et packaging de produits informatiques sera appréciée.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence CG TITN - Zone de Vigne aux Loups - Rue Denis-Papin - 91100 CHILLY-MAZARIN.

TRANSAC Alcatel

INFORMATIQUE REPARTEE AUTOMATISATION BANCAIRE

Nous recherchons un professionnel de l'informatique et/ou de l'électronique, capable de communiquer son savoir-faire

ANIMATEUR DE FORMATION

Ingénieur Système

connaissant bien les systèmes d'exploitation dans un environnement multi-tâches, multi-programmation. Rattaché à notre DIRECTION APRES-VENTE, il sera chargé de la création, du développement et à la maintenance de programmes de formation chez notre client et à l'intérieur de la Compagnie.

Anglais souhaité.

Lieu de travail : MASSY à 5 minutes de la gare R.E.R.

Merci d'adresser rapidement votre candidature complète (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous référence 1000 M à Michèle CORBINEAU, Direction des Ressources du Travail TRAFIC ALCATEL - B.P. 12 - 91301 MASSY

Notre Société, spécialiste mondial du Commerce International et de la certification des échanges de produits du sol et de matières premières recrute pour son Siège à PARIS CHATELET

assistant au directeur de la comptabilité

Il intervient dans la réalisation des travaux comptables, veille à la bonne gestion de la comptabilité générale et prépare sous sa responsabilité tous les documents fiscaux jusqu'au bilan.

Diplômé ESC, notre candidat dispose d'une courte expérience professionnelle.

Une bonne maîtrise de l'anglais constitue des atouts pour son recrutement. Ouvertures possibles vers une carrière à l'étranger à son large.

La SGS FRANCE Division du Personnel attend votre CV + prétentions 16, rue du Louvre Paris 1^{er}

Société des Automates Programmables S.M.C.

1^{er} Fabricant Français offre opportunités de carrière à jeunes

INGENIEURS ELECTRONICIENS ET ELECTROMECHANICIENS

qui accepteraient de débuter leur professionnelle dans le service

Après une période de formation de 3 à 6 mois à Paris et en Province, ils deviendront

INGENIEURS COMMERCIAUX REGIONAUX

pour le service à la clientèle et en Province

La croissance de la S.M.C. leur garantit une évolution en rapport avec leur ambition.

Pour faire acte de candidature, adressez votre lettre manuscrite + CV + photo et prétentions à : Mlle LE GUET, Directeur du Personnel, AUTOMATES PROGRAMMABLES S.M.C. Z.I. de Melou - B.P. 71 - 81103 CASTRES

JEUNES DIPLOMÉS GRANDES ÉCOLES (ingénieurs ou gestion)

Vous êtes une première (ou 2^e) expérience professionnelle réellement formative et pourtant bien rémunérée, dans une activité intéressante et ouverte sur l'avenir...

Nous vous proposons de rejoindre notre équipe

INFORMATIQUE (50 personnes)

- spécialisée en MARKETING DIRECT;
- équipe de moyens importants;
- exportatrice de services à l'étranger (U.S.A., G.B., JAPON...);
- aujourd'hui à la veille de projets ambitieux.

Une spécialisation informatique sera appréciée mais non indispensable, car nous assurerons si nécessaire une

FORMATION COMPLÉMENTAIRE

La connaissance de l'anglais sera un atout.

Ecrire sous référence M.C.D. à St PROPERT Tour Franklin, Corbeil 11, 92081 PARIS La Défense.

TITN d'engineering en informatique THOMSON-CSF Informatique recherche pour son service recrutement

Psychologue HF

spécialisé dans le recrutement d'ingénieurs dans les domaines informatique et électronique.

Lieu de travail : Proche banlieue Sud.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous la référence ADM/01 à TITN - 5, rue Gustave-Eiffel - 91420 MORANGIS.

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur (Ingénieur, DEA, maîtrise, Miage, Sciences Eco...) avec option informatique ou organisation, nous offrons un poste d'

analyste

pour participer à la mise en place de systèmes informatiques de gestion (comptabilité, marketing, gestion des contrats, traitement de textes...) pour les assurances.

Travail en formation, analyse de besoins, organisation, études diverses) et déplacements courts en province avec base à La Défense.

GIE GÉNÉRALISTE INFORMATIQUE ET TÉLÉCOM

Nous sommes la Direction Informatique d'un important groupe d'assurance.

Adressez lettre, C.V., prétentions sous réf. M 202 à : GIE, Direction du Personnel, Tour Franklin, 92081 Paris La Défense Cedex 11. Discretion assurée.

RESPONSABLE INFORMATIQUE

UNE PROMOTION POUR UN CHEF DE PROJET CONFIRMÉ

Nous sommes à Paris - une entreprise de distribution tournée vers le secteur automobile.

Le responsable informatique accompagnera la forte progression annuelle. Nous avons besoin d'un analyste qui a déjà une expérience et qui lui apportera des améliorations plus.

Concepteur, réalisateur, homme de contact, nous aiderons à aller plus loin. Nous avons un plan informatique et nous appliquerons nos souplesses de détermination.

Technicien homme de prévision, déterminerez nos hommes.

Notre matériel : Un IBM 3081, 14 écrans.

10 ans - DEA - MIAGE - ou équivalent, avec 7 ans d'expérience et déjà des projets d'organisation longue haleine.

Frank Meneroud - COPERS - 1, rue Moncey - 75009 Paris attend votre candidature, réf 6545, (joignez une photo et indiquez votre rémunération actuelle).

COPERS

POUR DÉVELOPPER D'IMPORTANTES PROJETS INFORMATIQUES DISTRIBUÉS : IBM 4341 DOS/VSE CICS CBI-491 et 6

Service informatique - Quartier Opéra recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR TRÈS EXPÉRIMENTÉ

De formation supérieure type MIAGE. Ses compétences en analyses-programmations et son habitude des relations utilisateurs lui permettent d'encadrer, sous la responsabilité du chef de projets, une petite équipe de réalisation.

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Expérience d'une ou deux années souhaitée. Formation supérieure type DUT. Aptitude de contacts utilisateurs.

Adr. C.V. et prêt à M. REGAZZACCI 3, rue Talbot 75009 PARIS

TITN d'engineering en informatique THOMSON-CSF Informatique plus de 500 personnes dont 300 ingénieurs

recherche pour plusieurs projets de télécommunications réseaux locaux et systèmes de messagerie sur mini-calculateurs et micro-processeurs.

Ingénieurs logiciels confirmés

- spécialistes télécommunications,
- minimum 4 ans d'expérience,
- connaissance des modèles d'architecture de réseaux et des normes C.C.I.T.T.,
- connaissances systèmes bureautiques ou commutation de messages appliqués.

Envoyer sous référence PID, C.V. et prétentions à TITN - Rue Denis-Papin - Z.I. de la Vigne aux Loups - 91380 CHILLY-MAZARIN.

هكذا من الرجل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

TOTAL

Compagnie Française des Pétroles

Dans le cadre du développement de ses activités
TOTAL EXPLORATION PRODUCTION
recherche un

INGENIEUR METALLURGIE

soudage des métaux

(2 à 3 ans d'expérience)

Il travaillera au sein d'une équipe au traitement des problèmes liés aux MATERIAUX (Métalliques ou Composites) dans leur utilisation et comportement en MILIEUX AGRES-SIFS (Fatigue, Corrosion, etc...).

Le candidat recherché est ingénieur INSA, ENSI ou équivalent. De très bonnes connaissances en mesures physico-chimiques en métallurgie sont nécessaires. Une formation complémentaire en Soudage et Contrôle destructif est indispensable.

Le poste proposé est à Paris avec des missions à l'étranger. L'anglais courant est obligatoire. La carrière ultérieure pourra comprendre des affectations à l'étranger. Une réelle disponibilité, un terme, pour l'expatriation est une plus-value.

Si vous êtes intéressé, veuillez adresser une lettre manuscrite + CV + photo au Service Recrutement de TOTAL EXPLORATION PRODUCTION
Tour Vendôme - 204, Rond-Point du Pont de Sèvres
92516 Boulogne Billancourt cedex, sous la référence 3 001 01

SLIGOS

Division Conseil et Réalisations

SLIGOS (1800 personnes - 100 millions C.A.) a le désir de transmettre son savoir-faire informatique à travers des séminaires et des stages de formation destinés, tant aux Directeurs Généraux, qu'aux spécialistes utilisateurs tous niveaux :
- initiation à l'informatique,
- méthodologie de planification, de conception et de réalisation de projet,
- techniques nouvelles applications, bureautique, télématique, monétique, télésurveillance, réseaux-vidéotex, microprocesseurs.
Dans le cadre du développement rapide de son département formation, SLIGOS recherche un

Ingénieur ou universitaire

Désireux de concevoir et d'animer des actions de formation mettant en œuvre des techniques pédagogiques avancées.

Ce poste peut convenir à un candidat ayant une expérience de formateur acquise chez un constructeur, une S.S.C.I., une entreprise ou à l'université, soit un informaticien ayant le désir d'étendre son activité au domaine de la formation. Nous attachons autant d'importance à la motivation, à la créativité, au potentiel intellectuel qu'à l'aptitude, à l'expression orale et écrite, qu'à l'expérience. Complément de formation assurée.
Lieu de travail : PUTEAUX.
Nous demandons à Mme CLÈRE de nous aider à étudier les candidatures. Adresser une lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous la référence 73622/M à Mme CLÈRE, Tour Chenonceaux, 92011, Rond-Point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE.



COMSIP ENTREPRISE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
d'ENTREPRISE ÉLECTRIQUE
spécialisée dans l'étude et la réalisation d'installations
industrielles France et à l'étranger
recherche

RESPONSABLE GESTION

ADMINISTRATIVE du PERSONNEL

Il aura la responsabilité du personnel des chantiers (France et Étranger) et sera chargé en particulier des contrats de travail, des relations avec le service informatique, des relations avec les Organismes Sociaux (URSSAF, Caisse de Retraites, etc...) et de la gestion du personnel expatrié. Agé de 30 ans environ, le candidat devra avoir une formation supérieure et une expérience de plusieurs années dans un poste similaire. Connaissances Convention Collective TP, appréciées.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service du Personnel et Relations Sociales - BP 115 - RUEIL MALMAISON (92506)

TRANSAC



VOTRE EXPERIENCE CHEZ UN CONSTRUCTEUR OU UNE SSSI VOUS PERMET DE PILOTER AVEC SUCCES LE DEVELOPPEMENT DE LOGICIELS Dans le cadre de l'expansion de son nouveau département PRODUITS LOGICIELS nous recherchons :

3 CHEFS DE PROJETS

Pour intervenir sur le logiciel TELECOMMUNICATIONS terminaux multi-fonctions, sur le logiciel BANCAIRE.

Dans les domaines suivants :
- Architecture réseaux
- Produits clés mains, connectés sur grands réseaux.
A partir du plan d'étude défini par le marketing, ils prendront la responsabilité du produit qu'ils devront livrer au support. Ils assureront également la maintenance du produit pendant la période de garantie.

Lieu de travail : MASSY 5 minutes de la gare RER.

Merci d'adresser rapidement votre candidature complète (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) à M. Michèle CORBINEAU, Direction des Relations du Travail
TRANSAC ALCATEL - B.P. 91301 MASSY.



AEROPORT DE PARIS

recherche pour son Service chargé des études d'équipements d'aviation civile à ORLY.

INGENIEUR

DIPLOME

ELECTRONICIEN

Cet ingénieur possédant de préférence une formation ENAC sera chargé de la conception et de la coordination des études de circuits électroniques et de la mise en œuvre de ces circuits.

Anglais courant

Déplacements de courte durée à l'étranger

Adresser lettre et CV à Monsieur MARTIN
boulevard Raspail - 75014 PARIS
Téléphone : 320.15.00

Une mission de création pour un comptable unique

Il s'agit d'un projet d'architecture en fort développement. La comptabilité générale jusqu'ici simplement assurée, ne constitue plus l'outil de gestion. Il faut alors qu'on crée des logiciels, que l'on crée des logiciels de gestion. Nous recherchons donc un jeune comptable, de 25 à 30 ans, DECS qui aura acquis en matière de technique de la comptabilité informatisée la maîtrise de ses techniques et capable d'autonomie, il se verra confier la totalité des fonctions comptables, administratives, la mission de créer en particulier la comptabilité analytique, la gestion de trésorerie, le tableau de bord et la mise en place d'un système informatique.

Ce poste est à pourvoir à Paris.

Nous remercions les personnes intéressées de bien vouloir nous adresser leur candidature sous référence CC 173M.

SEFOP

11 Rue des Pyramides, 75001 PARIS - MEMBRE SYNTHEC

FAITES UNE CARRIERE D'INFORMATICIEN AVEC NOUS

Nous sommes une Société de Conseil en Informatique et recherchons de

JEUNES COLLABORATEURS ayant plusieurs années d'études supérieures, célibataires et dépourvus des obligations militaires, libres rapidement.

Il n'est pas nécessaire d'avoir des connaissances en informatique, les candidats engagés étant formés intégralement par la société.

Adresser lettre avec C.V. détaillé + photo sous n° 56061 à CONTEXTE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra - 75004 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

answare

Société d'Ingénierie Informatique

recherche le cadre son expansion.

2 technico commerciaux

capables prospecter, développer affaires et gérer du personnel.

Le sens du service et la responsabilité sont indispensables. Une expérience informatique souhaitable ainsi qu'une formation d'ingénieur.

Adresser C.V. détaillé + photo + de disponibilité et prétentions sous réf. U1/17 à M. VILLARS - ANSWARE - 20 rue de la Pompe - 75116 Paris.



La Radiotechnique Compelec Composants Electroniques recherche un

CHEF DE PROJET EN ORGANISATION

Il aura la formation Grande Ecole (ECP par exemple)

Il aura au moins 5 ans d'expérience en organisation et en informatique

Autonome il animera un groupe de travail

Analyste fonctionnel il aura la maîtrise de la synthèse.

Une bonne maîtrise de l'anglais sera appréciée.

Ecrire C.V. à RTC La Radiotechnique Compelec Service du Personnel 130, avenue Ledru-Rollin 75540 Paris Cedex 11

BANQUE PRIVEE (8°)

recherche pour SERVICE COMPTABILITE GENERALE

GRADE

CLASSE III

Expérience bancaire 5 ans minimum

Rémunération 110 000 F brut annuel

Poste évolutif

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo à O.C.B.F., 1, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 PARIS, qui transmettra sous la référence 8 001 F.

Association pluridisciplinaire

excellente marque

recherche DEUX

FORMATEURS-CONSEILS

Capables d'assumer la responsabilité de stages de management et d'interventions proches du terrain.

Formation supérieure en Sciences humaines, grande expérience en formation exigeante.

- Rémunération haut niveau.

- Poste à pourvoir rapidement.

Ecrire C.V. à J.L.N.T., 1, rue Tronchet, Paris-8°, qui transmettra

appeler 268-13-90 tous les jours de 10 heures.

FILIALE DE DISTRIBUTION D'UN IMPORTANT GROUPE EUROPEEN

recherche

CONTROLEUR DE GESTION

Diplômé d'une grande école supérieure de gestion ou de commerce.

Il assistera la Direction Générale, dans la mise en œuvre de la procédure budgétaire, l'établissement des situations de trésorerie, l'organisation administrative et informatique.

Une courte expérience en informatique est souhaitable mais non obligatoire. Une bonne connaissance de l'informatique est indispensable.

Une formation financière et juridique sera un atout supplémentaire.

Ce poste évolutif ne pourra être confié qu'à un gestionnaire.

Envoyer C.V. détaillé + photo + prétentions par lettre manuscrite sous réf. T 037.370 M.

RÉGIE-PRESSE, 11 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.



FRANCE S.A.

recherche pour sa Division Automobile

1 chef de région

Activité commerciale.

Pourvoir la Région Parisienne.

Expérience obligatoire d'au moins 5 ans dans un poste similaire.

Adresser C.V., photo et prétentions à : VOLVO France S.A. - Direction du Personnel - avenue d'Iéna - 75116 PARIS

مكتبة الامم المتحدة

Les premières maquettes de l'« expo 89 » vont être présentées au président de la République

« En 89 moins 6. Six années, c'est bien court pour imaginer, préparer, réaliser une entreprise aussi complexe et ambitieuse qu'une exposition universelle au cœur de la capitale. Même si l'exaltation collective crée, comme l'espère M. Lang, « à la comme ailleurs, une sorte d'état de grâce, de mobilisation des forces ».

MICHELLE CHAMPENOIS.

des grands chantiers — surtout
chargés. Si l'on doute, comme
M. Chirac l'a « publicquement » un
jour — en se félicitant de cette
« attitude » pour Paris, — que tout
puisse être réalisé en six ans, 1983
va être l'année des arbitrages et de
la mise au point d'un calendrier fé-
roce. De cette façon, Paris fera
un fois des jaloux en province.

MICHEL CHAMPENOIS.

GEORGES CHATAIN.

« Le rôle du technicien est effectif »
complète. Parmi les perspectives fu-
tures est notamment évoquée l'aide
au développement du milieu et du
cinéma milieu rural. La philoso-
phie de cette collaboration État-
région a été résumée par M. Lon-
guequeux : « Gérer en ces termes :
- Privilégier les opérations d'initia-
tive régionale, privilégier les projets
concrets en rejetant les actions
théoriques et passivistes, favori-
ser le développement culturel en
milieu rural. - »

... en moyenne plus de 100 000 personnes qu'il faut loger chaque jour. Le recours au logement social, l'habitat, les aides sociales, la jeunesse, les formations professionnelles et autres équipements scolaires, et il faut résoudre ces problèmes.

... leur mise en œuvre - permettrait, grâce au prix d'une organisation particulière, de surmonter les difficultés.

OLIVIER SCHMITT.

... le pavillon d'Israël et celui de la Palestine, le pavillon de la Pologne et celui du Chili, le pavillon de l'ONU et celui des industries d'armement ? Ce sera très instructif, même si ce n'est pas au sens où l'entendent MIM, Chevalier et Le Play — pères bâtisseurs de la Première Expo, en 1889. Espérons que ce soit, surtout, gai. »

O.S.

(1) *Les Expositions universelles de Paris*, de Pascal Ory, Collection « Les nostalgies », Ramsay image éditeur.

Le Monde

économie

CONJONCTURE

Haussé des prix de détail en novembre : + 1 %

	des 12 derniers mois (nov. 82/ nov. 81)	des 6 derniers mois (nov. 82/ juin 82)	des 3 derniers mois (nov. 82/ sept. 82)	du dernier mois (nov. 82/ oct. 82)
ENSEMBLE	+ 9,4	+ 3,2	+ 1,9	+ 1
ALIMENTATION	+ 9,7	+ 2,7	+ 1,9	+ 0,9
Produits à base de céréales	+ 9,9	+ 3,4	+ 3,6	+ 3,8
Viandes de boucherie	+ 10,6	+ 2,9	+ 2,3	+ 0,6
Poissons et charcuterie	+ 9,6	+ 4,2	+ 1,8	+ 0,2
Volailles, lapins, gibiers, produits à base de viande	+ 7,8	+ 2	+ 3,9	+ 1,7
Produits de la pêche	+ 10,2	+ 2,4	+ 1,6	+ 0,4
Lait, fromages	+ 4,3	+ 1,1	+ 3,3	+ 0,2
Œufs	+ 1,1	+ 0,7	+ 1,7	+ 0,2
Corps gras et beurres	+ 12,2	+ 3,7	+ 1,1	+ 0,5
Légumes et fruits	+ 10,1	+ 1,9	+ 0,6	+ 0,2
Autres produits alimentaires	+ 10,1	+ 1,4	+ 0,5	+ 0,4
Boissons alcoolisées	+ 9,9	+ 3,9	+ 2,4	+ 1
Boissons non alcoolisées	+ 9,4	+ 3,9	+ 2,7	+ 1,1
PRODUITS MANUFACTURÉS	+ 9,4	+ 3,7	+ 3	+ 1,2
Habillément et textiles	+ 10,5	+ 4,2	+ 2,9	+ 1,2
Vêtements de dames	+ 10,5	+ 4,2	+ 2,9	+ 1,2
Autres vêtements et accessoires	+ 8,8	+ 4,1	+ 3	+ 1,1
Articles chaussants	+ 9,9	+ 3,4	+ 1,7	+ 0,8
Autres articles textiles	+ 10	+ 4	+ 2,3	+ 1
2) Autres produits manufacturés	+ 10,1	+ 3	+ 1,2	+ 0,5
Mobilier et tapis	+ 7,6	+ 2	+ 0,7	+ 0,3
Appareils ménagers électromécaniques et à gaz	+ 10,1	+ 2,3	+ 0,8	+ 0,3
Autres articles d'équipement du ménage	+ 9,2	+ 2,1	+ 0,1	+ 0,2
Servants de ménage, produits ménagers	+ 8,3	+ 3,1	+ 0,5	+ 0,2
Articles de toilette et de soins	+ 11,2	+ 1,9	+ 1	+ 0,7
Vidéocassettes	+ 2,9	+ 0,8	+ 0,3	+ 0,1
Appareils électroniques	+ 9,8	+ 2,7	+ 2,1	+ 0,8
Autres articles de loisir	+ 14,9	+ 8,3	+ 4,6	+ 1,6
Tabacs et produits manufacturés divers	+ 6,9	+ 2,6	+ 2,3	+ 0,8
SERVICES	+ 8,5	+ 2,8	+ 1,3	+ 1
Services relatifs au logement	+ 8,6	+ 2,7	+ 1,3	+ 1,3
dont : loyers	(+ 7,5)	(+ 2,8)	(+ 1,8)	(+ 1,8)
Sous-pensement	+ 8	+ 2,3	+ 0,7	+ 0,6
Services de santé	+ 10,4	+ 2,6	+ 2,2	+ 2,2
Transports publics	+ 8,9	+ 2,3	+ 1,4	+ 1,4
Services d'entretien de véhicules	+ 10,1	+ 3	+ 1,1	+ 0,5
Services (2)	+ 10,1	+ 3	+ 1,1	+ 0,5
Hôtels, cafés, restaurants, casinos	+ 10,1	+ 3	+ 1,1	+ 0,5
Autres Services (3)	+ 10,1	+ 3	+ 1,1	+ 0,5

L'indice de l'INSEE calculé sur la base 100 en 1970 s'est élevé à 327,3 en novembre contre 324,2 en octobre. En rythme annuel calculé sur trois mois (septembre-octobre-novembre), l'inflation revient à 7,7 %.

(1) Le poste « soins personnels, soins d'habillage » comprend notamment les dépenses de coiffure.

(2) Réparations automobiles, peindre, station-service, péage sur autoroutes, etc.

(3) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolaire, mais aussi auto-école), spectacles, vacances, sports, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électro-ménagers, tirage des films, redevance O.R.T.F., etc.

L'équipe S.I.E.I. adresse à ses nombreuses relations ses meilleurs vœux pour la nouvelle année.

Société Internationale d'Etudes et d'Interventions

5, Boulevard Magenta - 75010 PARIS

Téléphone : (1) 240.67.36

Télécopieur : 210.500 flash ext. 1753

(Publicité)

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE ISLAMIQUE DES COMORES

Ministère de l'Équipement, de l'Environnement et de l'Urbanisme

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

OBJET : Travaux de construction et de bitumage de la route M'EMANI - MOYA à ANOUAN

FINANCEMENT : Le financement est assuré par le FAD (Fonds Africain de Développement)

ÉLIGIBILITÉ : Seules les entreprises ressortissantes des États membres de la BAD et des pays participant au FAD, seront autorisées à soumissionner.

ACHAT DU DOSSIER : À partir du 5 janvier 1983, le dossier peut être obtenu à la DIRECTION GÉNÉRALE DES TRAVAUX PUBLICS - Boîte Postale 12 à MORONI (R.F.I. des Comores) au prix de 150 000 F/CFA ou au BUREAU D'ÉTUDES SECIMO, 83, rue de Villiers 92200 NEUILLY S/SEINE (France) contre la somme de 3 000 FF

REMISE DES OFFRES : Les offres doivent parvenir sous pli fermé à M. le Directeur Général des Travaux Publics de la R.F.I. des Comores, avant le 15 mars 1983 à 12 h. locale.

SOLDÉS

du 3 au 22 Janvier

Aperçu de quelques prix, offre faite dans la limite des stocks disponibles.

COSTUMES fantaisies deux-pièces	1.550-F soldés 1 240 F	COMPLETS habillés avec gilet	1.800-F soldés 1 520 F
VESTONS sport tous coloris	1.050-F soldés 840 F	PANTALONS serge et flanelle	480-F soldés 336 F
PARDESSUS classiques haut luxe	1.500-F soldés 1 200 F	LODENS autrichiens tous coloris	1.500-F soldés 1 200 F
IMPERMEABLES anglais 100 % coton	soldés — 20 %	SPORTWEAR Blousons peaux/cuir	soldés — 20 %
CHEMISES ville/sport Cravates	soldés — 20 %	BONNETERIE Chapellerie Accessoires	soldés — 20 %
RAYON DAMES			
Ensembles - Tailleurs - Jupes	soldés		
Manteaux - Lodens - Impers	— 30 %		

à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820

Magasin ouvert sans interruption du mardi au samedi de 10 h à 19 h, et le lundi de 14 h à 18 h.

BIBLIOGRAPHIE

« CRÉER L'EMPLOI : LA MICRO-ÉCONOMIE »

DE JEAN LECERF

Agir sur le terrain

Jean Lecerf a tiré un enseignement majeur de sa vie de journaliste : il faut regarder les faits et les choses en face, ne pas prendre ses désirs pour des réalités, imaginer, dans ses commentaires, pourquoi pas, mais toujours en fonction des données.

C'est pourquoi, en écrivant son livre « Créer l'emploi : la micro-économie », il s'est méfié des théories qui, au reste, n'arrivent plus aujourd'hui, qu'elles soient de bordes parfaitement opposées, à inspirer des politiques efficaces de lutte contre le chômage.

Après avoir expliqué les mécanismes de création d'emplois et de développement, l'essentiel de sa recherche originale a consisté à regarder comment, sur le terrain, sur le plan local, on pouvait agir pour ouvrir de nouvelles occasions de travail.

La première démarche a consisté à analyser par le menu les circuits économiques de la ville et de la région, puis à créer, avec le plus grand nombre de personnes possibles, un groupement d'intérêt pour le développement du marché (commerçants, artisans, chefs d'entreprise), à organiser les échanges de façon souple (un local, des représentants, un comité d'initiative, d'échanges de services), à susciter enfin des groupes d'enseignants et de chercheurs s'intéressant à la question.

Deuxième temps : constitution d'un réseau d'animateurs. Leur rôle serait de bien repérer la source du ralentissement économique, de renouer des chaînes de solidarité, de flairer des occasions insoupçonnées de travail l'accueil, de surveiller des jeunes complémentaires, de relayer des initiatives locales à celles qui sont prises dans des zones plus vastes.

De ces travaux d'approche concrets doivent naître des plans locaux et régionaux, aboutissant à des contacts, des échanges de travail, à des idées de mobilisation de l'épargne et à un contrôle des résultats.

Les liens avec le plan national doivent être ménagés, et, à cette occasion, Jean Lecerf insiste sur le rôle nouveau qu'il devrait assumer en devenant le lieu de rencontre, d'encadrement des « animateurs » locaux.

L'auteur élargit son propos jusqu'au domaine international, car il n'ignore pas que le chômage est endémique dans le tiers-monde, mais, là aussi, il s'intéresse davantage aux recettes pratiques qu'aux théories. Certains diront peut-être que Jean Lecerf aborde par le petit bout le drame de l'emploi. Ils auront tort. Les réalisations de l'économie informelle, des associations, des coopératives, etc., ont plus fait pour remédier aux conséquences humaines de la crise, voire inventer de nouveaux emplois, que certaines politiques aux vastes ambitions. Le remède « micro-économique » n'est sans doute pas suffisant, mais il est d'abord nécessaire.

PIERRE DROUIN.

Éditions Le Hameau, 15, rue Servandoni, 75006 Paris. 224 pages, 69 F.

TRANSPORTS

JOUR « J » POUR LE MÉTRO FRANCO-VÉNÉZUELIEN DE CARACAS

Le président Luis Herrera Campins a été le seul des quelque 2 500 invités à l'inauguration, dimanche matin 2 janvier, du métro de Caracas à payer son billet et à utiliser les tourniquets automatiques.

Le premier tronçon de 7 kilomètres, pour huit stations, entre l'ouest et le centre de la capitale vénézuélienne a été officiellement inauguré le 2 janvier, trois mois et demi avant la date prévue, et il devrait être mis en service dès ce lundi.

Dans un premier temps, le métro de Caracas, dont les travaux ont commencé en 1976, fonctionnera de 10 heures à 16 heures uniquement. À partir du 12 mars, avec la mise en service des six stations du second tronçon centre-est, le métro sera ouvert de 5 heures du matin à minuit.

Dans sa version définitive, dont l'achèvement est prévu pour 1990, il y aura 56 kilomètres de lignes et cinquante-cinq stations.

Toute la partie de génie civil a été construite par des entreprises vénézuéliennes. Les voies, les voitures, la signalisation et le péage ont été installés par quatorze entreprises françaises réunies au sein du groupement « Carameca (France métro Caracas) ».

Chaque train comprend six wagons sur roues en fer, et est susceptible de transporter 1 200 personnes toutes les trois minutes aux heures de pointe. (A.F.P.)

ÉNERGIE

Point de vue

Un exemple de collaboration Nord-Sud : l'accord gazier franco-algérien

par YVES DURRIEU (*)

ORSQU'EN février 1982, la France conclut, après celui de l'U.R.S.S., l'accord avec la Sonatrach algérienne, un concert de critiques s'élève dans les rangs de l'opposition en France. Le gouvernement avait « bradé » aux Algériens l'argent public, non seulement pour le gaz à fournir dans l'avenir, mais aussi pour celui qui avait été livré depuis deux ans.

Les conclusions du F.M.I. à Toronto au septembre, qui ont mis l'accent sur le rétrécissement des échanges internationaux et le danger d'une banqueroute mondiale, dû en grande partie à l'endettement croissant des pays en voie de développement, permettent de juger sous un jour différent cet accord franco-algérien, dont on commence à voir les diverses implications.

D'abord, cet accord met l'accent sur le prix des matières premières. Le gaz, tout comme le pétrole et les autres produits, ne doit pas, dans l'intérêt de l'équilibre économique mondial, être vendu à bas prix. Nous achetons du gaz cher à la Norvège ; la Belgique a conclu un contrat avec l'Algérie à 4,77 dollars le million de B.T.U. (1), et elle vient de confirmer cet accord. Ce même prix offert par les Algériens à la France correspond d'ailleurs à un rabais de 20 % par rapport au prix du pétrole. Il est certes plus élevé que celui d'autres fournitures de gaz (en particulier celles émanant de l'U.R.S.S.), mais il correspond au coût de la chaîne de liquéfaction du gaz (transporté par bateaux méthaniers, et non pas par gazoduc comme pour le gaz soviétique), qui atteint près de 3 dollars par million de B.T.U. (transport compris).

D'ailleurs, les Algériens ont décidé de ne pas étendre à l'avenir ce système et de ne conclure de nouveaux contrats d'exportation de gaz que par gazoduc (projet d'un second gazoduc vers l'Italie et par le même par l'Espagne). Et si les Américains de Pennsylvanie ont réussi à ne payer que 3,92 dollars du gaz passant par les mêmes chaînes de liquéfaction, c'est parce que les Algériens assurent 60 % du transport maritime pour ce gaz et qu'ils retrouvent donc sous forme de fret un bénéfice confortable.

Le temps ne doit plus être où les pays avancés imposent aux pays pauvres leurs propres prix et suppriment toute marge bénéficiaire pour ces pays. Cela existe encore pour les matières dont on peut se passer ou pour lesquelles on a trouvé des substitu-

tituts, et c'est une des raisons essentielles de la crise dénoncée par le F.M.I.

Si les pays riches payaient les produits alimentaires, le cuivre et autres minéraux à des prix rémunérateurs pour les pays pauvres, avec des plans chers à respecter, les pays pauvres seraient solvables et ne rétrograderaient pas leurs échanges commerciaux, comme ils le font de plus en plus.

Le cas de l'Algérie, là encore, est caractéristique. Grâce à ses ventes de pétrole et de gaz, qui représentent 80 % de ses exportations, ce pays a pu entretenir un taux de croissance de 8 % par an, même dans la période de crise mondiale actuelle. Bien qu'important 50 % de son alimentation, la presque totalité de ses biens de consommation durables et de ses biens d'équipement, elle maintient un équilibre global de sa balance des paiements. Cependant, elle est obligée de limiter considérablement ses investissements, et les grands projets prévus par le plan 1980-1984, tels que la construction d'une usine d'acier, de biens d'équipement suffisants et de haute technicité de sa main-d'œuvre. D'où la double nécessité d'une aide technique importante et d'un accroissement des importations des biens d'équipement.

Cette aide technique et ces importations, les Algériens préfèrent qu'elles viennent de France pour deux types de raisons : la langue (puisque la France continue à être enseignée obligatoirement dans les écoles à partir du cycle primaire), les émigrés algériens en France (qui peuvent assurer la maintenance des équipements et des biens durables utilisés en Algérie, envoyant eux-mêmes les pièces de remplacement).

Or, par suite d'incompatibilités politiques, l'Algérie, jusqu'en 1981, recourait aux Allemands, aux Italiens ou aux Soviétiques plutôt qu'aux Français. Et même pour l'ingénierie des chaînes de liquéfaction du gaz naturel, les Américains se substituaient peu à peu aux Français.

L'arrivée de la gauche au pouvoir après le 10 mai 1981 a créé un nouveau climat, mais ce rapprochement ne s'est concrétisé qu'à partir de l'accord sur le gaz, qui a dégelé la situation. On a déjà évoqué le contrat spectaculaire sur le métro d'Alger, ainsi que d'autres accords sur les transports (chemins de fer, aéronau-

tique), on a également parlé de celui sur la construction de soixante mille logements : il est particulièrement important que nous nous plaçons sur ce marché, qui souffre d'une crise énorme en Algérie : il y faudrait cent mille logements neufs par an, alors que la capacité de construction autochtone n'est que de trente mille.

D'autres contrats, moins connus, ont également été conclus dans d'autres branches : verres, charpentes métalliques, wagons, camions Renault, stockage de céréales, pâtes alimentaires, etc. Et Renault a été pressenti pour concurrencer Fiat à propos de la construction d'une usine d'automobiles d'une capacité de cent mille véhicules par an : il est question également d'entreprises françaises pour l'extension des capacités d'accueil des principaux ports algériens, etc. Sans parler des nouveaux accords de coopération scientifique et technique récemment conclus.

Donc, dix mois après la signature du contrat de gaz, on est en mesure d'en mieux définir les effets. Déboulage psychologique, assainissement économique des relations franco-algériennes, qui reposent désormais sur un prix rémunérateur des matières premières exportées par l'Algérie et en contrepartie sur la signature d'accords de coopération et d'importation de biens d'équipement et de consommation français.

Cette situation peut donc servir d'exemple aux accords bilatéraux de type égalitaire, au moment où le F.M.I. s'inquiète du déséquilibre croissant Nord-Sud et la GATT de l'affaiblissement des échanges internationaux. Et il serait souhaitable que cette leçon, valable au plan énergétique, s'étende à d'autres matières premières, en particulier aux marchés alimentaires et à ceux des métaux : l'équilibre Nord-Sud passe avant tout par l'ouverture de relations, privées de relents colonialistes, par une réévaluation du prix des matières premières des pays en voie de développement et la fixation de prix, plancher.

C'est à l'honneur du gouvernement français que de l'avoir compris à propos de l'Algérie, voire demain avec l'Inde, l'Égypte et l'ensemble de l'Afrique. Tout au plus peut-on regretter que ces accords soient beaucoup trop souvent libellés en dollars, valeur spéculative et pleine d'alses pour tous.

(*) Secrétaire de la commission Énergie du parti socialiste.

(1) B.T.U. : British Thermal Units (1 million de B.T.U. = 252 thermies).

(Publicité)

Banque Islamique de Développement

CONCOURS INTERNATIONAL D'ARCHITECTURE

La Banque Islamique de Développement, institution internationale de financement au développement, annonce qu'elle organisera un concours international d'architecture relatif au plan d'architecture de l'immeuble des sièges de la Banque Islamique de Développement et de l'Institut de formation et de recherche qui sera construit à Jeddah, Arabie Saoudite.

Les cabinets d'architecture et les entreprises d'ingénierie intéressés par ce projet devront soumettre les éléments suivants en vue de la présélection, au plus tard le 12 Rabiat thani 1403 H, correspondant au 26 janvier 1983 :

1. Le nom du cabinet d'architecture, adresse et n° du télex, les nom et qualifications du Directeur, ainsi que les informations similaires relatives aux firmes associées, susceptibles de donner un plan complet d'architecture, de structure, des services de bâtiments, de paysage et de travaux extérieurs.

2. Informations relatives à un maximum de 5 immeubles similaires que le cabinet ou l'entreprise a conçus au cours des 10 dernières années, y compris : — Nom du projet, nom du client, les prix et distinctions obtenus, s'il y a lieu, période de conception du plan, période de construction, coût de la construction (en riyals d'Arabie Saoudite ou en dollars américains), responsabilité, s'il y a lieu, dans la supervision de la construction.

3. Revenu brut des honoraires au cours des cinq dernières années, sur une base annuelle, pour les travaux de conception de plan d'architecture, ainsi que les références bancaires.

4. Une lettre de transmission certifiant que toutes les informations fournies sont exactes.

Les informations en vue de la présélection devront être soumises aux bureaux du Conseiller technique de la Banque pour le concours :

Kattan-Gibb
87, Saqr Quraysh Street
(Main Salamah Street)
Al-Salamah District 1
Jeddah N26 W4 Sector
Téléphone : 683 3732

Une copie de la lettre de transmission devra être envoyée au :

The Director Of Administration
Islamic Development Bank
P.O. Box 5925
Jeddah 21432
Saudi Arabia.

La Banque retiendra une liste maximum de 25 cabinets en vue du concours relatif à la conception du plan de l'immeuble dont la superficie sera d'environ 40 000 m² plus des garages parking.

Un premier prix de SR 100 000 un deuxième de SR 50 000 et un troisième de SR 25 000, ainsi que 3 prix d'honneur seront décernés.

SOCIAL

UN LIVRE DE LOUIS CALISTI

« La Mutualité en mouvement »

Quelle politique pour la santé des Français ? Tel est le thème d'actualité que développe M. Louis Calisti, président de la Fédération nationale des mutuelles de travail (F.N.M.T.) (1), dans l'ouvrage qu'il vient de publier aux Editions sociales sous le titre *La mutualité en mouvement*. L'auteur, responsable mutualiste depuis vingt-cinq ans dans les Bouches-du-Rhône, est président de la F.N.M.T. depuis 1978. C'est dire qu'il connaît son mouvement, la philosophie, les actions exemplaires ou quotidiennes, voire les limites de ce dernier. Il en rappelle l'évolution récente. En 1980, au printemps, des millions de mutualistes s'opposent avec succès à l'établissement du ticket modérateur d'ordre public prévu par M. Raymond Barre. Au lendemain du 10 mai 1981, le gouvernement socialiste manifeste l'importance politique qu'il attache au fait mutualiste. M. François Mitterrand se rend même au congrès, à Bordeaux, de la Fédération de la mutualité française, la plus puissante organisation du mouvement.

Pour M. Calisti, toute prise de position politique vis-à-vis de qui que ce soit est exclue - comme elle l'a été depuis la création de la mutualité. Mais comment coopérer avec le gouvernement sur la base des textes existants, avec les collectivités locales, les comités d'entreprise, etc. ?

Il faut, écrit M. Calisti, élaborer une autre réponse aux besoins de santé, satisfaire ces besoins en réduisant leurs coûts au minimum, par le biais, notamment, de centres de santé et, plus généralement, de formules autogestionnaires. Le message rassurera-t-il les craintes de ceux que gêne la mutualité - les milieux patronaux, les médecins libéraux ?

L'ouvrage intéressera sans doute tous ceux qui se préoccupent de l'avenir en matière de politique de santé. Le fait mutualiste, désormais, paraît acquis. - D.R.

(1) F.N.M.T., 11, rue Dieu, Paris 75010. Tél. 203.14.15.
* La mutualité en mouvement, Editions sociales - 185 pages, 60 F.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **Robotique: accord CEM-Japon.** - La Compagnie électromécanique (CEM) vient de signer deux accords dans la robotique industrielle avec la firme japonaise Yaskawa. Aux termes du premier accord, la CEM distribuera sous sa marque en France des robots destinés à l'assemblage et au transport. En échange, Yaskawa commercialisera au Japon les petits robots fabriqués par la SCEMI, filiale de la CEM. Le deuxième accord vise à étendre à la robotique la collaboration existant déjà entre les deux firmes dans les moteurs plats. CEM disposera ainsi de la technologie japonaise pour élargir sa gamme de robots.

Automobile

● **Le gouvernement malaisien a signé avec les sociétés du groupe Mitsubishi une lettre d'intention pour la fabrication, à terme, d'une voiture purement nationale destinée à couvrir plus de 60 % du marché d'ici à 1990.** Dans un premier

temps, Mitsubishi construira, en coopération avec l'entreprise malaisienne nationale, Heavy Industries Corp. (HICOM), une usine de presse où seront fabriquées des pièces de carrosserie. Une automobile sera montée sur place à partir de ces pièces et des éléments importés du Japon (lesquels représenteront encore 64 % de la valeur totale des véhicules).

La société devrait produire, dès 1986, 20 000 voitures par an, sa capacité totale étant de 80 000 unités. Dès 1988, une nouvelle tranche d'investissement devrait porter cette capacité à 120 000 unités par an. L'investissement initial est de 240 millions de dollars, soit environ, 1,68 milliard de francs.

● **Augmentation des ventes de voitures neuves au Japon.** - Les ventes de voitures neuves au Japon ont atteint 3 927 000 unités en 1982, soit 0,7 % de plus qu'en 1981. Selon des sources industrielles, cette augmentation annuelle, la première depuis trois ans, peut être attribuée à la commercialisation de nouveaux modèles en 1982 et à la promotion

AGRICULTURE

Le Conseil d'Etat juge illégales certaines redevances perçues par les services vétérinaires

Un décret du 21 novembre 1973 a autorisé, sous certaines conditions, la direction des services vétérinaires du ministère de l'Agriculture à prélever des redevances sur les importateurs et les exportateurs et, de manière générale, sur les personnes, qui feraient appel aux fonctionnaires ou agents de ces services. La redevance est perçue au profit du Trésor public, soit lorsque l'intervention des services vétérinaires est obligatoire en vertu de textes (inspection d'abattoirs, visite d'animaux sur pied destinés à l'exportation, etc.), est pratiquée en dehors de l'horaire normal de travail, soit lorsque le concours des services est demandé pour des expertises ou des consultations n'entrant pas dans leurs missions obligatoires (délivrance de certificats ou de « labels » sanitaires pour l'exportation, etc.). Le produit de cette redevance, justifiée par l'idée qu'il appartient à l'usager de payer le service qui lui est rendu, est utilisé pour améliorer les rémunérations et

les moyens en matériel des personnels des services vétérinaires.

Saisi par un syndicat professionnel, le Conseil d'Etat a annulé, le 10 décembre, le décret et ses mesures d'application. Il a estimé, d'autre part, que les fonctionnaires et agents de la direction des services vétérinaires remplissent, dans l'exercice de leurs attributions obligatoires, une mission de contrôle instituée non dans le seul intérêt des professionnels, qui y sont soumis, mais essentiellement dans un intérêt général de protection de la santé publique : leurs interventions, même pratiquées en dehors de l'horaire normal de travail, ne peuvent donc, légitimement donner lieu à la perception d'une redevance. Il a jugé, d'autre part, que les services rendus par ces mêmes agents en dehors de leurs attributions obligatoires, le sont à titre privé : l'administration ne peut donc exiger une redevance en contrepartie de ces services.

ÉTRANGER

En Belgique

Les Galeries Anspach déposent leur bilan

De notre correspondant

Bruxelles. - Pour la grande distribution, qui se débat contre la crise avec des succès variables, l'année 1982 commence plutôt mal. Profitant de la période des fêtes, les Galeries Anspach ont annoncé qu'elles déposeraient leur bilan au tribunal de commerce le lundi 3 janvier. Les quelques huit cents membres du personnel ont appris par la radio - les journaux n'ayant pas paru le dimanche - qu'ils ne devraient pas se présenter à leur poste de travail. Ils doivent s'attendre à un licenciement formel dans les jours à venir.

Les Galeries Anspach sont l'un des plus grands magasins de Bruxelles. Mais elles sont plus que cela, étant devenues, au fil des ans, une institution de la vie sociale dans la capitale.

La société des Galeries Anspach ne comprend pas seulement le grand magasin inauguré au centre de Bruxelles en 1898. Après s'être étendu au cours des ans, suite de nouveaux contrats, le groupe compte encore deux magasins dans la banlieue de la capitale et trois autres à Mons, à Charleroi et à La Louvière. Les entreprises de grande distribution en Belgique sont toutes frappées par la baisse du pouvoir d'achat consécutive à la dévaluation du franc belge l'an dernier, et aussi à la politique du contrôle des prix et des salaires.

Les Galeries Anspach connaissent toutefois bien des difficultés depuis de nombreuses années. Rachetées en 1971 par le groupe américain Sears-Roebuck de Chicago, les affaires de l'entreprise n'en prirent pas moins une tournure très mauvaise. En janvier 1972, les Américains décidèrent de passer la main et, pour une période tout au moins, les Galeries Anspach se retrouvèrent de nouveau entre des mains belges, jusqu'à ce qu'elles soient rachetées, en novembre 1977, par le groupe français Agache-Wiloot. Depuis que ce dernier est lui-même en liquidation judiciaire, les Galeries Anspach comptent récupérer certaines créances s'élevant à 1 milliard de francs belges environ (soit à peu près 140 millions de francs français). Mais, comme l'a expliqué le président du conseil d'administration, M. de Creyencourt : « Rien n'est venu de France... »

En octobre, la direction des Galeries Anspach avait présenté un plan de concordat. L'une de ses clauses prévoyait que le personnel de l'entreprise renoncerait à 10 % de ses salaires. Aujourd'hui, les organisations syndicales, chrétiennes et socialistes, se déclarent stupéfaites par la façon dont la fermeture vient d'être annoncée durant le week-end de la Saint-Sylvestre, et sans qu'une nouvelle concertation ait pu avoir lieu. La direction affirme toutefois que « car-

Aux Etats-Unis

LA PLUPART DES SECTEURS INDUSTRIELS CONNAÎT-RAIENT UNE REPRISE MODERÉE EN 1983

Washington (A.F.P.). - 1983 sera une année de reprise économique modérée et nombre d'industries enregistreront une nette amélioration de leurs activités, prédit dans un rapport publié le 31 décembre le département du commerce. Ce rapport, intitulé « Perspectives industrielles 1983 », indique que 82 % des deux cent douze secteurs industriels étudiés prévoient une augmentation de leurs ventes l'an prochain. Pour l'année 1982, 31 % seulement de ces secteurs ont enregistré une progression de leurs ventes.

Le rapport indique que les industries de haute technologie électronique, informatique, robotique, communications, aérospatiales, etc., continueront à être en 1983 les « étoiles brillantes » de l'industrie américaine, devant enregistrer à nouveau des « résultats records ».

Seront en reprise : le bâtiment, la valeur en dollars constants des nouvelles constructions devrait progresser de 4 % pour atteindre son plus haut niveau depuis 1978 - Plus de 1 million de logements devraient être construits contre 1 million en 1982 ; l'industrie automobile : la production devrait s'accroître prochainement de 19 %, à 6,8 millions de véhicules.

En revanche connaîtront une certaine stagnation, les machines-outils et les biens d'équipement (la véritable reprise n'interviendra qu'après 1983) ; le matériel agricole (ce secteur continuera à être affecté par la baisse des prix et des revenus agricoles) ; les transports aériens (la reprise « pourrait venir » trop tard pour certaines compagnies en difficulté) ; l'aéronautique (la demande civile diminuera faiblement pendant que l'impact de l'augmentation des commandes militaires ne se fera sentir que progressivement), et le nucléaire (l'année ne sera sans doute pas très bonne pour les constructeurs de centrales).

Commercé

● **Concertation franco-tunisienne sur le problème de l'immigration française.** - La mission officielle à Tunis le 25 décembre par deux représentants français s'est conclue par une reprise du dialogue. La convention mixte relative à la circulation des personnes entre la Tunisie et la France restera en vigueur. La presse tunisienne, après de nombreuses critiques sur les conditions actuelles d'accueil en France, a manifesté son approbation de cette reprise de la concertation en la matière.

Energie

● **Le gazoduc euro-sibérien** - M. Boris Tchitcherine, ministre soviétique de la construction des entreprises de l'industrie du pétrole et du gaz, a affirmé, le 2 janvier, dans un entretien accordé à *Troude*, l'organe des syndicats soviétiques, que le gazoduc serait « achevé en 1983 » et que la mise en service correspondrait « aux accords conclus ». Pour M. Tchitcherine, l'année 1982 a été une année record pour l'industrie du gaz de l'Union soviétique. Selon lui, l'U.R.S.S. a produit cette année 500 milliards de mètres cubes de gaz naturel, soit 16 milliards de mètres cubes de plus que prévu par le plan. La production de 1982 est également supérieure de 65 milliards de mètres cubes à celle de 1980, a-t-il ajouté. - (A.F.P.)

Transport

● **Prochaine autorisation de recherche pétrolière sur le sol américain pour le Koweït.** - Le gouvernement de Washington s'apprête à autoriser le Koweït à obtenir, à travers le contrôle de sociétés américaines, des permis de recherches minières et pétrolières sur le domaine fédéral. Un porte-parole de ce département a précisé que cette autorisation demandée par le Koweït lui sera accordée étant donné qu'une enquête approfondie a montré que ce pays ne pratique pas de discrimination économique à l'égard de sociétés américaines sur son territoire. La Koweït Petroleum Corp a racheté l'an dernier, pour 2,5 milliards de dollars, une importante société américaine, engagée notamment dans la recherche d'hydrocarbures aux Etats-Unis, la Santa-Fe Corp.

● **Le Fonds d'action sociale a décidé de dédommager les syndicats pour les frais qu'ils avaient engagés lors de la constitution des dossiers de régularisation des travailleurs clandestins.** - Les sommes accordées sont particulièrement importantes : 390 000 F pour la C.G.T., 390 000 F pour la C.F.D.T., 150 000 F pour la F.O., 70 000 F pour la C.F.T.C. Autre particularité : cette somme sera prélevée sur le budget réservé à l'organisation de la « Semaine de dialogue » Français-Immigrés.

Social

● **Accord salarial à la Compagnie générale maritime et financière.** - Un accord salarial pour 1982 et 1983 a été signé à la Compagnie générale maritime et financière par les quatre organisations syndicales représentatives - C.G.C.F.O., C.F.D.T. et C.G.T. - du personnel sédentaire. L'accord qui intéresse plus de quatre mille personnes porte à 8 % le niveau de l'augmentation générale des salaires consentie pour 1982 et prévoit également pour 1983 une augmentation générale de 8 % en quatre étapes : 2 % au 1^{er} mars, au 1^{er} juillet, au 1^{er} octobre et au 1^{er} décembre. A ces augmentations générales, s'ajoute une hausse de 2 % s'échelonnant en trois étapes du 1^{er} décembre 1982 au 1^{er} décembre 1983 : les titulaires de bas salaires bénéficiant plus tôt des augmentations que les hauts revenus.

● **Le Crédit du Nord a ouvert une succursale à New-York.** - A cette occasion, M. David DAUTRESME, Président-Directeur Général du CRÉDIT DU NORD, a été reçu aux Etats-Unis où il a eu de nombreux contacts avec de hauts responsables des secteurs bancaires, financiers et industriels américains. Ce déplacement manifeste l'importance que revêt cette nouvelle implantation dans la stratégie internationale du CRÉDIT DU NORD. Déjà présent à New-York depuis trois ans sous forme de représentation, le CRÉDIT DU NORD se dote des moyens lui permettant d'intervenir directement sur le marché américain et de répondre à l'ensemble des besoins de sa clientèle française engagée sur ce marché.

Pour animer ce nouvel ensemble d'activités aux Etats-Unis, le CRÉDIT DU NORD a nommé Chief Executive Officer pour les United States, Monsieur Luc de CLAPIERS étant chargé de la direction de la succursale. M. James R. DRUMWRIGHT, qui a exercé pendant vingt-trois ans d'importantes responsabilités dans les secteurs domestique et international de la BANK OF AMERICA, et qui fut notamment en charge, pour cette banque, de la cote Est des Etats-Unis et du Canada ainsi que de l'Agence internationale de crédit établissement à New-York, est une personnalité bien connue des milieux d'affaires américains. Ainsi que la presse américaine s'en fait écho, son expérience sera un atout important pour permettre au CRÉDIT DU NORD d'atteindre ses objectifs sur ce marché prioritaire.

Transport

● **Singapore Airlines renonce à quatre nouveaux Airbus.** - La compagnie aérienne singapourienne Singapore Airlines (SIA) a renoncé à l'option qu'elle avait prise pour l'achat de quatre nouveaux Airbus, a indiqué, le 2 janvier, un porte-parole de la SIA. La compagnie, qui possède déjà douze Airbus (six en activité et six autres qui doivent être livrés en avril prochain), est à la recherche de nouveaux appareils, a ajouté le porte-parole. Il a précisé que la décision de la SIA de ne pas confirmer son option sur les quatre Airbus n'était pas définitive. - (A.F.P.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LE CRÉDIT DU NORD OUVRE UNE SUCCURSALE A NEW-YORK

Le 1^{er} décembre 1982, le CRÉDIT DU NORD a ouvert une succursale à New-York.

A cette occasion, M. David DAUTRESME, Président-Directeur Général du CRÉDIT DU NORD, a été reçu aux Etats-Unis où il a eu de nombreux contacts avec de hauts responsables des secteurs bancaires, financiers et industriels américains.

Ce déplacement manifeste l'importance que revêt cette nouvelle implantation dans la stratégie internationale du CRÉDIT DU NORD. Déjà présent à New-York depuis trois ans sous forme de représentation, le CRÉDIT DU NORD se dote des moyens lui permettant d'intervenir directement sur le marché américain et de répondre à l'ensemble des besoins de sa clientèle française engagée sur ce marché.

Pour animer ce nouvel ensemble d'activités aux Etats-Unis, le CRÉDIT DU

NORD a nommé Chief Executive Officer pour les United States, Monsieur Luc de CLAPIERS étant chargé de la direction de la succursale.

M. James R. DRUMWRIGHT, qui a exercé pendant vingt-trois ans d'importantes responsabilités dans les secteurs domestique et international de la BANK OF AMERICA, et qui fut notamment en charge, pour cette banque, de la cote Est des Etats-Unis et du Canada ainsi que de l'Agence internationale de crédit établissement à New-York, est une personnalité bien connue des milieux d'affaires américains. Ainsi que la presse américaine s'en fait écho, son expérience sera un atout important pour permettre au CRÉDIT DU NORD d'atteindre ses objectifs sur ce marché prioritaire.

Crédit du Nord

520 Madison Avenue
NEW-YORK, N.Y. 10022
Tél. : (212) 306-50-00

PLACEMENT PIERRE :

Offrez-vous la sécurité et les revenus

des immeubles
loués à des entreprises.

Il y a une pierre et pierre, les propriétaires sont bien placés pour le savoir. Les immeubles de bureaux, commerces ou entrepôts offrent un meilleur rapport que les logements. Les conditions de leur location n'ont pas été modifiées par les nouvelles lois qui incombent fréquemment ceux qui louent un logement à des particuliers. Revenus-Pierre possède déjà 17 immeubles loués à plus de 50 entreprises. Ce patrimoine est divisé en parts détenues par plus de 2 000 personnes. Devenir vous aussi propriétaire du patrimoine de Revenus-Pierre en souscrivant aux parts qui sont actuellement émises : ces parts coûtent moins de 2 000 F chacune.



Bulletin-réponse
Et vous recevez des précisions sur tous ces points et des photos des immeubles sans aucun engagement.

• Les 4 avantages fiscaux
• La sécurité offerte par le Groupe de la Compagnie Bancaire
• Des résultats contrôlés et publics
• Loyers versés et réévaluation du capital
• La disponibilité rapide du placement.

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____
Tél. (dom) _____ (bureau) _____
Remarque : ce bulletin à Revenus-Pierre
5, avenue Maréchal - 75780 Paris Cedex 16 - Tél. : 601.30.00

Etranger

R.F.A.

● **Pour la première fois depuis 1966, l'Allemagne fédérale devrait enregistrer en 1982 un déficit, qui s'élèverait à 2 milliards de marks, dans son commerce avec les pays de l'Europe de l'Est.** Selon le ministère ouest-allemand de l'Economie, au cours des dix premiers mois de cette année, les exportations allemandes vers ces pays ont augmenté de 5,6 %, alors que les importations ont augmenté de 17,1 %. La moitié du commerce de l'Allemagne fédérale avec ces pays, qui devrait totaliser 40 milliards de DM, a été réalisée avec l'U.R.S.S., souligne le ministère, ce qui place la R.F.A. au troisième rang des fournisseurs occidentaux de l'U.R.S.S., après les Etats-Unis et le Japon. - (A.F.P.)



SLIVINTER

Société d'Investissement à Capital Variable - SICAV
Exercice 1981 - 1982

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société réunie le 23/12/1982 sous la présidence de M. Georges SMOLARSKI a approuvé les comptes de l'exercice 1981/1982. Les produits distribuables s'élèvent à F 14 408 392,37. L'Assemblée a décidé d'attribuer à partir du 24/12/1982 un revenu global de F 11 45 composé d'un dividende net de F 10 45 et d'un impôt déjà payé au Trésor (crédit d'impôt) de F 1,00. Le dividende sera matérialisé par le paiement du coupon n° 23. Dans son allocution, le Président a rappelé que le capital maximum qui avait été assigné à SLIVINTER par le Ministère de l'Economie et des Finances avait été atteint récemment et qu'en conséquence les émissions d'actions étaient suspendues. En particulier, les actionnaires de SLIVINTER ne peuvent bénéficier du rinvestissement de leur dividende en franchise de droit d'entrée. Enfin l'Assemblée a mis les statuts de la Société en harmonie avec les dispositions de l'article 31 de la loi n° 81-1162 du 30 décembre 1981.

هكسان الأول

MARCHÉS FINANCIERS

**BILAN HEBDOMADAIRE
DE LA BANQUE DE FRANCE**

Principaux postes sujets à variation
(en millions de francs)

ACTIF		Am 16-12-1962
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER		254 352
dont :		
Or		170 554
Disponibilités à vue à l'étranger		11 087
ECU		59 440
Avances au Fonds de stabilisation des changes		13 260
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR		5 417
dont :		
Concours au Trésor public		x
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REMBourseMENT		246 091
dont :		
Effets escomptés		83 532
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DU FECOM		47 101
		6 339
5) DIVERS		569 36
	Total	
PASSE		
1) BILLETTS EN CIRCULATION		176 63
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS		10 76
3) COMPTES COURANT DU TRÉSOR PUBLIC		33 98
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS		77 86
dont :		
Comptes courants de découverts des entreprises adhérents à la caisse de réserve		47 71
5) ECU À LIVRER AU FECOM		53 94
6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR		193 33
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE		2 28
8) DIVERS		11 81
	Total	569 36

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES
Indice corrigé de base 100 en 1949

Valuers frang. à revenu variable	808	802 5
Valuers étrangers	2347,4	2308,9
Russ 100 : 29 décembre 1972		
Valuers frang. à revenu variable	118,3	112,8
Valuers étrangers	317,6	316,9
Russ 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises		
au 1er janv. Russ 100 au 31-12-1981 :	104,2	102,2
Pièces-Energie	71,2	71,2
Métallurgie	71,5	70,9
Chimie	98,8	98,8
Bâtim. mat. constur., trav. publics	102	100
Construction mécaniques	116,6	116,6
Industrie électrique	94,9	95,8
Industrie de produits chimiques	117	117,1
Industrie de caoutchouc, souf. alt.	120,5	120,5
Aggr.-diffusion	91	92
Alimentation	119,9	119,9
Transport	91,8	91,8
Services	109,9	109,9
Assurances	130,6	132,1
Industrie de biens de consommation	110,4	112,2
Industrie de l'équipement	106,8	107,7
Industrie de biens d'équipement	106,8	107,7
Russ 100 : 28 décembre 1980		
Valuers français à revenu fixe	98,7	98
Emprunts d'Etat	98,7	98
Emprunts garantis et non garantis	98,7	98
Sociétés	98,7	98
Russ 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et non garantis	98	97
Sociétés	98,8	98
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGEMENT		
Russ 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	100,4	100
Produits de base	99,9	99
Construction	99,9	97
Matières d'équipement	99,9	97
Matières de consommation	99,9	97
Matières de consommation, non durables	100,2	100
Matières de consommation, durables	119	117
Services	117,6	117
Sociétés	117,6	117
Sociétés de la zone franc exploitant industriellement l'Afrique	97,4	97
Valuers indifférenciés	97,4	97
BOURSES REGIONALES		
Russ 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	100,8	100

LA VIE DES SOCIÉTÉS

CHARFA. — Cette société est la maison mère d'un groupe d'entreprises spécialisées dans l'emballage, en particulier, dans la fabrication de sacs en papier et en polypropylène, de caisses en carton ondulé, d'emballages en polystyrène expansé ainsi que de films et housses en polyéthylène rétractable. La seule société Charfa a enregistré, en 1980, un chiffre d'affaires voisin de 382 millions de francs, soit une progression de 11 % sur le précédent exercice. Le résultat, après déduction des amortissements (moins avant impôts), s'établit à 22 millions de francs contre 12,95 millions de francs en 1981. Ces chiffres devraient permettre au conseil d'administration de décider une

augmentation du dividende (15,50 F net en 1981, plus avoir fiscal), encore que « les perspectives d'activité pour le premier trimestre 1983 sont incertaines », précise la firme dans ses dernières lettres aux actionnaires.

« Alors que dans l'industrie papetière de nombreuses entreprises sont malades et ne survivent que grâce aux subides de la collectivité, toutes nos exploitations ont obtenu des résultats positifs en 1982 », ajoute la société française, qui se situe au 52^e rang du classement des 500 premières entreprises françaises (réalisé par notre confrère le *Nouvel Economiste*) en termes de capitaux propres, au 30^e rang pour le chiffre d'affaires et au 15^e rang pour la marge brute d'autofinancement. Charfia figure au 6^e rang, en termes de chiffre d'affaires, dans le secteur papier, cartons et emballage, et au premier rang en ce qui concerne le capital net.

INDOSUEZ. — Le capital de la banque a été porté de 1 milliard de francs à 1,5 milliard de francs, par émission en numéraire de 300 millions de francs, souscrite par la Compagnie financière de Soez, actionnaire unique, et incorporation de réserves. Les fonds propres de la banque s'élèvent, désormais, à 2 milliards de francs.

INDICES QUOTIDIENS

	38 déc.	31 déc.
Valeurs françaises	165	
Valeurs étrangères	138,9	

DES AGENTS DE CHANGE

	(Base 100: 31 dec. 1983)	30 dec.	31 dec.
Índice geral		101,3	100,2

INDEX DU MARCHÉ MONÉTAIRE 123/45

COURS DU DOLLAR A TOKYO

r (en yans) 234,20 | clas

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous sépare de nos dernières éditions, nous pourrions à peine nous contenter de ces quelques figures.

Marché à terme

Cours des dérivés de pétrole, tous pétroles										Cours des dérivés de pétrole, tous pétroles									
derniers cours. Date de ces cours d'évaluation le lendemain de la première édition.										derniers cours. Date de ces cours d'évaluation le lendemain de la première édition.									
Comptes	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	Compt.	Compt.	Compt.	Compt.	Compt.	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	Compt.	Compt.	Compt.	Compt.	Compt.	Compt.
Comptes	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	Compt.	Compt.	Compt.	Compt.	Compt.	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	Compt.	Compt.	Compt.	Compt.	Compt.	Compt.
1950	A.E. 5077	1524	1529	1528	1529	1528	1528	1528	1528	Petrol	558	562	562	571	390	Petrol-Rainco	357 50	345	244 90
430	C.A.E. 3	519	519	519	519	519	519	519	519	Petrol-Rainco	357 50	345	244 90	345	85	Valloune	1180	1220	1220
430	Al. Liquid	416	403	403	403	403	403	403	403	Petrol-Rainco	357 50	345	244 90	345	85	Valloune	1180	1220	1220
315	Al. Liquid	416	403	403	403	403	403	403	403	Petrol-Rainco	357 50	345	244 90	345	85	Valloune	1180	1220	1220
315	Al. Liquid	416	403	403	403	403	403	403	403	Petrol-Rainco	357 50	345	244 90	345	85	Valloune	1180	1220	1220
315	Al. Liquid	416	403	403	403	403	403	403	403	Petrol-Rainco	357 50	345	244 90	345	85	Valloune	1180	1220	1220
315	Al. Liquid	416	403	403	403	403	403	403	403	Petrol-Rainco	357 50	345	244 90	345	85	Valloune	1180	1220	1220
315	Al. Liquid	416	403	403	403	403	403	403	403	Petrol-Rainco	357 50	345	244 90	345	85	Valloune	1180	1220	1220
315	Al. Liquid	416	403	403	403	403	403	403	403	Petrol-Rainco	357 50	345	244 90	345	85	Valloune	1180	1220	1220
315	Al. Liquid	416	403	403	403	403	403	403	403	Petrol-Rainco	357 50	345	244 90	345	85	Valloune	1180	1220	1220
315	Al. Liquid	416	403	403	403	403	403	403	403	Petrol-Rainco	357 50	345	244 90	345	85	Valloune	1180	1220	1220
315	Al. Liquid	416	403	403	403	403	403	403	403	Petrol-Rainco	357 50	345	244 90	345	85	Valloune	1180	1220	1220
315	Al. Liquid	416	403	403	403	403	403	403	403	Petrol-Rainco	357 50	345	244 90	345	85	Valloune	1180	1220	1220
315	Al. Liquid	416	403	403	403	403	403	403	403	Petrol-Rainco	357 50	345	244 90	345	85	Valloune	1180	1220	1220
315	Al. Liquid	416	403	403	403	403	403	403	403	Petrol-Rainco	357 50	345	244 90	345	85	Valloune	1180	1220	1220
315	Al. Liquid	416	403	403	403	403	403	403	403	Petrol-Rainco	357 50	345	244 90	345	85	Valloune	1180	1220	1220
315	Al. Liquid	416	403	403	403	403	403	403	403	Petrol-Rainco	357 50	345	244 90	345	85	Valloune	1180	1220	1220
315	Al. Liquid	416	403	403	403	403	403	403	403	Petrol-Rainco	357 50	345	244 90	345	85	Valloune	1180	1220	1220
315	Al. Liquid	416	403	403	403	403	403	403	403	Petrol-Rainco	357 50	345	244 90	345	85	Valloune	1180	1220	1220

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cession des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette

COTE DES CHANGES		COURS DES BILLETS AUX GUICHETS	
100 francs	100	100 francs	100
50 francs	50	50 francs	50
20 francs	20	20 francs	20
10 francs	10	10 francs	10
5 francs	5	5 francs	5
2 francs	2	2 francs	2
1 franc	1	1 franc	1

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix	COURS 31/12	Achat	Vente
Exercice 15 (1)	8 707		8 600	8 890
Belgique (100 DM)	282 160		275	289
Allemagne (100 F)			13 400	14 500
Pays-Bas (100 f)	255 700		250	252
Danemark (100 kr)	90 330		78	82
Norvège (100 kr)	96 520		83	88
Grèce-Roumanie (1)	10 865		10 550	11 350
Grèce (100 drachmes)				8
Inde (100 r)	4 915		4 750	5 200
Suisse (100 f)	335 650		328	345
Scandinavie (100 kr)	92 100		88	95
Autriche (100 sch)	40 360		39 400	41 100
Espagne (100 pes)	5 355		5 050	5 500
Portugal (100 mil)	7 450			7 620
Japon (100 yen)	5 418		5 270	5 540
France (100 francs)	2 891		2 760	2 900

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 31/12.
100 fr (dole en bars)	97850	97250
100 fr (en lingots)	98000	97650
100 francs (20 fr)	870	869
100 francs (10 fr)	439	441
100 francs (5 fr)	640	647
100 francs (20 fr)	818	815
100 francs (10 fr)	760	789
100 francs (5 fr)	3290	3340
100 francs (20 fr)	1670	1650
100 francs (10 fr)	811 25	809
100 francs (5 fr)	3850	3890
100 francs (20 fr)	643	650

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. L'AVENIR DE L'ÉCOLE PRIVÉE : « Un affrontement déraisonnable », par Jean-Louis Piednot ; « Un principe fondamental », par André Damien ; « Propositions de paix scolaire », par Paul Fraisse ; « Une erreur qui ne pardonne pas », par Raymond Triboulet.

ÉTRANGER

3. ASIE
- CAMBODGE : le prince Sihanouk quitte la coalition anti-vietnamienne.
3.4. AFRIQUE
- SÉNÉGAL : Dakar et l'irréductible casançais.
- TUNISIE : les négociations tatariales se déroulent dans une atmosphère tendue.
4 et 6. AMÉRIQUES
- ARGENTINE : Buenos-Aires revendique toujours la souveraineté sur les Malouines.
6.7. PROCHE-ORIENT
- Les pourparlers israélo-libanais.
- La guerre du Golfe.
7. EUROPE
- Ankara prône la discrétion auprès de Sofia pour lutter contre la contrebande d'armes.

POLITIQUE

10-11. L'entretien télévisé de M. Mitterrand à Antenne 2.
12. La situation en Corée après les violences du week-end.

SOCIÉTÉ

13. POLICE : le développement de l'otage.
18. SPORTS : le cinquième Rallye Paris-Alger-Dakar.

CHRONOLOGIE

14 à 17. Les événements de 1982.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

19 à 22. LES MARCHÉS FINANCIERS EN 1982 : le sursaut.
- MARCHÉ DE PARIS : la chute de l'industrie lourde.
- BOURSES ÉTRANGÈRES : l'élan du marché américain.

CULTURE

23. JAZZ : chants et poésie populaires noirs.

RÉGIONS

34. ILE-DE-FRANCE : les premières maquettes de l'Expo 89 vont être présentées au président de la République.
- LIMOUSIN : signature de la convention culturelle État-région.

ÉCONOMIE

35. CONJONCTURE.
- ÉNERGIE. - Point de vue : « Un exemple de collaboration Nord-Sud : l'accord gazier franco-algérien », par Yves Dureau.
36. SOCIAL.
- AGRICULTURE.
- ÉTRANGER.

RADIO-TÉLÉVISION (25)
INFORMATIONS
SERVICES (33):
Troisième âge : Météorologie ; Mous croisés.
Années classées (26 à 32) : Carnet (18) ; Programmes des spectacles (24) ; Légende d'honneur (33) ; Marchés financiers (37).

SOLDES D'HIVER
LE BAZAR A TISSUS
LE PLUS CHIC
LE PLUS GRAND
LE PLUS ÉTONNANT
TISSUS
"COUTURE"
ET
"DÉCORATION"
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

PREMIÈRE CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU NOUVEAU CHEF DU P.C. SOVIÉTIQUE

Le sommet du pacte de Varsovie à Prague devrait endosser officiellement les propositions de M. Andropov

Le maréchal Koulikov, premier vice-ministre soviétique de la défense et commandant en chef des forces unifiées du pacte de Varsovie, est arrivé dimanche 2 janvier à Prague en prévision de la session du comité politique consultatif de l'Organisation militaire des pays de l'Est, qui se tient mardi 4 et mercredi 5 janvier dans la capitale tchécoslovaque.

Cette session du comité, qui regroupe les chefs de parti et de gouvernement des sept pays membres (1) est la dix-huitième depuis la création du pacte en 1955 et la première depuis celle de mai 1980 à Varsovie (depuis une dizaine d'années les sessions ont lieu une fois tous les deux ans). C'est aussi l'occasion du premier voyage de M. Andropov à l'étranger depuis sa nomination à la tête du parti soviétique et de sa première participation en cette qualité à une rencontre multilatérale avec ses pairs d'Europe de l'Est.

Le successeur de Brejnev avait en effet avec ces derniers une série de rencontres à Moscou à la fin de décembre, à l'occasion du 60^e anniversaire de la fondation de l'Etat soviétique.

On s'attend dans les milieux informés à Moscou que la réunion de Prague endosse officiellement les dernières propositions de M. Andropov à propos des armements nucléaires. Mais les affaires d'Afghanistan, de Pologne et les relations avec la Chine pourraient aussi être abordées.

Sans faire allusion à la réunion de Prague, la Pravda a une nouvelle fois dénoncé, dimanche 2 janvier, la politique américaine qui, selon le quotidien soviétique, « vise franchement à liquider la parité stratégique et à obtenir des avantages » pour les Etats-Unis. Le journal note que « l'orientation militariste et chauvine » de Washington a servi de « catalyseur » à un « processus radicalisé » : une « poussée extraordinaire des mouvements antimilitaristes et antinucléaires » aux Etats-Unis, en Europe occidentale, au Japon et ailleurs au cours de l'année écoulée. « Les forces pacifistes de la planète doivent déployer de nouveaux efforts encore plus concertés dans l'année qui commence », conclut la Pravda.

Au Vatican, Jean-Paul II a fait lire dimanche dans les églises un message pour la paix dont le contenu avait été révélé antérieurement (le Monde des 26-27 décembre). Le souverain pontife y déclare notamment : « Il est difficile d'imaginer que le problème de la paix dans le monde puisse être résolu de manière unilatérale, sans la participation et l'engagement concerté de tous (...). Tout comme le dialogue, les demandes de réduction progressive des armements, nucléaires ou classiques, doivent être adressées simultanément à toutes les parties concernées. Les puissances qui s'opposent doivent pouvoir traverser ensemble les diverses étapes du désarmement et s'engager envers chacune d'elle de manière égale. » (A.F.P.)

M. GENSCHER : des « progrès substantiels » dans la position soviétique.

A Bonn, M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, a constaté dimanche « des progrès substantiels incontestables dans la position soviétique sur le désarmement nucléaire » et demandé que cette attitude soit utilisée pour des « négociations constructives » à Genève. Rappelant que « l'objectif idéal » est l'option zéro de M. Reagan, le ministre a ajouté : « Si cet objectif n'est pas réalisable, tout doit être fait pour que le nombre des fusées à moyenne portée reste au niveau le plus bas possible, du côté américain comme du côté soviétique ».

De son côté, M. Vogel, candidat du S.P.D. à la chancellerie, a annoncé qu'il fera, du 5 au 7 janvier, une visite aux Etats-Unis et qu'il se rendra ensuite, du 10 au 12 janvier, à Moscou pour un entretien avec M. Andropov.

A Londres M. David Steel, chef du parti libéral britannique, a demandé qu'il mette « la sincérité de M. Andropov à l'épreuve, plutôt que de mépriser chaque initiative ». Affirmant qu'il faut « être prêt à prendre des risques pour la paix », il a estimé qu'« un gel nucléaire peut être l'ultime mesure capable de redonner confiance ».

M. Abdel Rahman Khane (Algérie) a été réélu pour la troisième fois directeur exécutif de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI). Il assumera ses fonctions jusqu'en décembre 1984. M. Khane, ancien secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), avait été nommé pour la première fois à ce poste en janvier 1975. (A.F.P.)

(1) Bulgarie, Hongrie, Pologne, R.D.A., Roumanie, Tchécoslovaquie et U.R.S.S.

MGR DECOURTRAY SE PRONONCE POUR UNE DÉCISION UNILATÉRALE PRUDENTE

Mgr Decourtray, archevêque de Lyon, a appelé dans son homélie du dimanche 2 janvier les fidèles à ne jamais se résigner à la guerre : « Priorité donnée au dialogue, et de plus en plus. Faire parler les adversaires plutôt que les armes. Discuter, négocier. Trouver des compromis qui ne soient pas des compromis. Chercher des arbitrages. Multiplier les relations gratuites entre peuples. Quel programme ! » a-t-il indiqué. « Mais aussi que de possibilités offertes aux uns et aux autres par les voyages, les échanges, les colloques, les études. Tous, nous pouvons quelque chose, et tout de suite ».

Précisant sa pensée, l'archevêque de Lyon a déclaré qu'il s'agit, « sur un plan politique plus large, de pousser les responsables en place à favoriser les négociations sur le désarmement. Un désarmement simultané et progressif, lequel n'exclut pas à l'occasion telle ou telle décision unilatérale prudente, donc limitée, mais incitative ».

[Comme nous l'interrogeons pour savoir ce qu'il entendait par « décision unilatérale prudente, donc limitée », Mgr Decourtray nous a déclaré qu'il pensait, par exemple, à l'avant-projet de lettre pastorale des évêques américains (le Monde du 29 octobre). Ce texte, cependant, lui semble en l'état actuel excéder les limites de la prudence. Le prélat a également mis l'accent sur la nécessité de l'ouverture du débat avec les responsables politiques.]

D. Porthault
Linge de maison
du 3 au 31 janvier 1983
prix exceptionnels
18, AVENUE MONTAIGNE, PARIS 8^e - Tél. : 720.75.25

CHARLES JORDAN
Centras commerciaux
Belle-Épine - Créteil-Soleil
Galaxie (place d'Italie)
SOLDES
A PARTIR du 3 janvier

LA SITUATION EN CORSE

L'escalade du « Front »

De notre envoyé spécial

Bastia. — Ce lundi 3 janvier, Bastia vaque à ses occupations au rythme lent du somnambulisme. L'émotion, dans la rue comme dans les colonnes des quotidiens régionaux, est au moins aussi forte qu'au lendemain du 2 février, lorsque la Corse avait appris qu'un légionnaire avait été tué, sans doute par un commando du F.L.N.C. Ce jour-là, l'île avait ressenti comme une démesure, un brusque coup de sang dans l'histoire de la contestation nationale. On voulait bien croire que la mort de ce militaire était un accident de parcours, une erreur circonstancielle du « Front », mais on redoutait de ne plus revenir au rythme connu des plasticages.

Après l'agression dont a été victime le vétérinaire, le docteur J.-P. Lafay, une même réaction est sensible à Bastia. A cet égard : « L'escalade se précipite », estime un médecin bastiais, qui, pour accepter de répondre à nos questions, a exigé l'anonymat. « Un homme a reçu trois balles dans la peau pour avoir refusé de subir un racket. Le « Front » a opté désormais pour les méthodes de gangsters ».

Ce tir sur cible vivante pour refus de « l'impôt révolutionnaire » est-il un simple avertissement plus inquiétant que par le passé, mais toujours sans lendemain ? Ou bien les « continuateurs » de l'île et les Corse fortunés doivent-ils s'attendre à ce que le F.L.N.C. collecte ainsi, les armes à la main, chaque denier du culte nationaliste ? Les avis sont partagés mais les quelques témoignages que nous

avons pu recueillir font tous état de l'obligation pour le « Front » de suivre désormais la logique meurtrière qu'il s'est donnée ce week-end sous peine de perdre la face.

Selon certaines informations, une centaine de personnes dans l'île auraient déjà fait l'objet de tentatives de racket ces derniers mois. On s'attend que l'une d'entre elles au moins soit visée dans les prochains jours puisque le F.L.N.C. a, semble-t-il, décidé que les menaces à l'exploit ne suffisent plus. « Qui paiera encore l'impôt sous la simple pression d'un attentat ou d'une grêle de balles contre une vitrine de magasin ? », demande le médecin anonyme.

Mais une autre menace inquiète d'avantage : « l'escalade » de ces derniers jours, apporte aussi la preuve que les « commentateurs » ne sont plus les seules cibles. Les Corse fortunés ont aussi été désignés et rappelés à l'ordre de l'« impôt révolutionnaire ». Certains, à Bastia, redoutent que le F.L.N.C. ait décidé des antennes à une règle d'or appliquée jusqu'ici et finalement tacitement acceptée par tous : ne pas trouver d'ennemis parmi les Corse. Qu'advient-il du sentiment national ? déjà mis à mal par la reprise des attentats à l'automne, s'il fallait désormais distinguer les bons et les mauvais Corse ? C'est surtout cette dernière crainte qui donne à cet après-Saint-Sylvestre son goût d'amertume.

PHILIPPE BOGGIO.

LA RÉFORME DE L'ASSURANCE-CHOMAGE

Les assouplissements proposés par l'UNEDIC provoquent toujours des protestations

Le ministère de l'emploi devrait prochainement donner son agrément aux propositions de l'UNEDIC sur l'application du décret du 24 novembre réformant les allocations de chômage. Un décret qui continue à susciter de vives protestations.

Lors de la commission paritaire nationale du 29 décembre, les gestionnaires de l'UNEDIC ont abordé le cas des bénéficiaires de l'assurance-chômage au moment de la parution du décret. Quelle sera la répercussion de ce décret sur la situation financière de ces chômeurs s'ils le sont encore au 1^{er} février, c'est-à-dire au moment où, pour eux, le décret doit en principe être appliqué ?

Selon la nouvelle réglementation, qui a réduit le nombre de mois d'allocation si la personne indemnisée a travaillé auparavant durant une période insuffisante, un chômeur qui est dans ce cas devrait perdre toute allocation. Exemple : un chômeur qui a travaillé quatre mois avant sa mise en activité n'a plus droit qu'à six mois d'allocation de base au lieu de douze mois. Si en février 1983 il est allocataire depuis sept mois, selon l'ancienne réglementation il aurait encore droit à cinq mois d'indemnisation ; mais, selon la nouvelle, il n'a plus ce droit. La décision proposée au gouvernement est de permettre à ce chômeur de continuer à recevoir l'allocation de base jusqu'à la fin du troisième trimestre (c'est-à-dire pendant deux mois 7 + 2) et ensuite l'allocation : plus faible, de fin de droit durant trois mois. Le principe adopté est donc que après le 1^{er} février, chaque chômeur verra ses indemnités maintenues durant un trimestre entier.

Autre assouplissement, celui concernant les délais de carence. Le décret prévoit qu'à partir du 24 novembre — en fait à partir du 26 novembre — le versement des allocations de chômage est retardé lorsque le chômeur a reçu des indemnités de congés payés et de licenciement. Le projet soumis au gouvernement consiste à respecter ce délai pour les congés payés mais à ne pas l'appliquer pour les indemnités de licenciement lorsque la personne intéressée était en préavis de licenciement au moment de la parution du décret.

Le numéro du « Monde » daté 2-3 janvier 1983 a été tiré à 407 691

Ce compromis est loin de satisfaire certains candidats au licenciement par la voie d'un accord avec le F.N.E. Ils estiment que l'indemnité de congés payés ne doit pas provoquer, pour eux l'application d'un délai de carence ; en outre ceux dont le préavis n'était pas en cours en novembre, considèrent qu'aucun délai de carence ne doit leur être appliqué dans la mesure où leur accord pour un départ ou licenciement après novembre 1982 dépend d'un contrat signé avec le F.N.E. avant le décret. Ce contrat, nous a par exemple indiqué un lecteur, prévoit que « l'allocation spéciale est servie à compter du jour qui suit la date de cessation du contrat de travail ». Pas question d'un délai de carence. Interrogé par sa direction, le salarié, qui dispose de plusieurs mois pour partir, donne son accord de principe, mais le licenciement et même le préavis ne sont pas effectifs. Lorsque ceux-ci le seront, l'intéressé sera-t-il pénalisé ? C'est la thèse adoptée pour le moment. Certains bénéficiaires potentiels protestent — un décret ne peut pas modifier un contrat — et ils évoquent la possibilité de réclamer réparation.

En 1982

LE NUCLÉAIRE A COUVERT 38,7 % DE LA PRODUCTION FRANÇAISE D'ÉLECTRICITÉ

La production française d'électricité a atteint 265,9 milliards de kilowattheures en 1982 contre 264,3 milliards en 1981, soit une augmentation de 0,6 %. Le nucléaire a fourni 103 milliards de kilowattheures au réseau, soit 38,7 % de la production nationale.

La consommation d'électricité s'est élevée à 261 milliards de kilowattheures contre 258,3 en 1981, soit une hausse de 1,1 %. Les exportations, en revanche, ont légèrement régressé avec 3,8 milliards de kilowattheures contre 4,8 l'année précédente.

BAISSE DU DOLLAR

La première séance de l'année des marchés des changes ouverts ce lundi matin (hors l'exception de Londres) a été marquée par une baisse du dollar et un fléchissement des taux d'intérêt. Le dollar, qui avait coté tout au début de la matinée 2,36 DM à Francfort et 6,655 F à Paris, s'est tassé à 2,37 DM et 6,71 F. Le dollar valait à Paris 6,8350 F dans un marché très calme. Les taux de l'emprunt étaient en légère baisse tandis qu'à Paris le taux au jour le jour du marché monétaire s'établissait à 12 3/4 % en retrait par rapport au cours de la fin de la semaine dernière (12 1/2 %).

Les cours de l'or se redressaient quelque peu : on cotait l'once sur les places continentales entre 451 et 452 dollars (contre 448 dollars vendredi 31 décembre au matin à Londres).

Les ressources du F.M.I.

Notons que Sir Geoffrey Howe, chancelier de l'Échiquier britannique et nouveau président du comité technique du F.M.I., a déclaré que le directeur général de cette institution, M. Jacques de Larosière, doit se rendre le 8 janvier à Ryad pour négocier avec les dirigeants de l'Arabie Saoudite l'octroi d'un prêt de 4 à 5 milliards de dollars au F.M.I. En vertu d'un accord conclu en 1981 avec l'Arabie Saoudite, ce pays a déjà prêt deux tranches de chacune 4 milliards de dollars au Fonds monétaire. L'accord prévoit qu'une troisième tranche pourrait être accordée après de nouvelles négociations. A défaut de nouveaux crédits saoudiens, le Fonds monétaire, qui ne dispose plus que d'une dizaine de milliards de dollars de liquidités (alors qu'il n'a pas encore réglé la dette de 10 milliards de l'Argentine et du Chili les ressources sollicitées par ces pays), devrait se tourner vers les pays de l'O.C.D.E.

NOUVELLES BRÈVES

● Une radio locale attaquée. — Radio-Val-de-Marne (RVM), une radio locale de Champsigny destinée à la population immigrée du quartier, a été partiellement saignée dans la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier, nous indique notre correspondant, par une bande d'une dizaine de jeunes. Deux des quatre animateurs, d'origine portugaise, qui étaient sur place ont été légèrement blessés, un téléviseur et le téléphone ont été cassés, une centaine de disques et un radiateur volés. Aucun des agresseurs n'a été identifié.

● Des locaux de la section locale du parti socialiste à Agen (Lot-et-Garonne) ont été partiellement détruits par un attentat à l'explosif dans la nuit du dimanche 2 au lundi 3 janvier. Seuls des dégâts matériels mineurs ont été déplorés. L'attentat n'était toujours pas revendiqué lundi en fin de matinée.

LATREILLE
SOLDES ANNUELS
à tous nos rayons
62 rue St André-des-Arts 6^e
Tél. 329.44.10
PARKING ATTENDU À NOS MAGASINS

CERRUTI 1881
PARIS
SOLDES ET VENTES SPECIALES
du 4 au 8 Janvier
CERRUTI HOMME
27 rue ROYALE
CERRUTI
LIGNE FEMME
15 Pl. de la MADELEINE
39 av. VICTOR-HUGO

Préparez à distance
C.P.E.C.
D.E.C.S.
C.E.S.
AENORL
68 bd de Strasbourg
75010 PARIS
Tél. : 346.90.98

Depuis 1934...
le fourreur le plus jeune
de la rue Saint-Honoré.

ALEXANDRE
FOURRURES 376, rue St-Honoré, Paris (1^{er})

هكوان العرب

DE JANVIER EST PARU